

DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DE LA JEUNESSE



Rapport sur la situation des jeunes de l'espace francophone - 2018

ODSEF
Observatoire démographique
et statistique de l'espace francophone

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



PRÉFACE

À l'occasion de ce XVII^{ème} Sommet de la Francophonie, j'ai le plaisir de présenter cette troisième édition du rapport sur la situation des jeunes de l'espace francophone 2018. Cet état des lieux exhaustif de la situation des jeunes, qui fait désormais partie d'une tradition de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), témoigne une fois de plus de l'attention particulière que la Francophonie accorde à la jeunesse. Elle lui avait d'ailleurs consacré le sommet des Chefs



d'État et de gouvernement de Moncton (Canada - Nouveau-Brunswick) en 1999 et celui de Dakar (Sénégal), en 2014 au cours duquel fut adoptée la *Stratégie jeunesse de la Francophonie 2015-2022*. Depuis lors, les jeunes sont pleinement parties prenantes de nos processus politiques et institutionnels car régulièrement consultés, rassemblés et acteurs lors des Sommets de la Francophonie.

La *Stratégie jeunesse* qui guide notre action est une stratégie partagée et portée par TOUTE la Francophonie. Elle identifie les axes majeurs d'intervention, ainsi que les objectifs à poursuivre pour répondre aux besoins et défis auxquels sont confrontés les jeunes de l'espace francophone. Elle prévoit également des mécanismes qui devront être mis en œuvre pour un meilleur suivi des priorités et actions préconisées. C'est dans cette perspective qu'il a été prévu de publier, tous les deux ans, à l'occasion du Sommet de la Francophonie, un état des lieux exhaustif de la situation des jeunes dans l'espace francophone.

Cet état des lieux ambitionne d'offrir aux décideurs et aux intervenants de tous les niveaux une « photographie » détaillée et actuelle de la situation des jeunes et de nourrir leurs réflexions sur les voies et moyens d'améliorer leurs conditions de vie. Il sert aussi à l'OIF comme « tableau de bord » pour suivre, pays par pays, les évolutions et les tendances en vue d'alimenter ses actions en matière de politiques publiques de jeunesse.

À la manière des rapports de 2014 et de 2016, ce rapport 2018 montre d'abord l'importance du poids démographique des jeunes dans l'espace francophone et rappelle le formidable levier de développement qu'ils peuvent constituer autant que le défi qu'ils peuvent poser. À cet égard, les données montrent que beaucoup d'efforts sont encore à consentir au regard de l'accès

des jeunes aux services de base jugés prioritaires dans la réduction de la pauvreté dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) (eau, assainissement, santé, éducation, etc.). Le portrait est toutefois loin d'être le même partout. Le rapport révèle ainsi une grande variété de situations que vivent les jeunes dans les différentes sphères sociales de leur pays. Que ce soit en matière d'éducation, d'accès à l'information et au numérique,

d'aspirations familiales ou d'engagement citoyen, les jeunes se retrouvent dans des contextes extrêmement différents et vivent des expériences variées, qu'ils auraient tout intérêt à partager.

Le rapport montre aussi des évolutions positives entre 2014 et 2018 dans plusieurs pays, que ce soit au niveau des taux bruts de scolarisation, des indices d'emploi, de l'âge au premier mariage ou de l'intention de fécondité. Ces tendances positives ne doivent pas faire perdre de vue l'importance du travail qui reste à accomplir pour que les États et gouvernements membres tirent meilleur parti du dividende démographique créé par le poids des jeunes dans la plupart des États et gouvernements membres de la Francophonie.

Pour sa part, la Francophonie a renforcé plusieurs de ses dispositifs d'accompagnement des jeunes (formation, entrepreneuriat, volontariat, numérique, etc.) en vue de répondre aux défis qui se posent aux jeunes de ses pays membres. Elle a également renforcé ses dispositifs d'appui technique aux États et gouvernements membres en vue de renforcer leur expertise sur les questions de jeunesse.

C'est en combinant toutes ces actions avec les interventions des pays, et en échangeant sur les bonnes pratiques tout en gardant les jeunes au centre des initiatives, que nous pourrions relever les défis posés, investir dans ce formidable capital humain que représente la jeunesse au sein de l'espace francophone et accompagner la créativité de ses forces vives. C'est d'ailleurs le message envoyé par cette jeunesse au sortir de la 2^{ème} Conférence internationale des jeunes francophones qui s'est tenue du 17 au 19 septembre 2018 à Genève, en Suisse. Ensemble, continuons à l'entendre et à l'aider à prendre toute sa place dans la gouvernance et le développement de nos sociétés !

Michaëlle Jean

Secrétaire générale de la Francophonie

DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE DE L'OIF

Recherche et rédaction

Abdoul Echraf Ouédraogo, Richard Marcoux, Marie-Eve Harton, Mélanie Léger-St-Cyr,
Laurent Richard, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone, Université Laval.
Mise à jour par l'OIF en juillet 2018; Sous la Direction de Mabilia Ma-Umba, Directeur.

Cartographie

Laurent Richard, ODSEF, Université Laval.

Responsables de la publication

Organisation internationale de la Francophonie (OIF)
<http://www.francophonie.org/>

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	4
Sources des données et méthodologie	5
1. Structure démographique et langue française	6
Proportion des jeunes de moins de 35 ans dans les pays de la Francophonie	6
Poids démographique des jeunes de 15 à 34 ans dans les pays de la Francophonie	7
Proportion de francophones chez les jeunes de 15 à 34 ans	8
Poids des jeunes francophones de 15 à 34 ans au sein de l'ensemble de la population francophone des pays	9
2. Accès aux services sociaux de base chez les jeunes de 18-29 ans	10
Accès des jeunes à l'eau et l'assainissement	10
Accès des jeunes à l'électricité	12
Accès des jeunes aux services de santé	13
Accès des jeunes aux services d'éducation	13
3. Éducation	16
Taux brut de scolarisation	16
Progression scolaire	17
Taux brut de diplômés (TBD) de l'enseignement supérieur	18
Indice de parité entre les sexes (IPS)	19
4. Emploi et marché du travail	22
Taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans	22
Ratio du taux de chômage des jeunes comparé à celui des adultes	23
Poids des jeunes dans la population totale au chômage	24
Les jeunes et l'entrepreneuriat	26
5. Information, communication et numérique	28
Accès au numérique (ordinateur et Internet)	28
Accès à l'ordinateur dans les foyers francophones	29
Accès à Internet dans les foyers francophones	29
Fréquence d'utilisation d'Internet par les jeunes de 15 à 29 ans en Afrique	30
Utilisation d'un téléphone portable par les jeunes de 15 à 29 ans	32
Genre et accès aux médias	32
6. Mariage, projets familiaux et perception des jeunes à l'égard du VIH	34
Proportions de jeunes femmes mariées par tranche d'âge	34
Taux de fécondité chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans	35
Perception par les jeunes de la taille idéale de la famille désirée	36
Taux de prévalence du VIH chez les jeunes	37
Connaissance du VIH et de ses modes de transmission chez les jeunes	37
7. Gouvernance et engagement citoyen	39
Perception des institutions politiques par les jeunes	39
Les jeunes francophones et la participation à la vie politique	41
Les jeunes francophones, la participation civique et le bénévolat	43
Conclusion	46

INTRODUCTION

En 2018, l'ensemble des États et gouvernements membres et observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) compte plus de 1,3 milliard d'habitants. Avec un effectif total de plus de 775 millions, les jeunes de moins de 35 ans représentent près de 60 % de la population de la Francophonie. Cette forte proportion fait de l'espace francophone un des espaces linguistiques le plus jeune. Si l'on considère uniquement les États et gouvernements membres de l'OIF et ayant le français comme langue officielle, le poids démographique des jeunes apparaît encore plus important : sept personnes sur dix ont moins de 35 ans.

Gage de dynamisme, ce poids des jeunes au sein de la population francophone n'en pose pas moins des défis importants en matière d'éducation, d'insertion socioprofessionnelle, d'accès aux moyens d'information et de communication, de réalisation des aspirations familiales et d'engagement citoyen. Ce rapport propose un portrait statistique de la situation des jeunes des pays francophones dans ces différentes sphères de la vie sociale, à partir des données accessibles en 2017-2018.

Il se dégage de ce portrait de la jeunesse dans l'espace francophone des situations fort contrastées, ainsi que des progrès sur certains indicateurs statistiques depuis le premier rapport fait en 2014.

Le premier chapitre montre que le poids des jeunes de moins de 35 ans au sein de l'espace francophone varie grandement d'une région à l'autre. Dans les pays membres d'Afrique subsaharienne en particulier, ces jeunes représentent entre la moitié et les deux tiers de la population. Même s'il en est autrement dans les États et gouvernements membres et observateurs d'Europe et d'Amérique, le poids des jeunes demeure relativement important partout sitôt qu'on s'intéresse à la tranche des 15 à 34 ans.

Le poids de la jeunesse dans certaines régions pose des défis importants dans l'accès à l'éducation. Le chapitre 2 révèle ainsi que les taux bruts de scolarisation demeurent faibles dans plusieurs pays, tant au secondaire qu'au supérieur malgré les progrès réalisés par certains pays au niveau du secondaire. L'indice de parité entre les sexes montre encore la nécessité d'un effort de rattrapage, particulièrement dans l'enseignement supérieur, où les jeunes filles sont toujours sous-représentées dans la population scolarisée pour la vaste majorité des pays. L'obstacle premier à l'augmentation du nombre de francophones demeure en définitive l'absence d'opportunités d'éducation pour des franges importantes des jeunes de plusieurs pays membres.

Les défis sont tout aussi importants en matière d'emploi. Les données présentées dans le chapitre 3 montrent que les jeunes de 15 à 24 ans sont particulièrement exposés au chômage. Même dans les contextes de faible taux de chômage, les jeunes demeurent surreprésentés au sein de la population à la recherche d'emploi, une réalité à laquelle les jeunes filles sont singulièrement exposées dans certains pays.

Si l'éducation et l'emploi constituent les principaux défis pour les jeunes, les chapitres suivants révèlent d'autres préoccupations tout aussi importantes, que ce soit l'accès à la sphère numérique et aux nouvelles technologies de communication (chapitre 4) ou l'entrée en union et les aspirations familiales (chapitre 5). Outre les disparités entre les pays et régions francophones, le rapport souligne l'existence de disparités liées au genre qu'il convient de prendre en compte pour assurer un développement équitable et inclusif. Le dernier chapitre (chapitre 6) est consacré à la participation et l'engagement citoyens des jeunes. Il montre que le pourcentage de jeunes engagés dans la vie associative et communautaire demeure encore relativement faible dans la plupart des pays. La défiance envers les institutions politiques (parlement ou assemblée, justice, etc.) est également un élément que souligne le rapport.

Si, dans plusieurs pays, le profil des jeunes dans certaines sphères peut être qualifié d'alarmant, d'autres indicateurs pris dans d'autres sphères donnent raison d'espérer. Les taux bruts de scolarisation se sont améliorés dans plusieurs pays comparativement à 2014. Pour le marché de l'emploi, même si le taux de chômage chez les jeunes demeure élevé, la forte présence des filles sur le marché de l'emploi dans certains pays rend compte des possibilités d'accès, malgré des contextes souvent très défavorables. Les situations sont donc globalement fort contrastées entre les pays, entre les régions et aussi entre les sphères abordées.

— Sources des données et méthodologie

Les données statistiques utilisées proviennent de sources variées et ont été compilées et mises à jour dans la dernière année. Les données de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont été utilisées dans le chapitre 1 (consacré à la démographie) en tant que références pour les estimations de la population francophone en 2017 ainsi que pour celles du nombre et du poids démographique des jeunes dans chacun des États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF (2015). Les estimations du nombre de jeunes

francophones s'appuient sur les mêmes sources et méthodologies que celles présentées dans les précédents rapports de 2014 et 2016 et réactualisées par l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone à travers le Tableau de bord dynamique de la jeunesse francophone¹.

Le chapitre 3, qui est consacré à l'éducation, s'appuie uniquement sur les données de l'Institut de la statistique de l'UNESCO (ISU), en particulier les tableaux statistiques compilés figurant sur la base de données en ligne de l'Institut. Les données du chapitre 4 sur l'emploi proviennent essentiellement de différentes bases de données de l'Organisation internationale du travail (OIT). Le chapitre 5, qui est consacré à l'accès aux technologies de communication et aux outils numériques, repose sur l'exploitation de différentes sources de données : celles de l'Union internationale des télécommunications, de l'Afrobaromètre et des Enquêtes démographiques et de santé (EDS). Les données du chapitre 6 sur les aspirations familiales des jeunes proviennent de la base de données de l'ONU et de la série dites Enquêtes démographiques et de santé (EDS). Enfin, le chapitre 7 s'intéresse à l'engagement et la participation civique des jeunes et les données proviennent de l'Enquête sociale européenne, de l'Afrobaromètre et de l'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation.

Au début de chaque chapitre, les différentes sources utilisées sont rappelées. L'ensemble des tableaux détaillés se trouve en annexe du présent rapport. Des versions électroniques de ces données, de mêmes que d'autres informations statistiques sur les jeunes de l'espace francophone sont également disponibles sur le Portail jeunesse de la francophonie : <https://jeunesse.francophonie.org/>.

Précisons à ce sujet que de plus en plus de données sont accessibles et permettent de prolonger les séries chronologiques et d'offrir de plus amples informations sur des domaines variés concernant les jeunes. Si les données démographiques changent lentement, d'autres dimensions peuvent varier assez rapidement, notamment tout ce qui concerne les médias sociaux et les outils informatiques. La Direction de l'éducation de la jeunesse de l'OIF est constamment à l'affût des nouvelles données sur la jeunesse afin de soutenir les pays membres et les intervenants du secteur de la jeunesse. Ce rapport publié tous les deux ans en est une preuve.

1. <http://www.tbdjif.fss.ulaval.ca/>

1^{ère} PARTIE

STRUCTURE DÉMOGRAPHIQUE ET LANGUE FRANÇAISE

L'espace francophone, défini comme étant les 84 États et gouvernements actuellement membres et observateurs de l'OIF, est caractérisé par une forte proportion de jeunes au sein de la population totale des pays qui le composent. En effet, dans de nombreux pays les jeunes de moins de 35 ans représentent plus des deux tiers de la population.

Cette section du présent rapport permet de mettre en exergue les situations contrastées concernant les proportions des jeunes dans les 84 États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie ainsi que le poids démographique de ces jeunes parmi la population dite francophone. Les données utilisées proviennent principalement des plus récentes estimations de la Division de la population des Nations Unies (Révision 2017)² pour les effectifs de la population totale des différents pays, des estimations de l'INSEE pour la France (Bilan démographique 2017)³, des estimations du Bureau fédéral du Plan et de SPF Economie - Statbel pour la Belgique et la Fédération Wallonie-Bruxelles⁴ et des estimations démographiques annuelles de Statistique Canada pour le Canada, l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick⁵. Ces données ont servi à estimer la proportion des moins de 35 ans (voir tableaux détaillés en annexe).

2. <https://esa.un.org/unpd/wpp/DataQuery/>

3. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1892086?sommaire=1912926>

4. <https://www.plan.be/databases/demog/POP/PopRegFR.xlsx>

5. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb11/en/tv.action?pid=1710000501>

Proportion des jeunes de moins de 35 ans dans les pays de la Francophonie

C'est dans les pays d'Afrique subsaharienne que la proportion de jeunes parmi la population totale est la plus importante. En effet, dans les trois quarts des pays membres de cette région, la proportion de jeunes de moins de 35 ans représente entre 75 et 80 % de la population. Ce maximum est atteint au Burkina Faso, au Burundi, au Niger, au Mali et au Tchad où cette proportion arrive à 81%. Quant aux pays membres d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, les jeunes de moins de 35 ans y représentent environ les deux tiers de la population, avec des situations quelquefois contrastées. On peut citer d'un côté la Mauritanie, où cette proportion atteint 74 %, et de l'autre les Émirats arabes unis et la Tunisie où cette proportion est aux environs de 55 %. Le portrait démographique de l'Océan Indien ressemble quelque peu à celui de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, avec, d'un côté, deux pays sur quatre où les jeunes de moins de 35 ans représentent 75 % ou plus de la population (Comores et Madagascar) et, de l'autre, deux pays où cette catégorie représente près de la moitié de la population (Maurice et Seychelles).

La situation est aussi contrastée en Asie, où la structure démographique des pays membres varie d'un pays à l'autre. En témoigne le cas du Laos, où les jeunes de moins de 35 ans représentent en 2015 plus du deux tiers de la population (71 %), et celui de la

Thaïlande, où ils représentent moins de la moitié de la population (44 %). En Europe de l'Ouest, on observe une certaine homogénéité au sein des pays membres, notamment là où le français est langue officielle. En effet, pour la Belgique, le Luxembourg, la France et la Suisse, la proportion de jeunes de moins de 35 ans varie entre 40 et 45 %. Notons que l'Autriche et la Grèce se caractérisent par moins de 40 % de jeunes de moins de 35 ans dans leur population, de même que Chypre, où ceux-ci représentent presque la moitié de la population (49 %).

Chez les pays membres et observateurs d'Europe centrale et orientale, le portrait est aussi relativement homogène. Les jeunes de moins de 35 ans constituent moins de la moitié de la population dans l'ensemble de ces pays. À l'instar de l'Europe, l'Amérique francophone se caractérise aussi par une proportion relativement faible de jeunes de moins de 35 ans. Ces derniers représentent moins de la moitié de la population du Canada (42 %), du Québec (40 %), de l'Ontario (43%) et du Nouveau-Brunswick (37 %). Le Mexique, pays observateur, se distingue avec 61% de sa population âgée de moins de 35 ans. Les pays membres des Caraïbes présentent quant à eux un portrait qui se rapproche de celui du continent africain, notamment en Haïti, où les jeunes de moins de 35 ans représentent 70 %, et la République dominicaine, un État observateur de l'OIF, avec 63 %.

Poids démographique des jeunes de 15 à 34 ans dans les pays de la Francophonie

Comme ce sont précisément les jeunes de 15 à 34 ans qui nous intéressent, il est pertinent de dresser un por-

trait spécifique de leur poids au sein de la population des États et gouvernements membres et observateurs. Cet exercice permettra de mieux apprécier les besoins actuels en matière d'éducation et d'emploi, deux dimensions qui font l'objet des deux chapitres suivants.

La tranche d'âge des 15 à 34 ans représente environ le tiers de la population dans la plupart des pays membres et observateurs d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, d'Afrique subsaharienne, de l'Océan Indien, des Caraïbes et d'Asie. Dans les États et gouvernements membres et observateurs de l'Europe de l'Ouest, de l'Europe centrale et orientale, de même qu'au Canada, la proportion des jeunes de 15 à 34 ans est environ du quart de la population (tableau 1).

L'espace francophone se caractérise ainsi par une structure démographique contrastée avec, d'une part, les pays membres et observateurs d'Afrique, de l'Océan Indien, d'Asie et des Caraïbes, pour lesquels les jeunes de 15 à 34 ans représentent environ le tiers de la population et, d'autre part, les États et gouvernements membres et observateurs d'Europe et d'Amérique du Nord (à l'exception du Mexique), bien engagés dans le processus de vieillissement démographique, mais dont les jeunes de 15 à 34 ans constituent néanmoins plus du quart de la population.

La carte 1 illustre bien les résultats obtenus concernant la taille des populations de jeunes de 15 à 34 ans dans les différents États et gouvernements membres de la Francophonie. C'est ainsi que les 405 millions de jeunes appartenant à ces pays se répartissent à travers cet espace francophone, en particulier dans les pays très peuplés comme le Mexique, le Vietnam, la République démocratique du Congo (RDC), l'Égypte, ainsi qu'en France pour l'Europe.

Tableau 1. Aperçu du nombre de jeunes de 15 à 34 ans et de leur poids démographique dans quelques États et gouvernements membres de l'OIF

État ou gouvernement membres de l'OIF	Nombre des jeunes de 15 à 34 ans (en milliers)	Proportion au sein de la population totale (%)
Rép. D. du Congo	26 049	32
France	15 355	24
Maroc	11 806	33
Canada	9 661	26
Madagascar	8 915	35
Sénégal	5 436	34
Belgique	2 765	24
Suisse	2 101	25
Liban	2 220	37
Mauritanie	1 514	34
Vanuatu	95	34

Source : Estimations obtenues des Nations unies (révision 2017), de Statistique Canada, du Bureau fédéral du Plan et de SPF Economie – Statbel et de l'INSEE.

Proportion de francophones chez les jeunes de 15 à 34 ans

Si les pays de la Francophonie présentent des structures démographiques variées, comme nous venons de le voir, on sait qu'ils comptent également des proportions différentes de francophones. Nous avons ici emprunté la même démarche méthodologique pour la définition des francophones de 15 à 34 ans que celle utilisée dans les précédents rapports de 2014 et 2016. Cette démarche permet de produire des estimations de francophones chez les jeunes de 15 à 34 ans pour 41 des 84 États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF.

Examinons d'abord les proportions de francophones chez les jeunes de 15 à 34 ans, sachant que celles-ci renseignent, entre autres, sur le niveau de pénétration du français parmi les jeunes et plus particulièrement dans les États membres où le français est aussi la langue officielle et celle de l'enseignement, rendant ainsi compte des performances des systèmes d'éducation. Par ailleurs, soulignons que, pour chaque zone géographique, les chiffres méritent d'être analysés séparément car ils ne traduisent pas les mêmes réalités entre les pays membres où le français est la langue maternelle des locuteurs considérés comme francophones (Belgique, France, Québec, Suisse, Nouveau-Brunswick, Luxembourg, etc.), les pays où le français est langue officielle, mais souvent seconde langue des locuteurs (particulièrement en Afrique) et les pays où le français a souvent le statut de langue étrangère (Europe de l'Est, Moyen-Orient, certains pays d'Afrique membres comme le Ghana, le Mozambique, le Cap-Vert, etc.).

L'analyse de la proportion de francophones parmi les jeunes de 15 à 34 ans selon ces paramètres montre une situation fort contrastée. D'abord en Afrique, dans les pays où le français a le statut de langue officielle, on observe une première catégorie de pays – la plupart d'Afrique centrale – où les francophones représentent plus du trois quarts de la population chez les jeunes : c'est le cas en RDC (77,9 %), au Gabon (90,3 %) et au Congo (90,4 %).

Une deuxième catégorie regroupe des pays où la proportion de francophones parmi les jeunes représente entre la moitié et les deux tiers de la population jeune. C'est le cas notamment de pays comme le Sénégal (48,5 %), la Côte d'Ivoire (52,2 %), la Centrafrique (53,3 %), le Bénin (57,7 %), le Cameroun (61,4 %) et le Togo (61,7 %).

Un troisième sous-ensemble concerne notamment plusieurs pays du Sahel, où les francophones représentent entre 20 et 40 % de la population des 15 à 34 ans. C'est le cas du Niger (22 %), du Tchad (24 %) et du Burkina Faso (39 %). Il faut aussi noter les cas spéci-

ifiques du Burundi et du Rwanda, où les francophones représentent respectivement 17 % et 11 % des jeunes de ce groupe d'âge. Ce pourcentage relativement faible peut s'expliquer en grande partie par le fait que ces deux pays comportent de très fortes proportions de leur population qui ont la même langue maternelle (respectivement le kirundi et le kinyarwanda), ainsi que par les efforts importants consentis dans l'alphabétisation en langues nationales dans l'enseignement, dans les médias et dans les sphères officielles de ces deux pays.

Par ailleurs, en Amérique du Nord, on note que c'est environ le tiers des jeunes Canadiens qui sont francophones (32 %). Cette proportion présente cependant de fortes variations entre le Québec, où le français est la langue officielle, et le Nouveau-Brunswick, où le français et l'anglais se partagent le statut de langue officielle. Ainsi, au Québec, c'est près de la quasi-totalité des jeunes de 15 à 34 ans (96 %) qui sont francophones, alors qu'au Nouveau-Brunswick, c'est près de la moitié des jeunes qui le sont (48 %). D'ailleurs, parmi tous les États et gouvernements membres, le Québec est l'un de ceux présentant la plus forte proportion de francophones au sein de sa population jeune.

Pour ce qui est des pays européens, on observe d'abord une catégorie de pays où c'est presque la quasi-totalité des jeunes qui sont francophones : en France d'abord (98 %), et au Luxembourg (96 %). On note ensuite le cas de pays comme la Belgique et la Suisse où le français cohabite avec d'autres langues officielles. Dans ces pays membres, la proportion de francophones parmi les jeunes reste relativement élevée, puisqu'elle dépasse les deux tiers (respectivement 77 % et 69 %).

La proportion de francophones parmi les jeunes dans certains pays européens où le français n'est pas la langue officielle est aussi intéressante à souligner, à l'exemple de l'Autriche, où les francophones représentent 13 % de la population jeune, de la Roumanie (11 %) et de Chypre (8 %).

En Océanie, il faut noter le cas du Vanuatu, où les francophones représentent 42 % de la population des 15 à 34 ans. Les données sur les francophones spécifiques au groupe d'âge des 15 à 34 ans ne sont malheureusement pas disponibles pour de nombreux pays, notamment pour les pays membres ou observateurs d'Asie comme le Vietnam et la Thaïlande.

Poids des jeunes francophones de 15 à 34 ans au sein de l'ensemble de la population francophone des pays

Le poids des jeunes francophones au sein de l'ensemble de la population francophone est important dans la plupart des pays pour lesquels les informations sont disponibles. Comme on peut s'y attendre, la proportion de jeunes parmi les francophones correspond sensiblement au poids démographique des jeunes dans les États et gouvernements où le français est largement répandu. C'est le cas de la France, du Québec et du Luxembourg.

Par ailleurs, plusieurs pays africains ont connu des investissements importants dans le domaine de l'éducation, et ces investissements ont bénéficié aux plus jeunes générations. Ce phénomène s'ajoute au poids démographique des jeunes, déjà très important dans ces pays. De ce fait, alors que les jeunes de 15 à 34 ans représentent autour du tiers de la population dans ces pays, les francophones de ce groupe d'âge représentent de 50 % à 60 % de l'ensemble de la population francophone au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, au Congo, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Mali, au Niger et au Togo. Au Tchad et en Centrafrique, les jeunes francophones de 15 à 34 ans représentent même les deux tiers des populations francophones de ces pays.

Au Burundi et au Rwanda, où seulement 17 % et 11 % des jeunes de 15 à 34 ans sont définis comme francophones, ces derniers constituent néanmoins près des trois quarts du total des francophones de ces pays. Le poids des jeunes francophones dans la population francophone totale est tout aussi important dans les pays membres et observateurs d'Europe centrale et orientale, où les francophones comptent souvent à peine pour le dixième de la population. Par exemple, en Bulgarie, à peine 3 % des jeunes de 15 à 34 ans sont francophones, mais ces derniers représentent plus du quart de la population francophone de ce pays (26 %). En Roumanie, seulement le dixième de la population jeune est considéré comme francophone, mais ces derniers représentent près du tiers de la population francophone de ce pays (30 %).

Ce chapitre a d'abord mis en évidence l'importance du poids démographique des jeunes dans les pays membres et observateurs, tout particulièrement en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes. Ce poids contraste avec celui que l'on observe dans les États et gouvernements membres d'Europe et d'Amérique du Nord, où les jeunes représentent en général moins de la moitié de la population. Partout, le poids démographique des jeunes au sein de la population demeure cependant important.

L'idée que l'avenir de la Francophonie repose sur sa jeunesse est plus que jamais illustrée par ces chiffres, qui montrent l'importance des jeunes au sein de la population totale comme au sein de la population dite francophone. Étant donné que, dans les pays africains, c'est la capacité à lire et à écrire le français qui détermine le statut de francophone d'une personne, cela marque bien l'importance de l'éducation de ces jeunes pour la Francophonie.

2^{ème} PARTIE

ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE CHEZ LES JEUNES FRANCOPHONES DE 18-29 ANS

L'accès à des services de base comme l'eau, l'assainissement, l'électricité, la santé et l'éducation est déterminant dans la réduction de la pauvreté et l'émancipation des populations, en particulier les jeunes. Nous avons voulu commencer ce portrait par une analyse de l'accès des jeunes de l'espace francophone à ces services jugés essentiels dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) fixés par les Nations Unies dans le cadre du *Programme de développement durable à l'horizon 2030*.

En effet, avant même de penser à un diplôme ou un emploi de qualité, les jeunes comme les autres catégories de la population ont besoin d'avoir accès à ces services de base qui déterminent leur santé et leur bien-être. Il est par exemple difficile de penser à une formation de qualité lorsqu'on n'a pas accès à l'eau, l'électricité ou lorsque le milieu de vie n'est pas approprié, faute d'assainissement. Lorsque les services de santé sont défaillants ou inaccessibles, il est aussi difficile pour les jeunes de développer leur plein potentiel sans suivi médical approprié, sans prévention, etc. Pour toutes ces raisons, nous commençons ce portrait statistique des jeunes de l'espace francophone 2018 par une analyse détaillée de leur accès aux services sociaux de base qui sont identifiés comme une priorité dans les ODD. Les analyses portent essentiellement sur le cas des pays francophones d'Afrique

pour lesquels des données étaient disponibles car il s'agit de pays pour lesquels cette problématique d'accès se pose avec acuité.

— Accès des jeunes à l'eau et à l'assainissement

L'état de santé d'une population dépend étroitement de la qualité des services en eau potable et assainissement. L'accès à ces services est donc considéré comme une condition préalable aux améliorations en matière de santé, d'éducation, d'égalité de genre et de productivité⁶. D'après les Nations Unies, « la cible mondiale OMD pour l'eau potable – faire en sorte que 88 % de la population ait accès à des points d'eau améliorés d'ici 2015 – a été atteinte et dépassée en 2010 ». Cependant, en Afrique subsaharienne 319 millions d'habitants étaient toujours privés d'accès en 2015 selon le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP)⁷. De plus, en raison de la croissance

6. Guide pour le suivi intégré de l'objectif de développement durable 6 concernant l'accès à l'eau et l'assainissement, Cibles et indicateurs mondiaux, UN Water.

7. Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP).

démographique et de l'insuffisance des progrès, le nombre de personnes sans accès à l'assainissement a augmenté depuis 1990 en Afrique subsaharienne où 695 millions de personnes n'avaient pas accès à l'assainissement en 2015. Dans les pays d'Afrique subsaharienne membres de la Francophonie, l'accès

à ces services est plutôt inégal. Le 7e Tour (2017) de l'Enquête Afrobaromètre a permis d'obtenir des données récentes sur leur accès dans 12 pays d'Afrique de l'ouest et de l'Océan Indien. Ces données montrent qu'une bonne partie des jeunes vivent dans des milieux où l'accès à ces services est problématique.

Tableau 2. Pourcentage de jeunes de 18-29 ans ayant accès à un système d'adduction dans leur quartier et à une source d'eau dans leur foyer

Pays	Système d'adduction d'eau dans la ZD			Source principale d'eau pour le ménage			
	Non	Oui	Impossible de déterminer	À l'intérieur de la maison	À l'intérieur de la concession	Hors de la concession	n / a
Bénin	52.7	47.3	-	21.3	12.1	66.6	-
Burkina Faso	72.6	27.4	-	4.9	17.7	77.4	-
Cape Verde	15.9	83.1	1.0	55.5	25.3	18.5	0.8
Côte d'Ivoire	52.4	47.6	-	22.0	29.7	47.7	0.6
Ghana	14.4	85.6	-	13.2	16.5	70.3	-
Gabon	18.4	81.6	-	31.7	33.1	34.7	0.5
Guinée	76.0	24.0	-	3.1	22.0	73.7	1.2
Madagascar	58.8	41.2	-	3.2	35.7	59.0	2.1
Mali	63.7	36.3	-	4.8	29.2	65.8	0.1
Maurice	-	100.0	-	89.3	9.1	1.5	0.1
Sénégal	23.4	76.6	-	62.0	16.3	21.5	0.2
Togo	50.0	46.1	3.9	7.4	24.3	68.2	-

Source: Afrobaromètre

Pour ce qui est de l'accès à l'eau potable, une question concernait la disponibilité du système d'adduction d'eau dans la zone d'échantillonnage qui comprend 8 ménages et une autre la source principale d'eau au niveau du ménage. Dans 7 des 11 pays ayant participé au 7e tour de l'Enquête Afrobaromètre, plus de la moitié des jeunes répondants de 18-29 ans habitent une zone sans accès au système d'adduction d'eau. Là aussi, l'accès reste très inégal.

En Afrique de l'Ouest, le Sénégal et Cap-Vert se distinguent avec respectivement 62% et 56% des jeunes ayant accès à l'eau à l'intérieur de la maison où ils vivent. À l'inverse, la principale source d'eau se trouve à l'extérieur de la concession pour plus de 60 % des jeunes de 18-29 ans ayant répondu à l'enquête au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana, en Guinée, au Mali et au Togo. Maurice se distingue avec 89 % des répondants de 18-29 ans ayant accès à l'eau à la maison, au contraire de Madagascar, où ce taux est à peine 3%.

Pour ce qui est de l'accès au système d'évacuation des eaux dans la zone d'habitation, seuls Maurice, Cape-Vert, Ghana et Sénégal affichent un taux supérieur à 40% chez les jeunes répondants de 18-29 ans.

Tableau 3. Pourcentage de jeunes de 18-29 ans vivant dans un milieu avec accès à un système d'évacuation des eaux usées

(Question posée: un système d'évacuation des eaux usées auquel la plupart des maisons pourraient accéder est-il disponible dans cette ZD ?)

Pays	Non	Oui	Impossible de déterminer
Bénin	86.5	13.5	-
Burkina Faso	88.5	11.5	-
Cape Verde	55.4	44.3	0.3
Côte d'Ivoire	71.0	25.4	3.6
Ghana	77.1	21.6	1.4
Gabon	57.6	42.4	-
Guinée	87.6	12.4	-
Madagascar	91.2	8.8	-
Mali	85.9	13.2	1.0
Maurice	48.6	51.4	-
Sénégal	57.6	42.2	0.2
Togo	80.8	18.2	1.1

Source: Afrobaromètre

Accès des jeunes à l'électricité

L'accès à l'électricité, crucial pour le développement, est aussi inégal dans les pays de l'espace francophone enquêtés en 2017. En effet, dans tout près d'un pays sur deux, plus de 50% des répondants de 18-29 ans ont déclaré que leur domicile n'est pas raccordé au réseau électrique. Même dans les cas où les domiciles sont raccordés à l'électricité, les jeunes répondants ont mentionné vivre avec des ruptures d'électricité as-

sez fréquentes qui doivent nécessairement avoir de l'impact sur leurs performances scolaires. Ainsi, en Guinée, c'est environ 36 % des jeunes ayant répondu à l'enquête qui estiment avoir accès à l'électricité seulement la moitié du temps ou moins. Au Gabon où la majorité des domiciles sont raccordés (90%), c'est tout de même plus de 12% des jeunes ayant répondu à l'enquête qui estiment avoir accès à l'électricité seulement la moitié du temps ou moins.

Tableau 4. Pourcentage de répondants âgés de 18-29 ans dont le domicile est raccordé au réseau électrique et fréquence de disponibilité de l'électricité

(Question posée : Votre domicile est-il raccordé au réseau électrique ? Quelle est la fréquence de disponibilité de l'électricité ?)

Pays	Domicile non raccordé au réseau électrique	Jamais	Parfois	Environ la moitié du temps	La plupart du temps	Tout le temps	n / a
Bénin	62.4	1.6	6.9	3.3	12.9	13.0	-
Burkina Faso	78.8	1.5	3.0	3.0	6.7	7.0	-
Cape Verde	5.3	0.6	1.8	3.0	7.2	81.7	0.2
Côte d'Ivoire	35.2	0.8	4.9	4.5	19.5	35.2	-
Ghana	9.7	1.6	6.7	4.1	22.1	55.8	-
Gabon	13.7	0.6	4.0	1.6	39.9	39.8	0.3
Guinée	53.1	7.3	15.4	13.7	8.3	2.2	-
Madagascar	73.4	0.4	4.2	1.7	10.1	10.1	-
Mali	66.1	0.5	3.4	1.8	5.3	22.9	-
Maurice	0.2	-	-	-	12.9	86.4	0.5
Sénégal	28.4	0.5	4.0	1.3	18.0	47.7	-
Togo	38.7	1.2	3.8	4.0	30.0	22.2	-

Source: Afrobaromètre

Accès des jeunes aux services de santé

Tout comme pour les autres services, l'accès aux services de santé de base est essentiel au bien-être des jeunes et à leur épanouissement.

Tableau 5. Facilité d'obtention d'un service médical, répondants âgés de 18-29 ans

(Question posée : Était-ce facile ou difficile d'obtenir l'attention médicale dont vous aviez besoin ?)

Pays	Très difficile	Difficile	Facile	Très facile	Pas de contact	Ne sais pas
Bénin	8.9	22.0	12.4	4.0	52.7	-
Burkina Faso	9.3	22.2	16.0	9.0	43.4	-
Cape Verde	0.6	28.2	27.1	8.7	35.4	-
Côte d'Ivoire	3.3	17.5	11.5	2.8	64.6	0.3
Ghana	2.2	12.0	19.1	11.6	55.1	-
Gabon	6.8	14.0	10.3	5.9	62.9	0.1
Guinée	11.2	23.0	20.6	7.6	37.5	-
Madagascar	1.8	22.4	9.9	6.7	59.2	-
Mali	17.3	27.4	11.8	5.3	38.2	-
Maurice	7.8	41.5	7.9	5.5	37.3	-
Sénégal	5.4	18.5	15.7	15.3	44.6	0.6
Togo	4.2	20.2	11.5	7.9	56.2	-

Source: Afrobaromètre

En moyenne, 22,6 % des jeunes ayant répondu à l'enquête affirment avoir trouvé difficile d'obtenir le service médical souhaité. Si on considère que seulement 51,7% des répondants ont cherché à obtenir un service, c'est 43,7% de ces derniers qui ont eu de la difficulté à obtenir un service médical. En Guinée et au Mali, l'accès semble plus difficile pour les jeunes tandis que le Sénégal et le Gabon se distinguent avec un accès plus facile au service médical pour les jeunes.

Accès des jeunes aux services d'éducation

Le nombre d'enfants ayant accès à l'éducation de base a considérablement progressé depuis le lancement des OMD et du Cadre de Dakar sur l'Éducation pour tous en 2000. Selon le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous de 2015, les taux bruts de scolarisation dans le primaire approchent ou dépassent les 100 % et ce à l'échelle mondiale⁸. Cependant, les taux nets de scolarisation, malgré leur augmentation dans la plupart des pays, n'atteignent pas 100 % dans plu-

sieurs pays moins avancés, dont plusieurs de l'espace francophone. Une part importante des enfants de ces pays en âge d'être scolarisés n'ont donc pas accès à l'école. Certains n'y mettront jamais les pieds, d'autres quitteront avant d'avoir complété la totalité des neuf années du cycle de l'éducation de base, d'après les données.

Les causes de la non-scolarité sont nombreuses. Elles peuvent être liées à la santé et à la condition physique des jeunes, à la pauvreté qui oblige les jeunes et même les enfants à travailler ou encore au mariage précoce. D'autres causes sont dues aux services éducatifs eux-mêmes. Ils peuvent être trop loin du domicile, trop chers ou encore réputés pour offrir une éducation de qualité médiocre. La disponibilité de services éducatifs à proximité est sans contredit un des premiers déterminants de l'accès des jeunes à une éducation de qualité dans un contexte de pauvreté qui limite considérablement la mobilité (manque de moyens de transport, impossibilité de déménager près des écoles, etc.).

Le choix de formation dépend donc pour une partie importante des jeunes de ce qui est disponible physiquement à portée d'une marche. Les enquêtes ont aussi montré que plusieurs familles étaient réduites à retirer leurs enfants de l'école, lorsque continuait l'école impliquait d'aller plus loin. Les jeunes filles sont particulièrement victimes de cette situation.

8. Quand la valeur du taux brut approche ou dépasse 100%, cela indique que le pays est en principe capable de scolariser la totalité de sa population en âge de fréquenter l'école, mais n'indique pas la proportion de cette population qui fréquente effectivement l'école. Le taux de scolarisation brut peut parfois dépasser 100% lorsque les élèves trop âgés et trop jeunes ainsi que les redoublants sont inclus. (ISU).

Pour cette question, les analyses ont été portées d'abord sur la présence d'une école dans la zone de domicile sans égard à l'âge. Cet élargissement du public aux plus jeunes permet d'avoir un aperçu de ce que leur environnement offre comme possibilité d'éducation de base. Cette éducation est déterminante dans l'accès au secondaire et supérieur et à la persévérance scolaire ou le décrochage.

Tableau 6. Présence d'une école dans la ZD ou à une distance de marche proche, sans égard à l'âge des répondants

Pays	Non	Oui	Impossible de déterminer
Bénin	6.1	93.9	-
Burkina Faso	10.3	89.4	0.3
Cape Verde	12.3	87.7	-
Côte d'Ivoire	21.8	77.3	0.8
Ghana	13	86.4	0.6
Gabon	8.8	91.2	-
Guinée	11.9	88.1	-
Madagascar	4.1	95.9	-
Mali	10.3	89.7	-
Maurice	6.7	93.3	-
Sénégal	10	90	-
Togo	3.9	96.1	-

Source: Afrobaromètre

Dans près de 90 % des cas, pour la plupart des pays, une école est située dans la ZD ou à une distance accessible à la marche. Malgré cela, le taux d'enfants non scolarisés est élevé dans plusieurs de ces pays.

Tableau 7. Taux d'enfants non scolarisés ayant l'âge de l'enseignement primaire, 2016

Pays	Garçons	Filles	Total
Bénin	..	..	..
Burkina Faso	23.1	25.2	24.1
Cape Verde	12.8	14.4	13.6
Côte d'Ivoire	7.7	17.0	12.3
Ghana	..	..	..
Gabon	14.1	12.4	13.3
Guinée	..	..	..
Madagascar	..	..	..
Mali	33.9	42.1	37.9
Maurice	6.0	3.2	4.7
Sénégal	31.2	24.0	27.7
Togo	9.9	16.8	13.3

Source: ISU; (‡): Estimation ISU

À l'exception de Maurice, les autres pays sélectionnés pour cet exercice affichent des taux de non scolarisation au primaire de plus de 10 %. Au Sénégal et au Burkina Faso c'est même le quart des enfants en âge de fréquenter le primaire qui ne sont pas scolarisés et au Mali c'est près de 40% des enfants. Lorsqu'une partie importante des jeunes n'ont pas achevé ou même fréquenté l'école primaire, les chances de ceux qui l'ont fréquenté à se rendre au secondaire se trouvent forcément impactées. L'achèvement de la première étape de scolarité (primaire) est déjà un accomplissement; ensuite, la présence dans les mêmes milieux d'enfants non scolarisés avec d'autres en scolarisation peut nuire à la performance scolaire et favoriser autant l'échec que l'abandon scolaire. Il est donc essentiel de prendre compte de tout cet environnement pour comprendre la trajectoire scolaire des jeunes de 18 ans et plus qui nous intéressent pour cette étude.

Après cet aperçu de l'environnement scolaire des jeunes, les analyses ont donc porté sur le plus haut niveau d'instruction atteint chez les répondants âgés de 18 à 29 ans. En moyenne, 31% des jeunes des pays membres ayant répondu à l'enquête ont atteint le secondaire ou le lycée sans toutefois l'achever. C'est seulement environ 15% d'entre eux qui l'ont effectivement achevé. Environ 19% des répondants ont fréquenté le primaire mais n'ont jamais intégré le secondaire. Parmi ces répondants pour lesquels le primaire est le plus haut niveau d'éducation atteint, environ le tiers l'ont effectivement achevé. Aussi, près du cinquième des jeunes de 18-29 ans n'ont reçu aucun enseignement formel. Au final, ce serait seulement 3 % d'entre eux qui finissent par obtenir un diplôme universitaire. La situation est fort contrastée selon les pays. Ainsi, plus de 30% des répondants de 18-29 ans du Burkina Faso, de la Guinée et du Mali n'ont reçu aucun enseignement formel. Seulement 5% ou moins des répondants de ces 3 pays ont pu achever le niveau secondaire. On observe aussi, que dans 3 pays, Maurice, Cabo Verde et le Ghana, près de 30 % ou plus des répondants ont affirmé avoir terminé leur secondaire. Finalement, en moyenne plus de jeunes ont atteint un certain niveau d'éducation sans l'avoir achevé.

Tableau 8. Plus haut niveau d'instruction atteint, 18-29 ans

Pays	Pas d'enseignement formel	Informel seulement	Primaire inachevé	Primaire achevé	Secondaire inachevé	Secondaire achevé	Université inachevée	Université achevée	Autre	NSP
Bénin	23.8	1.2	17.3	2.6	42.2	4.5	6.7	1	0.6	-
Burkina Faso	39.2	7.3	9.6	2.7	32.1	2.1	6.7	0.3	-	-
Cape Verde	3.4	-	7.9	8.4	35.9	27.5	10.9	4.4	1.9	-
Côte d'Ivoire	19.9	2.8	19.3	6	30.6	8.6	7.4	0.2	3.7	1.5
Ghana	1.1	-	2.2	3	54.9	11.2	18.8	6.8	1.9	-
Gabon	10.9	0.3	6	11.4	26.9	31.7	3.7	2	6.8	0.3
Guinée	31.2	12.6	14.7	5.5	20.7	2.9	3.7	6.1	2.4	0.4
Madagascar	8.7	-	27.2	10.1	32.2	16.2	3.8	1.2	0.6	-
Mali	30.4	13.8	19.7	10.2	12.7	5.5	3.2	1.5	3	-
Maurice	0.2	-	3.1	5	24.5	44.3	9.3	7.7	5.8	-
Sénégal	13.1	21	10.9	5.4	27.9	8.6	7.5	4.7	0.5	0.2
Togo	5.3	-	11.3	9.9	47.7	12.5	8.6	4.3	-	0.5

Source: Afrobaromètre, round 2016-2018

3^{ème} PARTIE

ÉDUCATION

Les données sur l'éducation proviennent principalement de l'Institut de la statistique de l'UNESCO⁹, qui recueille des statistiques relatives à l'éducation auprès des sources administratives officielles et notamment pour les différents pays membres de la Francophonie. Les indicateurs retenus portent sur les taux de scolarisation des jeunes dans les pays membres et observateurs, sur la parité entre les sexes dans l'accès aux différents niveaux scolaires et sur les performances scolaires (réussite, redoublements et diplomation) et les domaines de diplomation (voir tableaux détaillés en annexe).

— Taux brut de scolarisation

Le taux brut de scolarisation (TBS) donne un aperçu du niveau général de participation à un niveau de scolarisation donné. Ce taux s'obtient en divisant le nombre d'élèves (ou étudiants) inscrits à un niveau d'enseignement, quel que soit leur âge, par la population ayant l'âge officiel de scolarisation du même niveau d'éducation. Le TBS permet donc d'apprécier la capacité du système éducatif des pays à inscrire leurs jeunes à chaque niveau d'enseignement.

— Taux brut de scolarisation (TBS) dans l'enseignement secondaire¹⁰

L'examen du taux brut de scolarisation (TBS) au secondaire selon les plus récentes données montre des inégalités très importantes, qui nous permettent de regrouper les États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF en trois groupes : ceux d'Afrique subsaharienne où ce taux est en général très faible, certains de l'Océan Indien, des Caraïbes et du Moyen-Orient où il est relativement élevé et enfin ceux d'Europe de l'ouest et d'Europe centrale et orientale et ceux de l'Amérique du nord où la scolarisation est généralisée. Dans le premier cas, on retrouve des pays comme la République centrafricaine (15 %), le Tchad (23 %), le Niger (24 %) et le Rwanda (37 %); dans le deuxième cas, des pays comme le Liban (60 %) et la République dominicaine (77 %); dans le troisième cas, des pays comme le Canada, la Belgique et la France dont les TBS dépassent les 100%.

9. Données de l'Institut de la statistique de l'UNESCO, années 2015-2017, <http://data.uis.unesco.org/>

10. <http://data.uis.unesco.org/>

11. <http://data.uis.unesco.org/>

Taux brut de diplômés (TBD) de l'enseignement secondaire¹¹

Le taux brut de diplômés (TBD) est un indicateur qui désigne le nombre de diplômés, quel que soit leur âge, dans un niveau ou un programme, exprimé en pourcentage de la population ayant l'âge officiel d'obtention du diplôme à ce niveau ou programme. Peu de pays ont des données disponibles sur les TBD pour le secondaire.

Là où ces données sont disponibles pour l'année 2016, on observe que le taux brut de diplômés est faible dans les pays membres du continent africain, où la proportion de diplômés tourne autour de 45%. À l'intérieur de cet ensemble, il existe toutefois quelques contrastes. En premier lieu, on observe des pays où le TBD au secondaire est particulièrement alarmant, à l'exemple du Niger (7%), de la Mauritanie (15%) et du Mali (17%). On note ensuite quelques pays où le TBD au secondaire varie entre le quart et le tiers des jeunes concernés à ce niveau de scolarisation (Rwanda, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire). Cette situation globale contraste avec celle des pays membres d'Afrique du Nord, où le TBD au secondaire se situe autour de la moitié des jeunes concernés (50 %). Finalement, quelques pays se démarquent avec un taux brut de diplômés de l'enseignement secondaire élevé, comme le Ghana (76%), Sao-Tomé et Príncipe (95%) et les Seychelles (125%)¹².

Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur¹³

Le TBS au supérieur révèle une situation également fort contrastée entre les pays membres et observateurs d'Afrique, où ce taux atteint rarement 10 %, et les États et gouvernements membres et observateurs d'Europe et d'Amérique du Nord, où il dépasse en général 50 %. Entre les deux pôles se trouvent quelques pays du Moyen-Orient et de l'Océan Indien, où les TBS au supérieur approchent les 40 % des effectifs comme le Liban (2016) et Maurice (2016).

Les quelques exemples suivants révèlent les fortes inégalités d'accès à l'enseignement supérieur dans la Francophonie.

- TBS au supérieur très faible : pays membres d'Afrique, où en général il n'atteint pas 5 % à l'image du Burkina Faso (5,6 %), du Mozambique (7,0%) et du Rwanda (8,0%)

12. Pour l'Europe et l'Amérique du Nord, les données sont calculées autrement, plus souvent sur la base des taux nets de scolarisation. Elles sont donc peu comparables aux données présentées ici et montrent en général des taux de diplômés de l'enseignement secondaire dépassant les neuf dixièmes de la population, comme dans les pays membres de l'Océan Indien cités plus haut.

13. <http://data.uis.unesco.org/>

14. <http://data.uis.unesco.org/>

- TBS au supérieur relativement élevé : certains pays membres de l'Océan Indien (Maurice avec 38,8 %) et du Moyen-Orient (Liban avec 38,2 %).

- TBS au supérieur élevé : pays membres d'Europe de l'ouest, à l'exemple de la Suisse (57,9 %), de la France (65,3 %) et de la Belgique (74,6%)

- TBS au supérieur très élevé : pays observateurs d'Europe de l'Est, à l'exemple de la Slovaquie (80 %) et de l'Ukraine (83 %) et l'Argentine, pays observateurs d'Amérique du Sud (86%).

On peut donc retenir que les défis de l'enseignement supérieur sont particulièrement importants pour la plupart des pays membres et observateurs d'Afrique subsaharienne, où l'éducation universitaire demeure encore réservée à une petite fraction des jeunes. En effet, la très grande majorité des pays africains pour lesquels des données sont disponibles enregistrent un TBS au supérieur souvent bien en deçà de 10 %. C'est dire aussi combien les écarts d'accès à l'éducation au niveau universitaire demeurent encore importants entre les différentes régions de l'espace francophone.

Progression scolaire

La progression scolaire a été analysée à travers deux indicateurs : le taux de redoublement et le taux d'abandon. Les deux indicateurs révèlent de fortes disparités selon les pays et les régions, ainsi que des défis importants à relever en particulier pour les pays francophones d'Afrique. Certains pays francophones du Nord semblent aussi touchés par les phénomènes d'abandon et de décrochage scolaire.

Taux de redoublement¹⁴

Dès leur entrée dans le système d'enseignement secondaire, les jeunes francophones de 15 ans et plus sont exposés à des taux d'échec scolaire (redoublement) relativement élevés. Si on se réfère aux statistiques de l'UNESCO sur le taux de redoublement en 3^e année du secondaire, où l'entrée correspond à peu près aux jeunes de 15 ans, on remarque qu'entre le cinquième et le quart des jeunes sont victimes de redoublement. C'est particulièrement le cas dans les pays d'Afrique subsaharienne comme le Burkina Faso (21 %), le Togo (24 %) et la Centrafrique (28 %) et dans les pays du Maghreb, à l'image du Maroc (30 %).

Le phénomène de redoublement concerne aussi des pays européens comme le Luxembourg, où il touche 18 % des jeunes en 3^e année du secondaire. Il demeure toutefois en général très faible dans la plupart des pays membres et observateurs de l'Europe, à l'image de la France (2 %), de la Suisse (2 %) et de la

Slovénie (0,1 %). Certains pays membres d'Afrique et du Moyen-Orient se distinguent par un taux de redoublement relativement faible. On peut citer par exemple le Rwanda (1,8 %) et le Qatar (4,1 %).

Les taux de redoublement élevés observés dans les pays d'Afrique, s'ils constituent avant tout un défi pour les jeunes et leur famille, remettent aussi en question les conditions d'enseignement. En effet, l'échec de l'élève signifie aussi l'échec de l'école à lui transmettre les connaissances nécessaires à la progression en classe supérieure. Le redoublement est d'autant plus préoccupant qu'il est un facteur de démotivation et d'abandon scolaire qui a des effets négatifs sur la probabilité des jeunes d'achever leur cycle de formation et d'obtenir un diplôme.

Taux d'abandon à la dernière année d'études du premier cycle de l'enseignement secondaire général¹⁵

Les jeunes francophones sont exposés à des taux de décrochage scolaire relativement élevés. Le taux de survie à la dernière année d'études du premier cycle de l'enseignement secondaire¹⁶ permet d'indiquer le nombre d'élèves qui, sur 100 enfants qui entrent à l'école, atteindraient la dernière année du premier cycle secondaire. Un taux de survie de 95 % indique que 95 enfants sur 100 qui entrent à l'école devraient rester à l'école pendant l'intégralité du cycle, tandis que 5 quitteront l'école avant d'avoir atteint la dernière année d'études. Cela équivaut à un taux d'abandon de 5 % (ISU). Cette mesure reflète les tendances actuelles en termes de décrochage scolaire.

Selon les données de l'ISU pour 2015 et 2016, le décrochage scolaire est important dans les pays d'Afrique subsaharienne où il touche plus du quart des élèves avant la dernière année d'études du premier cycle de l'enseignement secondaire général. Les taux d'abandon sont particulièrement élevés au Niger, à Madagascar, au Mali et au Sénégal où ils dépassent les 30 %. Le phénomène du décrochage touche aussi des pays d'autres régions : par exemple la Bulgarie (54 %); le Cambodge (33 %) et le Costa Rica (33 %) font face à des taux d'abandon très élevés.

15. <http://data.uis.unesco.org/>

16. Le taux de survie est calculé sur la base de la méthode de la cohorte reconstituée, qui utilise les effectifs par année d'études pendant les deux dernières années consécutives (t et t+1) et les redoublants par année d'études pendant l'année (t+1) pour traduire les tendances actuelles de passage à l'année d'études supérieure. Le taux d'abandon est simplement le complément du taux de survie à la dernière année de l'enseignement primaire (la différence entre 100 et le taux de survie). (ISU)

17. <http://data.uis.unesco.org/>

18. Institut de la statistique de l'UNESCO, 2008-2012

Ce taux demeure toutefois en général très faible dans la plupart des pays membres et observateurs de l'Europe, à l'image de l'Autriche, de la France, de la Suisse, et de la Géorgie où il atteint 1% ou moins. Certains pays membres d'Afrique se distinguent par un taux de d'abandon relativement faible. On peut citer par exemple les Seychelles (1,2 %) et Maurice (2,7 %).

Taux brut de diplômés (TBD) dans l'enseignement supérieur¹⁷

L'indicateur du taux brut de diplômés (TBD) retenu ici est le taux de diplômés à « l'enseignement supérieur de cycle court » (niveau 5 de la CITE)¹⁸ qui permet d'avoir un peu plus de données pour les pays membres et de tenir compte de la diversité des cycles (général, technique, etc.). Les données disponibles montrent un très faible pourcentage de diplômés dans les pays membres d'Afrique subsaharienne, où le TBD au supérieur n'atteint 5 % dans aucun des pays pour lesquels les données sont disponibles : Burkina Faso, Burundi, Centrafrique, Tchad, Djibouti et Madagascar.

Cette situation contraste avec celle des pays membres d'Europe et d'Amérique du Nord, où les pourcentages varient entre le cinquième et un peu plus du tiers de la population, à l'image de la Belgique (19 %), de la Suisse (29 %), de la France (36 %) et du Canada (35 %). Entre les deux pôles se trouvent quelques pays membres de l'Océan Indien (Maurice), du Moyen-Orient (Égypte et Liban), où le TBD varie entre le cinquième et un peu plus du quart des jeunes ciblés à ce niveau de diplomation.

Pour les quelques pays membres pour lesquels des données récentes (2013-2016) sont disponibles pour les niveaux 6 et 7 de la CITE, ce qui correspond respectivement à la Licence et au Master, c'est sensiblement le même portrait qui se dessine. Le TBD au supérieur est particulièrement faible dans les pays membres d'Afrique subsaharienne et de l'Océan Indien. Ainsi, il n'atteint pas 5 % au Burundi, au Rwanda, aux Comores et à Madagascar et tourne autour de 9% en Guinée et au Ghana. En Europe et en Amérique du Nord, les pourcentages varient entre le cinquième et un peu plus du tiers de la population comme en Belgique (44 %), en Suisse (51 %), en France (46 %) et au Canada (36 %). Finalement, dans quelques pays membres du Moyen-Orient et du Maghreb (Liban et Tunisie) et des Caraïbes (République dominicaine), le TBD varie entre le cinquième et un peu plus du quart des jeunes ciblés.

— Indice de parité entre les sexes (IPS)

L'indice de parité entre les sexes (IPS) mesure les progrès accomplis sur la voie de la parité entre genres en matière de scolarisation et démontre les opportunités d'apprentissage ouvertes aux filles par rapport aux garçons. Un indice égal à 1 indique une parfaite égalité entre filles et garçons. Des valeurs d'indice inférieures à 1 témoignent d'une inégalité aux dépens des filles et des valeurs supérieures à 1 reflètent une surreprésentation des filles par rapport aux garçons. Cet indicateur est pertinent pour mesurer les progrès accomplis et ceux qui restent à faire pour assurer aux jeunes filles un égal accès à l'éducation. Il permet aussi de comparer les pays sur le chemin qui leur reste à accomplir pour arriver à une telle égalité.

Les données concernant l'IPS proviennent de la base de données de l'Institut de la statistique de l'UNESCO et sont obtenues à partir des valeurs de l'indicateur sous-jacent, selon le cas. La valeur de l'indicateur du groupe susceptible d'être le plus défavorisé (filles et femmes) est divisée par la valeur de l'indicateur de l'autre sous-groupe de population examiné (garçons et hommes).

— Indice de parité entre les sexes au secondaire¹⁹

L'analyse de l'IPS pour le TBS au secondaire montre trois cas de figure au sein de l'espace francophone. Le premier est celui des pays membres qui accusent toujours des retards en matière de parité entre les sexes aux dépens des filles, malgré les améliorations à ce niveau au cours des dernières années. On retrouve dans cette situation essentiellement des pays d'Afrique subsaharienne, avec un indice de parité variant entre 0,6 et 0,7. C'est le cas du Burkina Faso, de la Centrafrique, de la Côte d'Ivoire et du Niger.

Le deuxième cas de figure est celui de pays où la parité n'est pas encore totalement atteinte, mais où les écarts sont assez faibles. Dans ce cas, l'indice tend à varier entre 0,7 et 0,9. On y trouve certains pays d'Afrique subsaharienne (Cameroun, Djibouti et Sénégal), du Maghreb et du Moyen-Orient (Émirats arabes unis et Mauritanie), de l'Océan Indien (Madagascar) et d'Asie (Laos).

Le troisième cas de figure regroupe les pays où la parité est atteinte (indice autour de 1), voire même inversée à l'avantage des filles (indice supérieur à 1). Dans cette catégorie, nous retrouvons principalement certains États et gouvernements de l'Océan Indien (Maurice et Sao Tomé-et-Principe), d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Tunisie et Liban), de l'Amérique du Nord (Canada et Québec²⁰) et de l'Europe (Belgique et France).

— Indice de parité entre les sexes au supérieur²¹

Les pays qui accusent le plus d'inégalités entre les filles et les garçons dans l'accès au secondaire connaissent des inégalités tout aussi importantes entre les deux sexes au niveau de l'enseignement supérieur (tableau 2). Les données, quoique plus rares que pour le secondaire, montrent aussi trois cas de figure. Le premier est celui des pays où les écarts entre les filles et les garçons dans l'accès au supérieur sont encore importants à l'avantage des premiers. On y trouve essentiellement des pays d'Afrique, avec un indice IPS inférieur à 0,5, à l'image du Bénin, de la Guinée, du Mali et du Togo. Le deuxième cas de figure est celui de pays à faibles écarts et pour lesquels on peut penser qu'une égalité se produira dans les prochaines années. On y trouve encore certains pays d'Afrique (Rwanda et Côte d'Ivoire), d'Océan Indien (Comores et Madagascar) et d'Asie (Cambodge), qui affichent un IPS au supérieur compris entre 0,6 et 0,9. Le troisième cas de figure est celui de pays où la parité entre les sexes est atteinte (indice égal à 1) et où l'on observe parfois une surreprésentation des filles. C'est le cas de certains pays membres de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Tunisie et Liban), d'Europe (Belgique, France et Suisse) et d'Amérique (Mexique, Costa Rica et Canada). Dans le graphique ci-dessous, on peut voir qu'entre 2012 et 2014-2016, l'IPS au supérieur s'est amélioré légèrement pour tous les pays accusant un retard pour lesquels des données nous permettent la comparaison. Dans les autres cas, l'IPS est resté stable ou s'est amélioré légèrement, à l'exception de la Côte d'Ivoire.

19. <http://data.uis.unesco.org/>

20. L'ISQ utilise les données du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) qui calcule pour 2009-2010 un taux de scolarisation chez les 15 ans de 96,9 % chez les filles et 94,8 % chez les garçons (ISQ, 2014, p. 89, Tableau 3.2).

21. <http://data.uis.unesco.org/>

Tableau 9. Aperçu de l'indice de parité entre les sexes du taux brut de scolarisation au supérieur pour quelques pays répartis en trois grandes catégories

Pays accusant un retard			Pays en voie de rattrapage			Pays ayant comblé le retard		
	2012	2014-2016		2012	2014-2016		2012	2014-2016
Niger	0.3	-	Comores	0.8	0.8	Suisse	1.0	1.0
Togo	0.3	0.4	Rwanda	0.8	0.8	Liban	1.1	1.2
Guinée	0.4	0.4	Côte d'Ivoire	0.8	0.7	Belgique	1.3	1.3
Mali	0.4	0.4	Madagascar	0.9	0.9	Maurice	1.3	1.3
Mauritanie	0.4	0.5	Sao Tomé-et-Principe	0.9	1.0	Tunisie	1.6	1.7

Source: Institut de la statistique de l'UNESCO (ISU).

L'indice de parité entre les sexes révèle donc, dans plusieurs pays francophones d'Afrique, la persistance d'inégalités importantes dans l'accès des filles à l'éducation, tant au secondaire qu'au supérieur. En Afrique, bien que les inégalités soient encore importantes dans beaucoup de pays membres, les écarts semblent se réduire, comme on a pu l'observer pour plusieurs pays pour lesquels l'IPS au niveau du secondaire se situe entre 0,7 et 0,9. Au niveau supérieur, les inégalités semblent plus importantes et plus généralisées sur ce continent. Quant aux pays membres où ces inégalités aux dépens des filles ont disparues et où émerge même une tendance à la sous-représentation des garçons, tant au secondaire qu'au supérieur, il faut se demander si cette inversion n'est pas un indicateur des phénomènes d'échec et de décrochage scolaire qui ont tendance à toucher davantage les garçons que les filles.

Répartition des diplômés de l'enseignement supérieur par domaine de formation²²

Les dernières données disponibles sur la répartition des diplômés de l'enseignement supérieur montrent une forte concentration de diplomation dans les domaines des sciences sociales, du commerce et du droit, et ce, particulièrement dans les pays membres d'Afrique subsaharienne, d'Océan Indien et de l'Europe de l'Ouest.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels des données sont disponibles, c'est environ la moitié (54% Bénin, 50% Cap-Vert et 49% Mauritanie) des diplômés qui sont en sciences sociales, en commerce et en droit, à l'exception du Ghana où un peu plus du tiers des diplômés sont issus de ces filières. Il en est ainsi aussi dans les pays membres de l'Océan Indien, où environ la moitié des diplômés étaient concentrés dans ce domaine, comme aux Seychelles (60 %) et à Madagascar (49 %). La concentration des diplômés en sciences sociales était aussi importante dans les pays membres d'Asie, avec des variations du tiers, comme au Vietnam (3%), à plus de la moitié des diplômés comme au Cambodge (56 %).

Dans les pays d'Europe de l'Ouest, c'est 30 % à 45 % des diplômés qui relèvent des sciences sociales, du commerce et du droit. C'est autour du tiers des diplômés des pays comme l'Autriche, la Belgique, la Grèce et la Suisse, alors que cette proportion dépasse les 40% pour la France, le Luxembourg et Chypre. Au Canada, c'est plus du tiers des étudiants (36, 6 %) qui sont diplômés dans ces domaines alors que la proportion atteint ou excède 40 % au Costa Rica, en Uruguay et au Mexique.

22. <http://data.uis.unesco.org/>

Après les sciences sociales, le commerce et le droit, dans les pays membres d'Afrique du Nord et subsaharienne, ce sont l'éducation et les arts et lettres qui semblent attirer le plus de diplômés dans la plupart des pays membres d'Afrique du Nord et subsaharienne. Le pourcentage des diplômés en éducation atteint 31% au Mozambique, 27% au Ghana, 26% en Égypte, 19% à Cap-Vert et 9% en Mauritanie. Pour ce qui est des arts et lettres, c'est en Mauritanie que la plus grande proportion de diplômés est atteinte dans ce domaine avec 21%. Ce domaine est aussi populaire en Égypte (16%), en Tunisie (15%), au Ghana (12%) et au Bénin (10%).

Les domaines des sciences, de l'ingénierie et de la santé attirent moins de diplômés dans ces régions de l'espace francophone à l'exception de la Tunisie où après les sciences sociales, le commerce et le droit, le domaine de l'ingénierie est le deuxième plus populaire avec 18 % des diplômés. Au Mozambique, ce domaine arrive en troisième place avec 8 % des diplômés. À Cap-Vert, c'est le domaine de la santé qui arrive en troisième place avec 13% des diplômés. Finalement, au Bénin 10% des diplômés sont issus de filières scientifiques.

Le domaine de l'agriculture semble celui qui concentre le moins de diplômés, et ce, particulièrement en Afrique subsaharienne, où le pourcentage de diplômés n'atteint même pas 3 % dans les pays pour lesquels les données sont disponibles. Dans les pays membres d'Afrique du Nord aussi, on compte moins de 3 % de diplômés en agriculture et c'est moins de 2% pour les pays de l'Océan Indien.

L'examen des données sur l'éducation montre une situation extrêmement contrastée. Pour les États et gouvernements membres d'Europe et d'Amérique du Nord, d'énormes progrès ont été accomplis en matière de scolarisation, de diplomation des jeunes au secondaire et d'accès des filles à l'éducation. Alors que la situation dans les pays membres d'Afrique du Nord et de l'Océan indien semble s'améliorer, on observe que beaucoup de progrès restent encore à accomplir pour les pays membres d'Afrique subsaharienne. Les taux de redoublement élevés dans plusieurs pays demandent un examen plus poussé des données pour comprendre les facteurs favorisant l'échec scolaire.

Pour ce qui est de la répartition des diplômés de l'enseignement supérieur entre les différents domaines, on observe une grande concentration des diplômés en sciences sociales, en commerce et en droit dans tous les pays. Pour la plupart des membres d'Europe et d'Amérique, l'ingénierie et la transformation arrivent en deuxième position, alors que pour les membres d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, ce sont généralement les sciences. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, on observe souvent de faibles taux de diplômés en ingénierie.

4^{ème} PARTIEEMPLOI ET MARCHÉ
DU TRAVAIL

Les chiffres utilisés dans ce chapitre proviennent de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui, en plus de ses propres données et projections (Ilostat), utilise les données de l'OCDE, de la Banque mondiale et des offices nationaux de la statistique de ses pays membres (voir tableaux détaillés en annexe). Nous avons aussi utilisé les données de Statistique Canada (les sources sont alors spécifiées dans chacun des cas). Ces données montrent que, dans la plupart des pays membres, le chômage des jeunes est un phénomène qui sévit avec ampleur et persistance. Aussi bien pour les pays membres à économies dites développées que ceux à économies dites en développement, des taux de chômage à deux chiffres frappent les jeunes plus que toutes les autres catégories.

23. https://www.ilo.org/ilostat/faces/oracle/webcenter/portallapp/pagehierarchy/Page3.jspx?MBL_ID=2&_afLoop=311788488868069&_afWindowMode=0&_afWindowId=n25ciexdy_56#!%40%40%3F_afWindowId%3Dn25ciexdy_56%26_afLoop%3D311788488868069%26MBL_ID%3D2%26_afWindowMode%3D0%26_adf.ctrl-state%3Dn25ciexdy_100

24. Bien que l'âge de 15 ans paraisse trop jeune, il permet de respecter la définition internationale adoptée depuis 1982 par le Bureau international du travail, qui considère comme chômeur une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) et répondant simultanément aux trois critères suivants : 1) être sans emploi, 2) être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et 3) avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois. Les jeunes non disponibles pour occuper un emploi pour des raisons de scolarisation sont donc exclus d'office de la population au chômage.

25. Statistique Canada, 2018

— Taux de chômage chez les
jeunes de 15 à 24 ans²³

Les derniers chiffres recueillis par l'OIT (Laborstat) pour l'année 2017 montrent que dans les pays membres de la Francophonie, c'est environ un jeune de 15 à 24 ans sur quatre qui est au chômage²⁴. Aussi bien les jeunes de certains pays à économies développées que ceux vivant dans les pays à économie moins développée sont frappés de plein fouet par le phénomène. Dans les pays francophones à économie développée comme la Suisse, le Canada²⁵ et le Luxembourg, le taux de chômage fluctue entre 8 % et 15 % pour les 15 à 24 ans et est plus élevé en France et en Belgique où le chômage touche environ un cinquième des jeunes de 15 à 24 ans (respectivement 22 %, et 19 %).

Dans les pays membres d'Afrique du Nord, le taux de chômage des jeunes est aussi très élevé, puisqu'il touche entre le cinquième et plus du tiers des jeunes de 15 à 24 ans au Maroc, en Égypte et en Tunisie (respectivement 18 %, 34 % et 36 %). Le taux de chômage chez les jeunes est tout aussi élevé, voire plus, dans certains pays membres d'Afrique subsaharienne atteignant 43 % au Mozambique et 36 % au Gabon.

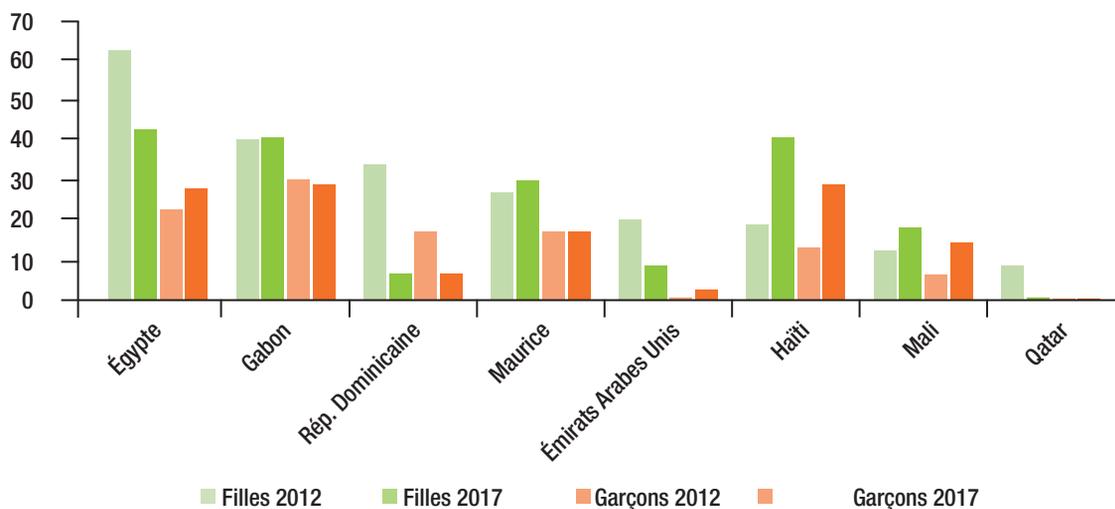
Certains pays d'autres régions géographiques sont aussi fortement touchés par le chômage des jeunes, comme : la Bosnie-Herzégovine (55 %) ; la Ex-République yougoslave de Macédoine (47 %) ; la Grèce (44 %) ; la Serbie (33 %) et le Monténégro (32 %) en

Europe, de même que Sainte-Lucie (45 %) et Haïti (36 %) dans les Caraïbes et la Nouvelle-Calédonie (38 %) en Océanie.

C'est en Amérique du Nord que le chômage des jeunes semble de moindre ampleur (12 % au Canada et au Nouveau-Brunswick, 13 % en Ontario, 10 % au Québec et 9 % au Mexique) et ceux d'Asie où les taux sont en dessous de 7 % au Cambodge, en Thaïlande et au Vietnam. Pour les pays d'Afrique subsaharienne, il importe de noter que le chômage semble dans plusieurs cas sous-estimé, ce qui est tout aussi inquiétant. Ainsi, le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans était estimé à moins de 5 % ou moins pour plusieurs pays tels qu'au Bénin, au Burundi, à Madagascar, au Niger et au Rwanda.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution du taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans, selon le sexe, pour quelques pays sélectionnés. Le taux de chômage est plus élevé chez les filles que chez les garçons, autant pour 2014 que 2017 dans chacun de ces pays. À Maurice, en Haïti et au Mali, il a augmenté durant cette période autant pour les filles que les garçons. En Égypte, le taux de chômage des filles a diminué et celui des garçons a augmenté sur la période.

Figure 1. Aperçu du taux de chômage chez les jeunes (15 à 24 ans) selon le sexe



Ratio du taux de chômage des jeunes comparé à celui des adultes²⁶

Le ratio du taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans par rapport à celui des adultes de 25 ans et plus permet de mesurer l'ampleur de ce phénomène, qui frappe davantage les jeunes²⁷. Cette surexposition des jeunes au chômage semble plus forte dans trois cas de figure : certains pays membres et observateurs

d'Asie, où dans certains cas les jeunes de 15 à 24 ans sont beaucoup plus exposés au chômage que les adultes (c'est le cas au Vietnam et en Thaïlande, où les jeunes sont respectivement 5,8 fois et 11,8 fois plus exposés), les pays membres de l'Océan Indien comme les Seychelles²⁸ ou Maurice (respectivement 4 fois et 5,6 fois dans ces pays) et les pays membres d'Afrique du Nord comme le Maroc, la Tunisie et l'Égypte, où les jeunes sont 2,3 à 4,5 fois plus exposés que les adultes au chômage.

Dans les pays membres d'Europe de l'Ouest et au Canada, les jeunes sont 2 à 3 fois plus exposés au chômage que ceux de 25 ans et plus, tout comme dans certains pays membres d'Afrique subsaharienne.

26. Les données utilisées ici correspondent à l'année 2017, ratio calculé à partir des taux de chômage des jeunes de 15-24 ans et des 25 ans et plus, https://www.ilo.org/ilostat/faces/oracle/webcenter/portalapp/pagehierarchy/Page3.jspx?MBI_ID=2&_afLoop=315485328539368&_afWindowMode=0&_afWindowId=b7q768xu3_104#!%40%40%3F_afWindowId%3Db7q768xu3_104%26_afLoop%3D315485328539368%26MBI_ID%3D2%26_afWindowMode%3D0%26_adf.ctrl-state%3Db7q768xu3_237

27. Il est important de noter que les adultes sont ici les personnes de 25 ans et plus. Le taux calculé englobe donc en partie les populations considérées comme jeunes dans cette étude.

28. <https://unstats.un.org/unsd/mdg/SeriesDetail.aspx?srid=671>

Tableau 10. Ratio du taux de chômage chez les jeunes (15 à 24 ans) sur celui des adultes (25 ans et plus), 2012 et 2017

Pays	Ratio du taux de chômage			Pays	Ratio du taux de chômage		
	2012	2017			2012	2017	
Thaïlande	6,1	11,8	↑	Rép. Dominicaine	2,7	3,2	↑
Égypte	5,8	4,5	↓	Hongrie	2,7	3	↑
Laos	5,6	4,3	↓	Slovaquie	2,7	2,6	↓
Qatar	5,1	4	↓	Sainte-Lucie	2,6	2,8	↑
Sao Tomé-et Príncipe	5,1	1,8	↓	Bulgarie	2,5	2,2	↓
Maurice	4,5	5,6	↑	Géorgie	2,5	2,9	↑
Niger	4,2	1,7	↓	Albanie	2,4	2,5	↑
Luxembourg	3,8	3,2	↓	Arménie	2,4	2,5	↑
Roumanie	3,8	4,6	↑	Ex-Rép.yougoslave de Macédoine	2,4	2,4	=
Haïti	3,6	3,6	=	Bosnie-Herzégovine	2,3	2,5	↑
Cap-Vert	3,4	2	↓	Burkina Faso	2,3	1,6	↓
Croatie	3,4	2,9	↓	Slovénie	2,3	1,8	↓
Belgique	3,2	3,2	=	Canada	2,2	2,1	↓
Cambodge	3,2	2	↓	Estonie	2,2	2,4	↑
Gabon	3,2	2	↓	Lituanie	2,1	2	↓
Vietnam	3,1	5,8	↑	Monaco	2	...	
Grèce	3	2,2	↓	Ghana	1,9	3,1	↑
Maroc	3	2,3	↓	Suisse	1,9	1,9	=
Serbie	3	2,6	↓	Sénégal	1,8	1,2	↓
Tunisie	3	3	=	Burundi	1,7	2,4	↑
Centrafrique	2,9	2,5	↓	Rwanda	1,5	2,1	↑
France	2,9	2,8	↓	Bénin	1,3	2,9	↑
Pologne	2,9	3,6	↑	Madagascar	0,8	2,3	↑

Source: OIT, 2012 et 2017

Entre 2012 et 2017, le ratio du taux de chômage chez les jeunes (15 à 24 ans) sur celui des adultes (25 ans et plus) semble avoir diminué dans la plupart des pays où il était supérieur à 3. À l'inverse, ce ratio a légèrement augmenté dans plusieurs pays où il était inférieur à 3.

— Poids des jeunes dans la population totale au chômage²⁹

Cet indicateur permet d'apprécier la part réelle des jeunes dans la population totale au chômage pour l'année 2017 et atténue les biais liés à la sous-estimation du phénomène de chômage, fréquente comme on l'a rappelé plus tôt. Ainsi, quel que soit le niveau de sous-estimation du chômage, on constate que les jeunes de 15 à 24 ans représentent généralement entre le tiers et plus de la moitié de la population totale au chômage dans les pays d'Afrique du Nord comme le Maroc (31 %) et l'Égypte (47 %), ceux d'Afrique subsaharienne comme le Cameroun (53 %), le Niger (50 %) ou le Tchad (52 %) et ceux de l'Asie comme le Vietnam (52 %) et la Thaïlande (56 %).

Les pays membres de l'Europe ne sont pas en reste puisque les mêmes données montrent que les jeunes de 15 à 24 ans représentent entre le cinquième et le quart de la population totale au chômage dans les pays comme la France (23 %), la Belgique (20 %) et la Suisse (22 %).

29. Proportions calculées à partir des estimations de chômage modélisées de l'OIT, [https://www.ilo.org/ilostat/faces/oracle/webcenter/portalapp/pagehierarchy/](https://www.ilo.org/ilostat/faces/oracle/webcenter/portalapp/pagehierarchy/Page27.jspx?subject=ILOEST&indicator=UNE_2UNE_SEX_AGE_NB&datasetCode=A&collectionCode=ILOEST&_afzLoop=318614156928984&_afzWindowMode=0&_afzWindowId=b7q768xu3_104#!%40%40%3Findicator%3DUNE_2UNE_SEX_AGE_NB%26_afzWindowId%3Db7q768xu3_104%26subject%3D%26ILOEST%26_afzLoop%3D318614156928984%26datasetCode%3DA%26collectionCode%3D%26ILOEST%26_afzWindowMode%3D0%26_adf.ctrl-state%3Db7q768xu3_271) Page27.jspx?subject=ILOEST&indicator=UNE_2UNE_SEX_AGE_NB&datasetCode=A&collectionCode=ILOEST&_afzLoop=318614156928984&_afzWindowMode=0&_afzWindowId=b7q768xu3_104#!%40%40%3Findicator%3DUNE_2UNE_SEX_AGE_NB%26_afzWindowId%3Db7q768xu3_104%26subject%3D%26ILOEST%26_afzLoop%3D318614156928984%26datasetCode%3DA%26collectionCode%3D%26ILOEST%26_afzWindowMode%3D0%26_adf.ctrl-state%3Db7q768xu3_271

De plus, même dans les contextes où le chômage semble faible, les jeunes restent particulièrement exposés sitôt qu'on s'intéresse à leur poids au sein de la population totale au chômage. À titre d'exemple, alors que le Canada est l'un des pays membres où le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans est le moins élevé (12 %), rapporté à la population totale des chômeurs, ces jeunes constituent néanmoins plus du quart (27 %) de la population au chômage. Au Vietnam, on estime le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans à 7 %, mais rapporté à la population totale des chômeurs, ils

représentent plus de la moitié des chômeurs (52 %). Au Maroc, le taux de chômage des jeunes est estimé à 18 %, alors que pour la même période, les jeunes de 15-24 ans représentent 31 % de la population totale au chômage. C'est aussi le même phénomène que montrent les données sur les pays africains présentés dans ce chapitre. Alors que le chômage des jeunes est très sous-estimé dans certains pays tels que Madagascar et Niger, les jeunes forment au moins la moitié de la population au chômage, soit respectivement 51% et 50 %.

Tableau 11. Poids des jeunes (15 à 24 ans) dans la population totale au chômage, 2012 et 2017

Pays	Poids des jeunes dans la population au chômage			Pays	Poids des jeunes dans la population au chômage		
	2012	2017			2012	2017	
Sao Tomé-et Príncipe	66,7	33,3	↓	Ukraine	29,4	18,7	↓
Cap-Vert	66,4	29,2	↓	Arménie	29	23	↓
Niger	63,8	50	↓	Canada	28,7	26	↓
Égypte	62,9	46,7	↓	Roumanie	28,1	25,3	↓
Laos	56,8	62,5	↑	Centrafrique	27,3	48,7	↑
Burkina Faso	52,9	38,5	↓	Bosnie-Herzégovine	25,8	21,7	↓
Cambodge	52,3	50	↓	France	25,2	23,3	↓
Qatar	48,3	50	↑	Pologne	24,3	23,7	≈
Thaïlande	48,1	55,7	↑	Madagascar	24,1	51,1	↑
Vietnam	46,2	51,8	↑	Belgique	23,6	20,2	↓
Rwanda	45,3	45,1	≈	Suisse	23,2	21,5	↓
Rép. Dominicaine	44,4	42,7	↓	Géorgie	22,5	21,8	≈
Haïti	42,6	39,2	↓	Slovaquie	21,2	16,5	↓
Seychelles	42,6	...		Serbie	20,9	18,6	↓
Tunisie	42,3			Estonie	20,2	15	↓
Sénégal	42	27,9	↓	Luxembourg	19,9	18,8	↓
Burundi	41,3	43,8	↑	Slovénie	18,6	10,8	↓
Gabon	41,2	16,8	↓	Bulgarie	18	10	↓
Maurice	41	48,8	↑	Grèce	17,5	11,1	↓
Maroc	40,9	30,6	↓	Ex-Rép.yougoslave de Macédoine	16,9	18,3	↑
Sainte-Lucie	40,1	38,1	↓	Hongrie	16,7	19,2	↑
Ghana	36,1	46,1	↑	Lituanie	15,6	15,2	≈
Bénin	32,9	43,8	↑	Monaco	7	...	
Croatie	30,4	22,8	↓				

Source: OIT

Entre 2012 et 2017, le ratio du taux de chômage chez les jeunes (15 à 24 ans) sur celui des adultes (25 ans et plus) semble avoir diminué dans la plupart des pays où il était supérieur à 3. À l'inverse, ce ratio a légèrement augmenté dans plusieurs pays où il était inférieur à 3.

Les jeunes et l'entrepreneuriat

L'emploi des jeunes demeure un enjeu essentiel dans de nombreux pays membres de la Francophonie. Dans plusieurs pays membres d'Afrique du Nord, d'Afrique subsaharienne et de l'Europe, le taux de chômage des jeunes est très élevé. De plus, les jeunes sont souvent confinés au secteur informel. Dans ce contexte, l'entrepreneuriat des jeunes peut jouer un rôle important en faveur de la création d'emplois et du développement économique. De plus, si les jeunes deviennent souvent travailleurs indépendants parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi ailleurs, l'entrepreneuriat peut leur insuffler des compétences précieuses qui leur seront utiles.

L'entrepreneuriat des jeunes (18 à 29 ans) des pays membres et observateurs de la Francophonie en Afrique³¹

Dans les pays d'Afrique francophone pour lesquels nous avons des données récentes, les jeunes sont majoritairement travailleurs indépendants, à l'exception des jeunes travailleurs du Cap Vert et de Maurice, où ces derniers sont principalement employés dans le secteur privé. Au Bénin, au Burkina Faso, en Guinée et à Madagascar ce sont plus de 80% des jeunes qui sont à leur compte. Très peu de jeunes occupent des emplois dans le secteur public à titre de fonctionnaires, moins de 10 % dans tous les pays à l'exception de Maurice.

Tableau 12. Employeur du répondant, 18-29 ans, pays membres et observateurs d'Afrique

Pays	Travailleur indépendant	Secteur privé	ONG ou société civile	Gouvernement	Ne sais pas
Bénin	85.9	10.2	0.7	2.2	1.1
Burkina Faso	83.5	14.6	-	1.9	-
Cape Verde	26.4	63.9	3.0	6.6	-
Côte d'Ivoire	71.7	20.5	0.6	3.4	3.7
Ghana	54.0	36.0	-	7.8	2.2
Gabon	68.7	26.2	-	4.5	0.7
Guinée	85.9	8.0	-	5.6	0.5
Madagascar	92.6	3.2	-	4.2	-
Mali	60.2	26.0	-	8.0	5.8
Maurice	20.8	65.4	-	13.7	-
Sénégal	69.2	22.3	6.0	2.5	-
Togo	74.4	20.0	2.5	3.2	-

Source: Afrobaromètre, round 7

31. <http://afrobarometer.org/fr/analyse-de-donn%C3%A9es-en-ligne/%27analyse-en-ligne>

L'entrepreneuriat des jeunes (18 à 29 ans) des pays membres et observateurs de la Francophonie en Europe³²

Dans les pays membres et observateurs d'Europe, la majorité des jeunes sont employés par quelqu'un d'autre. Dans la plupart des pays pour lesquels nous avons des données pour l'année 2016, autour de 10% des jeunes sont à leur compte et les taux sont encore plus faibles en Hongrie et Lituanie. Seule la Pologne affiche un taux d'entrepreneuriat des jeunes frôlant les 20 %. Partout 2 % ou moins des jeunes travaillent au sein de l'entreprise familiale.

Tableau 13. Employeur du répondant, 18-29 ans, pays membres et observateurs d'Europe

Pays	Employé	Travailleur	Travaillant dans l'entreprise familiale
Autriche	89.3%	9.6%	1.1%
Belgique	86.9%	11.1%	2.1%
Suisse	86.0%	12.6%	1.5%
République tchèque	86.4%	11.9%	1.7%
Estonie	88.6%	9.9%	1.5%
France	87.2%	11.6%	1.2%
Hongrie	93.4%	5.0%	1.6%
Lituanie	91.5%	7.0%	1.5%
Pologne	79.9%	19.3%	0.8%
Slovénie	87.8%	9.1%	3.1%

Source: Enquête sociale européenne, round 8

Le taux de chômage des jeunes demeure très élevé dans la plupart des pays membres, presque indépendamment des niveaux d'économie et des zones géographiques. Il semble toucher aussi bien les filles que les garçons, avec toutefois des écarts plus accentués dans certains pays, où ce sont les filles qui sont les plus exposées.

Dans plusieurs pays membres d'Afrique, il se produit un phénomène de sous-estimation du chômage des jeunes, qui peut être tout aussi inquiétant que le chômage lui-même.

En attendant l'amélioration des méthodes de collecte, les indicateurs présentés tels que le ratio du chômage des jeunes sur celui des adultes ou le poids des jeunes dans la population totale au chômage montrent que, même là où le taux de chômage des jeunes est sous-estimé et là où il semble relativement faible (comme au Canada et au Vietnam), les jeunes forment une grande partie de la population totale au chômage et sont dans bien des cas au moins deux fois plus exposés au chômage que les plus âgés.

32. Enquête Sociale Européenne, Round 8 : <http://www.europeansocialsurvey.org/data/download.html?i=8>

5^{ème} PARTIE

INFORMATION, COMMUNICATION ET NUMÉRIQUE

La connaissance des moyens utilisés par les jeunes pour accéder à l'information est importante, puisqu'elle conditionne l'efficacité des stratégies de communication qui sont mises en place en vue de les rejoindre en matière de sensibilisation et de politiques publiques dans les domaines de la santé et de l'éducation, entre autres. Aussi, à l'heure où le numérique envahit toutes les sphères de la vie (communication, éducation, travail, culture, consommation, etc.), il est essentiel de faire l'état des lieux de l'accès des jeunes à ces nouvelles technologies dans l'espace francophone. C'est tout particulièrement le cas dans le contexte africain, où les nouvelles technologies sont en train de créer une nouvelle catégorie d'illettrés appelée communément « analphabètes numériques ».

Les données recueillies sur ce thème proviennent de l'Union internationale des télécommunications (UIT), de l'Enquête sociale européenne (ESS), de l'Afrobarmètre, du vaste programme d'Enquêtes démographiques et de santé (EDS), de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) (voir tableaux détaillés en annexe).

L'accès aux moyens d'information et de communication, notamment dans leur format numérique, constitue un enjeu pour les jeunes francophones, tout particulièrement dans les pays moins développés où peu de foyers ont accès aux nouvelles technologies de l'information. Après la présentation de l'état des lieux de l'accès des jeunes aux technologies d'information

et de communication (TIC) dans les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie, une seconde partie est consacrée au cas des jeunes des pays francophones du Sud où cet accès constitue un grand défi.

— Accès au numérique (ordinateur et Internet)

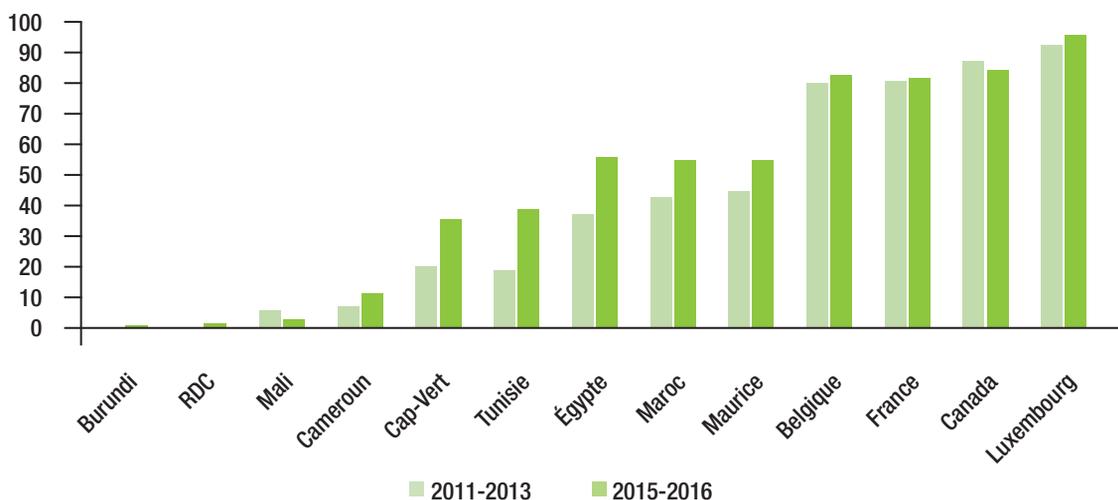
L'accès des jeunes aux TIC dépend d'abord de l'accessibilité de ces technologies dans les pays où ils vivent et dans les foyers où ils habitent. Avant même l'usage d'Internet ou des réseaux sociaux, l'accessibilité à un ordinateur chez les jeunes est un indicateur de haute importance, puisqu'il s'agit de l'outil numérique par excellence qui sert aujourd'hui aussi bien pour la communication et l'éducation que pour l'emploi. De plus, l'éducation aux technologies numériques doit se faire de plus en plus tôt pour qu'entre 15 et 34 ans les jeunes puissent utiliser pleinement les opportunités qu'offre chacune de ces technologies, d'où l'importance que les jeunes se familiarisent avec l'ordinateur.

Accès à l'ordinateur dans les foyers francophones³³

En ce qui a trait à la disponibilité des moyens de communication, et tout particulièrement à l'ordinateur, les pays francophones d'Afrique subsaharienne accusent des retards importants. Même si, à l'exception du Mali et du Niger, ces pays ont connu une hausse de l'accès

à l'ordinateur au foyer, dans près de la moitié des pays pour lesquels des données récentes ont pu être colligées (2014-2015), (5 pays sur 11), moins de 5 % des foyers possèdent un ordinateur et pour deux autres pays de la région (Togo et Mozambique) cette proportion dépasse à peine les 5%. C'est aussi moins de 2 % des foyers qui disposent d'un ordinateur au foyer au Cameroun et au Niger.

Figure 2. Aperçu de l'accès à l'ordinateur au foyer



Source: Afrobaromètre, Enquête démographique et de santé (EDS) et Union internationale des télécommunications (UIT) ; Pour la RDC les données sont de 2011-2013 et 2014.

À l'opposé de ces pays d'Afrique subsaharienne, les pays membres d'Europe et le Canada comptent en moyenne entre 80 et 90 % des foyers disposant d'un ordinateur. Entre ces deux extrêmes, se situe certains pays membres d'Afrique du Nord (Tunisie, Égypte, Maroc) et de l'Océan Indien (Maurice), où on estime qu'entre 40 et 55 % des foyers possèdent un ordinateur.

C'est donc dire que la fracture numérique au sein des pays membres de la Francophonie commence à se dessiner très tôt, dès l'accès des foyers à l'ordinateur, avec au bas de l'échelle les pays francophones d'Afrique subsaharienne où, souvent, moins de 5 % des foyers disposent d'un ordinateur.

En Europe, les pays d'Europe centrale et orientale disposent, dans de moins grandes proportions, de foyers possédant un ordinateur (50 à 80 %) comparativement aux pays d'Europe de l'Ouest comme la Belgique, la France, le Luxembourg, la Suisse où les proportions atteignent plus de 80 %.

Accès à Internet dans les foyers francophones³⁴

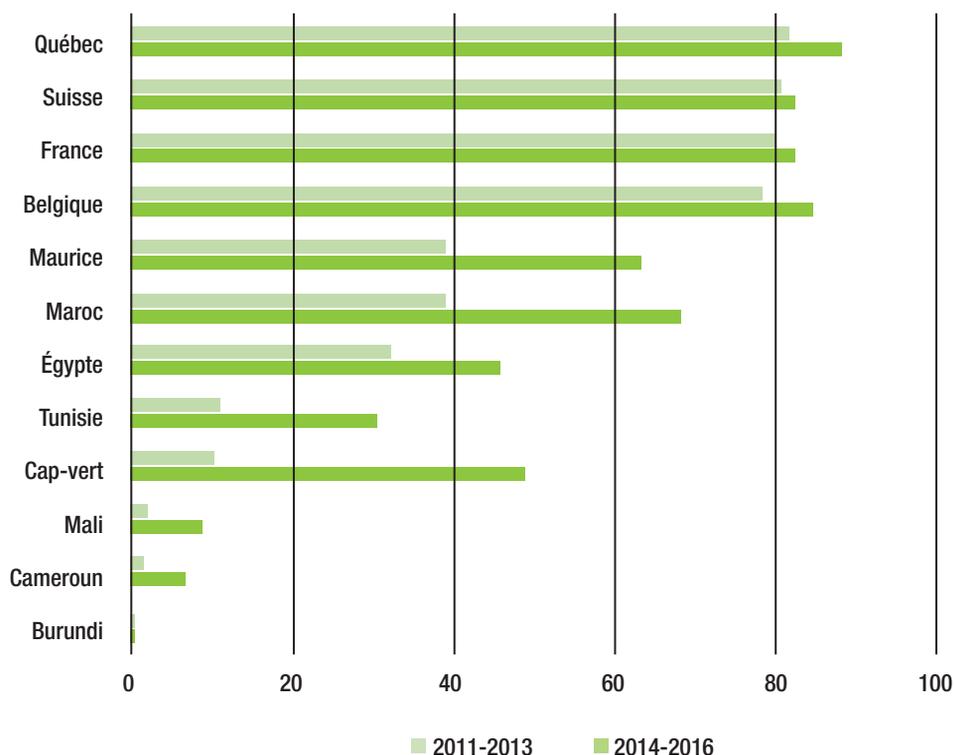
De plus en plus de foyers ont accès à internet dans les États et gouvernements membres de la Francophonie. Dans certains pays comme Maurice, le Maroc, la Tunisie et le Cap-Vert, le nombre de foyers connectés a explosé entre 2011-2013 et 2014-2016.

Malgré cela, dans 3 des 7 pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels des données ont pu être recueillies (2014-2015), ce sont 3 % et moins des foyers qui ont accès à Internet. Les trois cas d'exception sont le Cap-Vert (49 %), le Rwanda (9 %) et le Mali (9 %). Ainsi, la grande majorité des foyers dotés d'un ordinateur ne sont pas branchés à Internet³⁵. Par exemple, au Cameroun, 11,8 % des foyers disposent d'un ordinateur à la maison alors qu'ils ne sont que 6,7 % à avoir Internet à la maison. Au Togo, ce sont 5,2 % des foyers qui disposent d'un ordinateur alors que seulement 2,6 % ont une connexion Internet à la maison.

33. <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>

34. <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>

35. Cependant, dans quelques pays il y a plus de foyers connectés que de foyers possédant un ordinateur (p. ex. Maroc, Mali et Maurice).

Figure 3. Aperçu de l'accès à Internet au foyer

Afrobaromètre, Enquête démographique et de santé (EDS), Union internationale des télécommunications (UIT) et Institut de la statistique du Québec (ISQ).

Le Luxembourg se hisse au premier rang des États membres et observateurs de la Francophonie pour la disponibilité de l'Internet dans les foyers (97 %), suivi de l'Estonie, de l'Autriche et du Canada et de l'ensemble des pays de l'Europe de l'Ouest au sein desquels plus de 4 foyers sur 5 sont branchés à Internet. Dans les pays francophones du Sud, seuls quelques pays d'Afrique du Nord et Moyen-Orient (Maroc et Égypte) et de l'Océan Indien (Maurice) semblent demeurer dans la course au numérique avec, dans chacun de ces pays, près de la moitié à plus des deux tiers des foyers qui sont branchés à Internet.

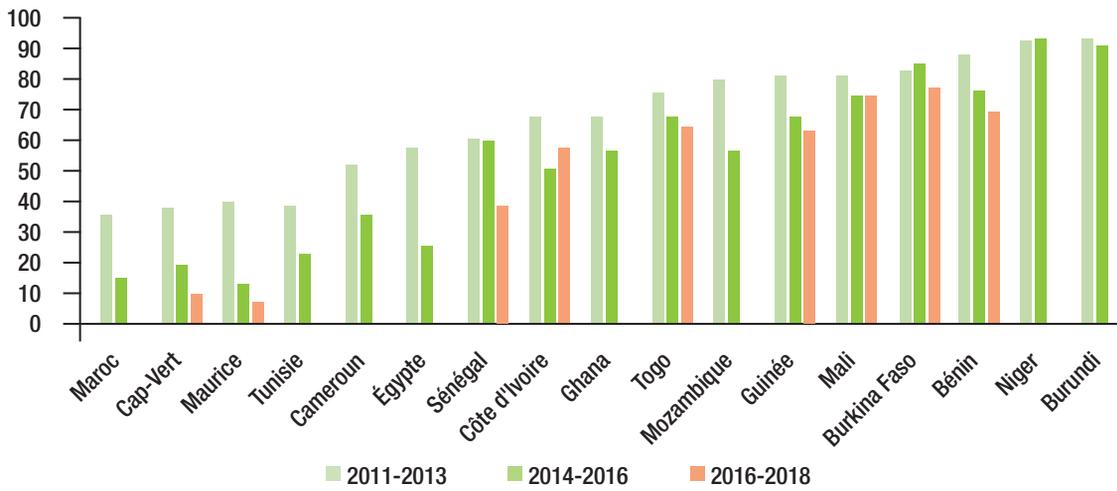
Si, dans la Francophonie européenne et nord-américaine, l'accès des jeunes au numérique ne constitue pas une préoccupation en raison de la présence d'ordinateurs et d'Internet dans la majorité des foyers, dans le reste de la Francophonie, et particulièrement en Afrique, la fracture numérique est très importante. La forte proportion de foyers sans ordinateur et sans Internet à la maison se traduit ainsi par un accès très limité des jeunes à des outils de communication et d'information qui sont désormais incontournables. Pour cette raison, la prochaine section sera uniquement consacrée aux régions où l'accès au numérique dans les foyers accuse un retard.

Fréquence d'utilisation d'Internet par les jeunes de 18 à 29 ans en Afrique³⁶

Les données d'Afrobaromètre indiquent la fréquence d'utilisation des jeunes de 15 à 29 ans d'Internet et illustrent, pour l'essentiel, les tendances observées plus haut concernant l'accès des foyers francophones à Internet (figure 1). Malgré une amélioration de l'accès depuis 2011-2013 (round 5 de l'Afrobaromètre), dans près du tiers des pays francophones d'Afrique subsaharienne et de l'Océan Indien (5 sur 17) pour lesquels des données ont été colligées (2014-2015), ce sont au moins 75 % des jeunes de 15 à 29 ans qui affirment n'avoir jamais accès à Internet. Ces chiffres dépassent même les 90 % au Niger et au Burundi. Pour plus du tiers de ces pays (6 sur 17), c'est entre la moitié et les deux tiers des jeunes qui affirment ne jamais utiliser Internet

36. <http://afrobarometer.org/fr/analyse-de-donn%C3%A9es-en-ligne/l%27analyse-en-ligne>

Figure 4. Proportion de jeunes (18 à 29 ans) ayant répondu « jamais » à la question : « À quelle fréquence avez-vous accès à Internet? »

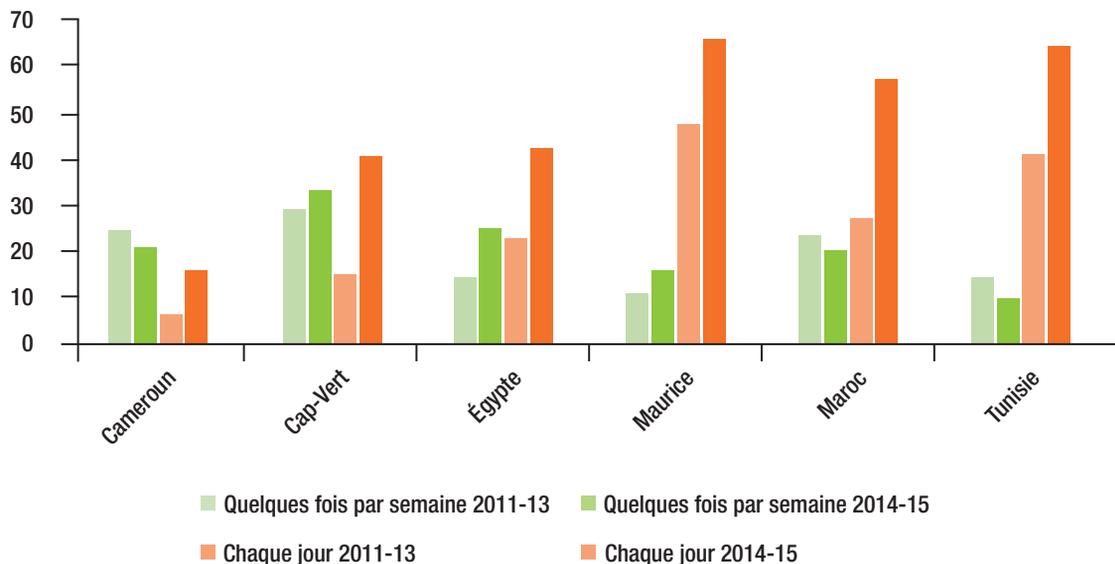


Source: Afrobaromètre, enquête 2011-2013 (round 5), 2014-2015 (round 6) et 2016-2018 (round 7) données extraites en juillet 2018.

L'accès à Internet est si limité que même dans les pays africains membres de la Francophonie où l'accessibilité est la plus grande, ce sont tout de même 10 à 20 % des jeunes qui n'ont jamais accès à Internet (Maroc, Tunisie, Maurice et Cap-Vert)

Quant à l'accès quotidien à Internet, on note une proportion significative de jeunes en Tunisie et à Maurice : 66 % des jeunes Mauriciens et 64 % des jeunes Tunisiens déclarent avoir accès à Internet chaque jour. Le graphique ci-dessous permet de voir l'amélioration de l'accès quotidien et hebdomadaire dans quelques pays entre les périodes 2011-2013 et 2014-2015. Pour chacun de ces pays il y a eu amélioration de l'accès quotidien.

Figure 5. Quelques pays où au moins le tiers des jeunes (18 à 29 ans) ont accès à Internet sur une base hebdomadaire ou quotidienne



Source: Afrobaromètre, enquête 2011-2013 (round 5) et 2014-2015 (round 6), données extraites en juillet 2018.

Utilisation d'un téléphone portable par les jeunes de 18 à 29 ans³⁷

L'utilisation du téléphone portable varie beaucoup entre les pays francophones d'Afrique du Nord et ceux de l'Afrique subsaharienne. Des variations importantes existent aussi entre les différents pays d'Afrique subsaharienne. Ainsi, selon les données de l'Afrobaromètre (2014-2015), 96 % des jeunes de 18-29 ans possèdent un téléphone portable dans les pays d'Afrique du Nord. Cette proportion baisse à 78 % dans les pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels des données sont disponibles³⁸. Au Burundi, à Madagascar et au Niger, de 40 % à 55 % des jeunes possèdent un téléphone. Au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana, en Guinée, au Mali, au Mozambique, au Sénégal et au Togo, cette proportion se situe entre 65 et 90 %. Dans les autres pays, c'est plus de 90 % des jeunes qui possèdent un téléphone portable.

À la question « À quelle fréquence utilisez-vous un téléphone portable? », les jeunes enquêtés ont répondu « jamais » à 2,8 % dans les pays d'Afrique du Nord et à 17,8 % dans les pays d'Afrique subsaharienne. C'est respectivement 88,9 % et 71,3 % des jeunes d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne qui affirment utiliser un téléphone portable de manière quotidienne.

Genre et accès aux médias³⁹

« La connexion à Internet et les ressources informatiques sont devenues des outils indispensables pour garantir un libre accès à l'information. L'absence de connexion ou d'équipement met en évidence la fracture numérique et le fossé dans l'accès au savoir entre les pays développés et en développement. »⁴⁰ Même au sein des pays, des groupes sont plus marginalisés que d'autres par rapport à l'accès aux médias. En Afrique subsaharienne, beaucoup de jeunes femmes n'ont accès à aucun média. Développer cet accès est important car cela favoriserait la participation citoyenne des femmes et contribuerait à lutter contre la pauvreté en renforçant leur autonomisation.

Tableau 14. Fréquence d'utilisation d'un téléphone portable chez les jeunes de 18 à 29 ans dans quelques États et gouvernements membres de l'OIF

Pays	Jamais	Quotidiennement
Bénin	15.9	71.2
Burkina Faso	24.1	61
Burundi	39	48.2
Côte d'Ivoire	2.4	92.2
Égypte	2.1	91.9
Madagascar	85.8	3.9
Mali	12.3	67
Maurice	0.8	98
Maroc	1.7	87.3
Mozambique	23.6	64.1
Niger	29	47.1
Sénégal	8.1	79.7
Togo	11.5	73.1
Tunisia	4.5	87.6

Source: Afrobaromètre, enquête 2014-2015 (round 6), données extraites en juillet 2018.

37. <http://afrobarometer.org/fr/analyse-de-donn%C3%A9es-en-ligne/%27analyse-en-ligne>

38. Round 6 de l'Afrobaromètre : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Égypte, Gabon, Ghana, Guinée, Madagascar, Mali, Maurice, Maroc, Mozambique, Niger, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Togo et Tunisie.

39. Enquête démographique et de santé (EDS), Program STATcompiler : <https://www.statcompiler.com/en/>

40. <http://www.unesco.org/new/fr/unesco/events/prizes-and-celebrations/celebrations/international-days/world-press-freedom-day/previous-celebrations/worldpressfreedomday2009001/themes/access-to-information/>

Tableau 15. Proportion de jeunes filles et femmes sans accès aux médias dans quelques pays d'Afrique membres de la Francophonie, selon le groupe d'âge

Pays	15-19	20-24	25-29	30-34	Source	15-19	20-24	25-29	30-34	Source
Comores	34	30	34	38	EDS 1996	33	36	34	41	2012 DHS
Congo	37	34	34	38	EDS 2005	32	30	33	36	2011-12 DHS
Burundi	31	40	42	39	EDS 2010	67	68	69	68	2016-17 DHS
Ghana	15	13	15	18	EDS 2008	33	27	26	31	2014 DHS
Mali	41	42	45	49	EDS 2011-12	41	42	46	47	2012-13 DHS
Mozambique	43	44	47	47	EDS 2011	61	63	64	65	2015 AIS
RDC	57	58	58	58	EDS 2007	62	65	66	66	2013-14 DHS
Rwanda	27	28	31	33	EDS 2010	29	31	37	39	2014-15 DHS
Sénégal	19	18	20	21	EDS 2010-11	21	18	22	19	2016 DHS
Tchad	76	72	75	79	EDS 2004	77	78	82	85	2014-15 DHS

Source: STATcompiler, programme EDS

Dans les pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels des données récentes sont disponibles, le manque d'accès des filles aux médias est toujours important. Il n'y a pas eu beaucoup d'évolution en la matière, mis à part au Congo. Dans d'autres cas comme au Ghana et au Burundi, moins de filles semblent maintenant avoir accès aux médias.

Selon les données les plus récentes, chez les 15-19 ans, c'est de 20 % à 77 % des filles qui n'ont accès à aucun média. Cette proportion se situe entre 18 % et 78 % chez les 20-24 ans ; 22 à 82 % chez les 25-29 ans et 19 à 85 % chez les 30-34 ans. C'est au Tchad que la situation est la plus préoccupante avec environ 4 femmes sur 5 n'ayant accès à aucun média pour toutes les tranches d'âges évaluées. À l'inverse au Sénégal, pays qui s'en tire le mieux à ce sujet dans la région, c'est environ 1 femme sur 5 qui n'a pas accès aux médias.

L'analyse de l'accès au numérique des jeunes révèle d'importants écarts séparant, d'une part, les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie d'Europe et de l'Amérique du Nord et, d'autre part, ceux d'Afrique et de l'Océan indien. Ces écarts montrent que la question de la fracture numérique est vraiment d'actualité. Si les pays d'Afrique du Nord et certains de l'Océan indien sont en train de réduire les écarts, en Afrique subsaharienne, le faible pourcentage de foyers francophones disposant d'un ordinateur, auquel s'ajoute la faible fréquence d'utilisation d'Internet par les jeunes de ces pays, montre l'urgence d'agir. De plus, malgré le fait que près de 80 % des jeunes possèdent un téléphone portable dans les pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels nous avons des données, il reste que c'est tout près du cinquième des jeunes (18 % exactement) qui affirment ne jamais utiliser un téléphone portable.

6^{ème} PARTIE

MARIAGE, PROJETS FAMILIAUX ET PERCEPTION DES JEUNES À L'ÉGARD DU VIH

Les données de ce chapitre sont tirées de la base de données de la Division de la population de l'ONU ainsi que du vaste programme d'Enquêtes démographiques et de santé (EDS) qui permettent d'obtenir des statistiques sur la nuptialité et la fécondité chez les jeunes ainsi que sur les intentions de fécondité. Ces sources ont été complétées par les données de l'INSEE pour la France, du Haut-Commissariat au Plan pour le Maroc et de Statistique Canada pour l'Amérique du Nord. Les données sur le taux de prévalence du VIH chez les jeunes et la connaissance du VIH et de ses modes de transmission proviennent du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). Les aspirations des jeunes sont analysées ici par le biais de la nuptialité, des taux de fécondité et de la taille idéale de la famille (voir tableaux détaillés en annexe).

Proportions de jeunes femmes mariées par tranche d'âge⁴¹

Si on se réfère aux données compilées par la Division de la statistique de l'ONU de 2011 (voir Nations unies, 2011, note méthodologique)⁴², on constate qu'à l'instar des autres pays du monde, dans la majorité des pays francophones, l'âge légal au mariage se situe autour de 18 ans. Dans quelques cas, les jeunes peuvent se marier légalement aussi précocement qu'à l'âge de

15-16 ans, et le font souvent dans les faits. Citons par exemple Andorre (16 ans), le Cameroun, le Niger, le Mali, la RDC et le Tchad (15 ans) et la Guinée équatoriale (12 ans). L'entrée précoce des femmes dans la vie conjugale les expose davantage aux risques d'abandon scolaire et de mortalité maternelle et infantile. Si l'âge légal au mariage présente peu de différences selon les pays ou selon le sexe, les proportions de jeunes femmes effectivement mariées varient, elles, considérablement. Dans les pays francophones d'Europe de l'Ouest (Belgique, France et Suisse), et d'Amérique du Nord (Canada et Québec), la proportion de jeunes filles mariées chez les 15 à 19 ans est très faible (moins de 1 %)⁴³. Dans les pays membres et observateurs d'Europe centrale et orientale, deux réalités se dégagent. La proportion de jeunes filles mariées chez les 15 à 19 ans n'atteint pas 1 % dans certains pays comme la Hongrie, la Lituanie et la Slovénie. Cependant, dans la plupart des autres pays de la région

41. Les données proviennent de la Division de la population des Nations-Unis: <http://www.un.org/esa/population/publications/WMD2012/MainFrame.html>, de l'Enquête démographique et de santé (EDS), Program STATcompiler : <https://www.statcompiler.com/en/>, selon les données disponibles et de l'INSEE, Statistique Canada et le Haut-Commissariat au Plan (Maroc)

42. Mises à jour en 2013

43. Cette proportion peut être plus élevée (entre 2% et 3%) si on considère les unions de fait.

cette proportion oscille entre 4 % et 9 % avec un pic en Bosnie-Herzégovine où on atteint une proportion de 17 % de filles mariées chez les 15-19 ans.

En Asie, un peu plus de 10 % des filles de 15 à 19 ans sont mariées comme au Vietnam et en Thaïlande, de même que dans certains pays d'Afrique du Nord, comme au Maroc et en Égypte. Les proportions les plus élevées de jeunes filles mariées à 15-19 ans se trouvent au sein des pays membres d'Afrique subsaharienne et de l'Océan Indien où c'est, dans certains cas, entre le quart et 40% de celles-ci qui sont mariées. C'est le cas au Burkina Faso, au Cameroun, en

Guinée, au Mozambique, au Tchad et à Madagascar. Le Niger et le Mali se démarquent avec respectivement 61% et 40% de jeunes femmes de 15 à 19 ans ayant déjà connu leur premier mariage.

Ce sont donc les jeunes femmes des pays membres d'Afrique subsaharienne et particulièrement des pays sahéliens qui sont les plus exposées aux mariages précoces⁴⁴. Ce phénomène concerne aussi davantage les femmes que les hommes dans les pays membres et observateurs pour lesquels des données sont disponibles. La proportion d'hommes de 15 à 19 ans mariés ne dépasse en général pas les 2 à 3 %.

Tableau 16. Aperçu du pourcentage de jeunes femmes mariées selon le groupe d'âge

Pays	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	Année	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	Année
Mali*	50.4	89.7	95.5	96	2006	39.7	81.5	94.1	96.8	2012-2013
Madagascar*	33.7	73	82.9	83.7	2008	22.7	58.9	74.5	76.4	2008-2009
Sénégal*	24.3	60	77.5	84.9	2010	24	57.7	80.5	82.8	2016
Gabon*	18.1	52.7	65.7	74.7	2000	2.1	7.4	17.6	24.2	2012
Haïti*	16.6	53.7	75.3	80.8	2006	6.4	28.2	52.5	65.4	2012
Maroc	10.7	37	55.7	67.5	2004	9	...	...	...	2010
Rwanda*	3.1	37.2	71.1	80.1	2010	0.1	11.3	39.7	58.7	2014-15
Canada*	2.9	23.6	54.9	70.9	2006	2.4	20.8	49.6	67.3	2017
Québec*	2.6	24.4	54.8	68.6	2012	2.6	25.2	54.5	68.6	2017
France	0.4	6.7	27.3	46.3	2009	0.3	5.9	...	...	2015

Sources : Enquête démographique et de santé (EDS), Nations unies, Haut-Commissariat au Plan (Maroc) et Statistique Canada ;
Légende : * : Pays incluant les unions de fait

Il est intéressant de noter que, selon les données les plus récentes, on observe une diminution parfois importante du pourcentage de jeunes femmes qui sont mariées dans la majorité des pays. Ainsi, le pourcentage de jeunes femmes mariées âgées de 15 à 19 ans est passé de 50% à 40% au Mali entre 2006 et 2012-2013 et de 18% à 2% au Gabon entre 2000 et 2012.

Taux de fécondité chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans⁴⁵

L'examen du taux de fécondité chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans⁴⁶ met en exergue les différences entre d'une part, les pays francophones d'Europe et d'Amérique du Nord où la fécondité est très faible – en général et tout particulièrement chez les très jeunes femmes – et, d'autre part, certains pays francophones d'Afrique subsaharienne où ces taux sont relativement élevés.

Dans les pays européens comme la Belgique (4,9 ‰), Chypre (4,6 ‰), la France (8,6 ‰), la Suisse (3,0 ‰) et le Canada (9,4 ‰), ce taux est faible, de même que

dans certains pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient comme la Tunisie (7,7 ‰), le Qatar (9,9 ‰) ou le Liban (11,8 ‰). En Afrique subsaharienne, le taux de fécondité est en général beaucoup plus élevé chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans : citons le Burkina Faso (104,3 ‰), Madagascar (109,6 ‰), la Côte d'Ivoire (132,7 ‰), la Guinée (135,3 ‰), le Mozambique (135,2 ‰), le Mali (169,1 ‰) et le Niger (192,0 ‰).

44. Il faut tout de même souligner l'exception que constitue le Rwanda, où la proportion de jeunes filles mariées chez les 15 à 19 ans n'est que de 3,7 %.

45. Nations-Unies, Division de la population, Perspectives de la population mondiale: la révision de 2017 : <https://esa.un.org/unpd/wpp/DataQuery/>

46. Le taux de fécondité chez les 15 à 19 ans correspond au nombre d'enfants nés de mères âgées de 15 à 19 ans rapporté au nombre de femmes âgées de 15 à 19 ans. Estimations obtenues à partir des données de l'ONU (Révision 2017) pour la période 2015-2020.

Perception par les jeunes de la taille idéale de la famille désirée

Les données recueillies grâce à l'Eurobaromètre⁴⁷ et à l'EDS⁴⁸ donnent un aperçu des aspirations familiales des jeunes des pays francophones, à travers le nombre moyen d'enfants désirés par les jeunes hommes et par les jeunes femmes de 15 à 24 ans. Étant donné que ces données présentent peu de différences liées au sexe, nous nous limitons ici à celles sur les filles (tableau 3, voir l'annexe pour les données complètes).

Trois groupes régionaux se distinguent par leurs perceptions très différentes de la taille idéale de la famille. Un premier groupe de pays, en Afrique subsaharienne, se démarque avec des jeunes femmes de 15 à 24 ans pour lesquelles le nombre idéal d'enfants souhaité dépasse 5 enfants. Ce sont des pays comme le Niger et le Tchad (où la moyenne est de 8,3

et 7,4 enfants désirés, respectivement), la RDC, le Mali, la Guinée et le Sénégal (où la moyenne est de plus de 5 enfants désirés). Un deuxième groupe de pays rassemble plusieurs pays d'Afrique subsaharienne également, mais cette fois autour d'un idéal familial de moins de 5 enfants chez les jeunes femmes de 15 à 24 ans. C'est le cas notamment du Burundi (3,7 enfants), du Gabon (4 enfants), du Bénin (4,1 enfants) et de la Côte d'Ivoire (4,7 enfants). Ces deux groupes de pays ont des idéaux familiaux fort différents des jeunes francophones d'Europe, d'Amérique du Nord, des Caraïbes et même d'Asie, qui constituent le troisième groupe, où l'idéal du nombre d'enfants tourne autour de deux enfants. C'est le cas au Canada (2,2⁴⁹ enfants), en Belgique (2,31 enfants), en France (2,34 enfants) et au Luxembourg (2,51 enfants), ainsi que dans certains pays appartenant à d'autres espaces régionaux comme le Rwanda (2,9 enfants), l'Égypte (2,8 enfants) et le Cambodge (2,6).

Tableau 17. Nombre moyen d'enfants désirés chez les jeunes femmes (15 à 24 ans) pour certains pays et selon trois ensembles d'intention de fécondité (élevée, moyenne, basse)

Intention élevée	Nombre moyen d'enfants désirés		Intention moyenne	Nombre moyen d'enfants désirés		Intention basse	Nombre moyen d'enfants désirés	
	2011-2012	2013-2017		2011-2012	2013-2017		2011-2012	2013-2017
Niger	8,4	8,3*	Côte d'Ivoire	4,7	...	Rwanda	2,8	2,9
Tchad	8,1	7,4	Congo	4,5	4,3**	Cambodge	2,7	2,6
RDC	5,8	5,5	Burundi	4,2	3,7	Rép. dominicaine	2,7	2,4
Mali	5,7	5,4	Bénin	4,1	...	Égypte	2,7	2,8
Sénégal	5,1	5,0	Togo	3,9	3,7	France	2,3	...

Sources combinées : Enquête démographique et de santé (EDS) (données extraites en juillet 2018) et Eurobaromètre (enquête 2011, voir Testa, 2012, p. 57 et tableau 2.1). Les années de compilation des données sont variables.

Dans la plupart des pays pour lesquels des données récentes nous permettent d'observer l'évolution dans le temps du nombre moyen d'enfants désirés, on distingue une diminution du nombre d'enfants souhaités ce qui dénote une tendance à la baisse, bien que faible, des intentions de fécondité des jeunes femmes de 15 à 24 ans.

47. Enquête 2011, voir Testa, 2012

48. EDS 2010 à 2016-2017, selon le cas, Program STATcompiler : <https://www.statcompiler.com/en/>

49. Chez les femmes de 20-24 ans, Enquête sociale générale, 2006

Taux de prévalence du VIH chez les jeunes

Selon les dernières données de l'ONU-SIDA (2016), le taux de prévalence du VIH-sida semblait relativement faible chez les jeunes de 15 à 24 ans dans la plupart des pays membres et observateurs pour lesquels des données sont disponibles. Ce taux dépasse les 2 % dans seulement trois pays : soit le Mozambique où il est de 4,6% chez les filles âgées de 15-24 ans et de 2,8% chez les garçons du même âge ; ainsi qu'en Guinée équatoriale et au Cameroun, où il est respectivement à 2,6 % et 2,3 % chez les filles. Dans sept autres pays membres, il est compris entre 0,5 et 1,9 %, autant chez les filles que chez les garçons, alors que pour dans les deux tiers des pays pour lesquels nous avons des données (66%), il varie entre 0,1 et 0,4 % chez les deux sexes. En général, il semble y avoir peu de différence entre filles et garçons au niveau de la prévalence et, quand cette différence existe, la prévalence semble souvent plus élevée chez les filles, comme c'est le cas du Mozambique, de la Guinée équatoriale (2,6 % contre 1,4 %) et du Gabon (2,0 % contre 0,6 %). Ces différences seraient cependant au moins en partie imputables aux méthodes de collecte de données, qui peuvent induire à une sous-estimation du taux de prévalence chez les garçons, conjugué à un meilleur suivi chez les femmes, qui ont plus tendance à se soumettre à des tests médicaux, dans le cadre d'un suivi prénatal par exemple.

Connaissance du VIH et de ses modes de transmission chez les jeunes

Malgré la baisse du taux de prévalence du VIH chez les jeunes, il est inquiétant de constater que dans de nombreux pays, les connaissances en matière de prévention du VIH restent faibles. Cette connaissance est mesurée par le pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui décrivent correctement les deux moyens de prévention de la transmission du VIH par voie sexuelle et qui rejettent les principales idées fausses relatives à la transmission du VIH. Malheureusement, dans seulement 2 des 28 pays (Rwanda et Lituanie), plus de 50% des jeunes ont répondu correctement aux cinq questions de l'indicateur sur la connaissance du VIH. Pire, dans plus de 40 % des pays (12 sur 28), c'est moins du quart des jeunes qui ont une bonne connaissance des modes de transmission du VIH. La méconnaissance du VIH et de ses modes de transmission semble toucher toutes les sous-régions de l'espace francophone. Ainsi, la proportion de jeunes ayant une bonne connaissance du VIH se situe à moins de 25 % dans certains pays membres ou observateurs d'Afrique subsaharienne comme le Tchad et le Niger et d'Afrique du Nord comme l'Égypte et le Maroc. Elle est presque aussi faible dans certains pays de l'Océan Indien comme Madagascar et d'Europe comme la Bulgarie.

Tableau 18. Pourcentage de jeunes (15 à 24 ans) ayant une bonne connaissance du VIH⁵⁰

Pays	Année	Total	Filles	Garçons
Arménie	2016	17.7	20.2	12.5
Bulgarie	2016	18.8	19.9	17.6
Montenegro	2013	43.8	47.7	36.9
Lithuania	2014	70.7	67.5	71.6
Ukraine	2014	23.0	21.0	25.0
Haiti	2017	37.3	38.3	36.2
Rép.dominicaine	2014/2013	...	46.4	41.0
Mauritanie	2015	...	8.3	8.9
Maroc	2013	22.2	19.8	24.7
Niger	2016	21.5	15.8	25.5
Sénégal	2016	27.5	25.7	32.4
Thaïlande	2016	45.6	46.0	45.1
Côte d'Ivoire	2015	26.6	24.0	33.0
Congo	2015	32.6	26.7	45.3
Égypte	2015	5.2	4.1	6.6
Madagascar	2015	24.1	22.9	25.5
Mali	2015	22.9	20.4	28.7
Mozambique	2015	30.6	30.8	30.2
Rwanda	2015	64.5	64.6	64.3
Bénin	2014	23.9	21.6	31.3
Cameroun	2014	34.8	32.0	41.2
RDC	2014	20.4	18.6	24.9
Maurice	2014	31.8	4.4	30.0
Sao Tomé-et-Principe	2014	42.7	42.2	43.2
Tchad	2014	13.1	11.2	15.4
Togo	2014	26.0	23.3	31.6
Cambodge	2014	39.5	37.6	45.9
Vietnam	2014	...	49.3	...

Source : ONU-sida (données 2007-2012). Les années de collecte sont variables selon les pays.

L'entrée en union matrimoniale et les aspirations familiales des jeunes de 15 à 24 ans dans les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie divergent de manière générale entre les pays du Nord et ceux du Sud. Ces derniers, et particulièrement ceux d'Afrique subsaharienne, sont caractérisés par de fortes proportions de jeunes filles mariées à un âge précoce ainsi que par une fécondité élevée chez les jeunes femmes. Dans l'ensemble, les jeunes des pays d'Europe, d'Amérique du Nord et même des Caraïbes entrent en union plus tardivement et

ont des intentions de fécondité beaucoup plus modérées. Si le taux de prévalence du VIH semble se maintenir dans des proportions non dramatiques dans la plupart des pays, il en est tout autrement de la connaissance du VIH et de ses modes de transmission, qui semblent très faibles dans la plupart des pays. Cette situation témoigne d'un relâchement des campagnes de sensibilisation et est le signe qu'il faut informer davantage les jeunes sur les risques de transmission de cette maladie, qui est loin d'être éradiquée.

50. Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui décrivent correctement les deux moyens de prévention de la transmission du VIH par voie sexuelle et qui rejettent les principales idées fausses relatives à la transmission du VIH.

7^{ème} PARTIE

GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT CITOYEN

Les données de ce chapitre proviennent de l'Afrobaromètre et de l'Enquête sociale européenne, deux bases de données importantes qui mesurent la confiance à l'égard des institutions politiques et l'engagement citoyen chez les jeunes. Pour l'Amérique du Nord, nous avons utilisé les données de Statistique Canada (voir tableaux détaillés en annexe). Étant donné que les données proviennent de sources différentes et répondent à des questions différentes nous traiteront les espaces géographiques séparément afin d'éviter des biais méthodologiques.

— Perception des institutions politiques par les jeunes

Les données recueillies permettent d'abord de mesurer la perception que les jeunes francophones d'Europe et d'Afrique ont des institutions politiques. Sur les deux continents, les enquêtes ont permis aux jeunes de procéder à une évaluation personnelle de leur niveau de confiance envers leurs parlements nationaux respectifs dont nous en comparons ici les résultats. Mentionnons que dans l'Enquête sociale européenne, les jeunes d'Europe devaient situer leur niveau de confiance sur une échelle de 0 à 10, 0 correspondant à « aucune confiance » et 10 à « font confiance », alors que pour l'Afrobaromètre, les jeunes d'Afrique devaient choisir l'une des quatre modalités suivantes : « pas du tout », « un peu », « moyennement » et « beaucoup ».

— Perception des institutions politiques par les jeunes (18 à 29 ans) des pays membres et observateurs de la Francophonie en Afrique⁵¹

Selon les dernières données de l'Afrobaromètre, dans presque tous les pays africains membres de l'OIF, les jeunes ont une confiance modérée en leurs institutions politiques (parlement et assemblée nationale). La situation africaine est assez hétérogène lorsque l'on considère les points de vue des jeunes qui ont pleinement confiance et ceux des jeunes qui, au contraire, disent n'avoir aucune confiance.

Au Burundi et au Niger, c'est respectivement 43% et 40% des jeunes qui ont une très grande confiance envers les institutions politiques de leur pays. Au Sénégal, c'est environ un jeune sur cinq. Dans ces trois pays, ce sont entre 15 %, et 27 % des jeunes qui n'ont aucune confiance, pourcentages plus faible que dans les autres pays d'Afrique membres et observateurs de la Francophonie. Les pays francophone d'Afrique du Nord se caractérisent aussi par un très faible degré de confiance de leurs jeunes à l'égard des institutions politiques. C'est le cas en Tunisie et au Maroc, avec respectivement 31 % et 41% des jeunes de 18 à 29

51. Afrobaromètre, Round 6, <http://afrobarometer.org/fr/analyse-de-donn%C3%A9es-en-ligne/1%27analyse-en-ligne>

ans n'ayant pas confiance à leur parlement et leurs assemblées constitutives. En Afrique subsaharienne aussi, le pourcentage de jeunes qui ne font pas du tout confiance à leur parlement ou à leur assemblée est assez élevé. C'est le cas au Gabon (32 %), au Cameroun et en Guinée (23 % chacun). Dans 11 pays sur 19 pour lesquels l'Afrobaromètre fournit des données, la proportion de jeunes de 18 à 29 ans n'ayant aucune confiance envers les institutions politiques de son pays dépasse les 20 %.

Perception des institutions politiques par les jeunes (15 à 29 ans) des pays membres et observateurs de la Francophonie en Europe⁵²

Tout comme en Afrique, la majorité des jeunes de l'espace francophone européen font moyennement confiance au parlement de leur pays (tableau 4). L'opinion des jeunes de 15 à 29 ans n'a pas beaucoup changé depuis le sixième passage de l'Enquête sociale européenne. Une majorité fait toujours plus ou moins confiance au parlement national. Dans certains pays comme l'Estonie, la Hongrie, la Lituanie et la Slovénie, ils sont maintenant plus de jeunes à faire confiance à leur parlement. Cependant, en France ils sont maintenant plus nombreux à ne pas faire confiance au parlement et moins nombreux à y faire confiance ou plus ou moins confiance.

52. Enquête Sociale Européenne, Round 8 : <http://www.europeansocialsurvey.org/data/download.html?r=8>

Tableau 19. Répartition des réponses chez les jeunes (15 à 29 ans) à la question : « à quel point faites-vous confiance au parlement national? » (Europe)

Pays	2012-2013			2016		
	Aucune confiance (score = 0)	Plus ou moins (score 1 à 5)	Font confiance (score 6 à 10)	Aucune confiance (score = 0)	Plus ou moins (score 1 à 5)	Font confiance (score 6 à 10)
Albanie	34.4	44.8	20.8	...	...	...
Autriche	...	...	...	2.4	41.9	55.7
Belgique	2.7	50.6	46.7	2.8	44.8	52.4
Bulgarie	41.0	52.3	6.7	...	...	...
Chypre	25.3	62.0	12.7	...	...	...
Estonie	6.1	63.9	30.0	4.5	54.5	41.0
France	8.1	64.2	27.7	10.0	63.5	26.5
Hongrie	11.2	63.7	25.1	9.6	58.1	32.3
Kosovo	23.0	56.3	20.7	...	...	...
Lituanie	19.7	65.7	14.6	13.0	59.7	27.4
Pologne	14.8	72.2	13.0	12.1	74.9	13.0
Slovaquie	21.8	64.6	13.6	...	...	...
Slovénie	19.2	62.4	18.4	8.5	66.8	24.7
Suisse	0.7	29.5	68.8	1.0	26.1	72.9
Rép.Tchèque	14.6	58.6	26.8	7.0	63.2	29.8
Ukraine	37.1	56.1	6.8	...	...	...

Source: Enquête sociale européenne 2012-2013 (round 6) et 2016 (round 8).

Selon les données de l'Enquête sociale européenne de 2016, ce qui varie d'un pays à l'autre, c'est la très grande confiance ou l'absence totale de confiance envers cette institution. C'est en Suisse et en Autriche que les jeunes font le plus confiance à leur institution politique. En Suisse, près du trois quarts des jeunes affirment avoir confiance, alors que 1 % disent n'avoir aucune

confiance envers le parlement; 25 % font plus ou moins confiance au parlement. En Autriche, ces proportions sont respectivement de 56 %, 2 % et 42 %. Finalement, dans quelques pays d'Europe centrale et orientale et en France (10 %), où plus des jeunes affirment n'avoir aucune confiance envers leur parlement, en Hongrie (10%), en Pologne (12%) et en Lituanie (13%).

Les jeunes francophones et la participation à la vie politique

La participation des jeunes à la vie politique est essentielle au renforcement de la démocratie et des institutions. En plus des sujets traditionnels tels que l'éducation ou l'emploi, plusieurs autres domaines plus généraux influencent ou influenceront directement leur vie comme les changements climatiques ou encore la réforme des retraites.

Deux tendances qui semblent opposées en matière d'engagement des jeunes sont actuellement observables. D'un côté les jeunes sont, en général, moins nombreux que les générations précédentes à exercer leur droit de vote ou militer pour un parti politique. En revanche, les jeunes sont nombreux à s'impliquer dans divers mouvements démocratiques à travers le monde. Leur mobilisation a d'ailleurs joué un rôle clé dans un grand nombre de mouvements de protestation, comme lors du Printemps arabe.⁵³

Les jeunes francophones et l'exercice du droit de vote

Plusieurs raisons peuvent possiblement expliquer la démobilisation électorale des jeunes. Le manque d'information sur les enjeux ou les plateformes des partis politiques peut démotiver les jeunes électeurs potentiels, tout comme le manque de fiabilité ou de crédibilité des processus électoraux que cela relève de perception ou de faits avérés. Finalement, dans certains pays, les conditions de vote et de vie (non inscription sur les listes électorales, mobilité, etc.) peuvent nuire à l'exercice du droit de vote.

Vote aux dernières élections nationales en Afrique⁵⁴

Dans les pays d'Afrique pour lesquels nous avons des données récentes, en moyenne c'est presque la moitié des jeunes répondants de 18-29 ans qui ont voté aux dernières élections nationales. En excluant ceux qui étaient trop jeune pour voter, ce taux monte à 56%. Cependant la situation varie de pays en pays. Au Bénin, au Ghana et en Guinée autour de 70 % des jeunes ont exercé leur droit de vote, contre seulement environ le tiers des jeunes en Côte d'Ivoire et au Gabon.

Tableau 20. Vote aux dernières élections nationales, 18-29 ans, sélection de pays

Pays	Pas inscrit pour voter	À voté	À décidé de ne pas voter	Pas trouvé le bureau de vote	À été empêché de voter	Pas eu le temps de voter	Pas trouvé son nom dans le registre des électeurs	Pas voté pour d'autres raisons	Trop jeune pour voter	n / a
Bénin	10.1	66.3	3.9	2.6	1.1	2.8	7.1	3.1	3.0	-
Burkina Faso	14.4	48.1	6.6	1.3	2.0	3.7	0.5	4.5	19.0	-
Cape Verde	7.2	56.2	16.9	0.5	0.1	3.2	1.0	2.5	11.6	0.7
Côte d'Ivoire	25.4	25.3	10.9	2.0	1.7	6.0	3.0	6.4	18.8	0.5
Gabon	15.5	31.8	27.7	1.2	4.2	4.3	3.1	1.8	10.4	-
Ghana	3.9	71.2	6.2	1.1	0.2	4.4	0.5	4.9	6.8	0.8
Guinée	6.1	69.0	1.7	1.5	1.9	3.5	1.7	2.9	10.6	1.0
Madagascar	11.0	30.8	3.8	-	-	2.7	3.3	5.5	42.2	0.7
Mali	11.5	43.1	3.7	0.2	2.5	3.4	7.5	25.9	2.2	-
Maurice	7.5	50.8	3.6	-	-	4.9	1.7	1.9	29.2	0.3
Sénégal	13.4	40.1	5.2	0.7	2.5	3.7	12.3	15.9	6.3	-
Togo	2.2	51.6	7.7	0.3	1.2	5.9	-	3.7	26.3	1.1

Source : Afrobaromètre, round 7

Une faible proportion de jeunes déclare ne pas avoir pu voter parce qu'ils en ont été empêchés ou parce qu'ils n'ont pas trouvé le bureau de vote. Un plus grand nombre d'entre eux affirment n'avoir pas eu le temps d'aller voter. Certains ont simplement décidé de ne pas voter comme au Gabon, en Côte d'Ivoire et à Cap-Vert cette proportion n'est malheureusement pas négligeable.

53. Union interparlementaire, 2016

54. Afrobaromètre, Round 7, <http://afrobarometer.org/fr/analyse-de-donn%C3%A9es-en-ligne/1%27analyse-en-ligne>

Vote aux dernières élections nationales en Europe⁵⁵

Selon les données du Round 8 (2016) de l'Enquête sociale européenne, c'est 64 % des jeunes de 18-29 ans des pays membres de la Francophonie pour lesquels des données sont disponibles qui ont exercé leur droit de vote et près du quart d'entre eux qui se sont abstenus. Si on ne tient pas compte des jeunes non éligibles au vote, ces proportions sont respectivement de 72 % et près de 28 %.

Tableau 21. Vote aux dernières élections nationales, 18-29 ans, sélection de pays

Pays	Oui	Non	Pas éligible à voter
Autriche	76.2%	15.2%	8.6%
Belgique	77.4%	7.1%	15.5%
Suisse	55.7%	23.6%	20.6%
République tchèque	57.1%	36.2%	6.7%
Estonie	62.4%	24.2%	13.4%
France	54.9%	27.1%	18.1%
Hongrie	67.3%	24.7%	7.9%
Lituanie	52.6%	40.1%	7.3%
Pologne	70.0%	24.4%	5.6%
Slovénie	67.6%	25.8%	6.6%

Source : Enquête sociale européenne

Comme c'était le cas pour les pays d'Afrique, les taux de participation varient entre les pays. En Belgique et en Autriche ce sont environ les trois quarts des jeunes qui se sont rendus aux urnes lors des dernières élections nationales et les taux de participation montent respectivement à 92 % et 83 % si on ne tient pas compte des jeunes non éligibles. En revanche, en Lituanie c'est plus de 40 % des jeunes qui se sont abstenus et dans plusieurs autres pays européens autour du quart des jeunes ne sont pas sortis exercer leur droit de vote.

Les jeunes francophones et la représentation parlementaire⁵⁶

La classe d'âge des 20-44 ans, qui représentait 57% de la population mondiale en âge de voter, ne totalisait cependant qu'environ 26% des parlementaires à l'échelon mondial en 2015⁵⁷. La proportion des jeunes parlementaires élus ou nommés varie considérablement d'un pays à l'autre. Les pays les mieux placés en termes de représentation des jeunes dans les parlements sont répartis en Afrique, dans les Amériques, en Asie et en Europe.

Plusieurs raisons expliquent la sous-représentation des jeunes au parlement. Premièrement, l'âge minimum requis pour se présenter aux élections est souvent de 25, 35 ou même 45 ans. Deuxièmement, moins de jeunes sont membres d'un parti politique de nos jours, probablement en raison d'un désintérêt envers la politique traditionnelle, ce qui empêche leur candidature aux élections. Troisièmement, les partis préfèrent généralement présenter aux élections législatives des candidats possédant une expérience politique⁵⁸.

Lorsque seulement les jeunes de moins de 30 ans sont considérés, les résultats montrent que les jeunes parlementaires sont très peu nombreux. Dans les pays membres pour lesquels nous avons des données pour la représentation des jeunes dans les chambres basses, Andorre se classe le mieux avec 7,1% de jeunes parlementaires de moins de 30 ans. La Tunisie et l'Ex- République yougoslave de Macédoine suivent de près avec 6,5% de parlementaires de moins de 30 ans. Quelques pays d'Europe centrale et orientale et d'Amérique suivent au classement.

55. Enquête Sociale Européenne, Round 8 : <http://www.europeansocialsurvey.org/data/download.html?r=8>

56. <https://www.ipu.org/fr/ressources/publications/rapports/2016-07/la-representation-des-jeunes-dans-les-parlements-nationaux>

57. UIP, 2016

58. UIP, 2016

Tableau 22. Classement mondial des parlements en fonction du pourcentage de parlementaires de moins de 30 ans⁵⁹

Rang	%	Pays
5	7,1	Andorre
7	6,5	Ex-République yougoslave de Macédoine, Tunisie
14	5,6	Slovénie
17	5,0	Lettonie
18	4,8	Serbie
19	4,7	Canada
20	4,4	Autriche
23	3,5	Costa Rica
26	3,3	Bulgarie, Luxembourg
31	3,0	Uruguay,
36	2,7	Géorgie,
38	2,5	Emirats arabes unis,
41	2,4	Bosnie-Herzégovine,
45	2,3	Argentine
48	2,1	Albanie
49	2,0	Belgique, Estonie, Hongrie, Pologne, République tchèque,
55	1,8	Niger
59	1,6	Maroc
61	1,5	Suisse
62	1,3	Monténégro, Rwanda
65	1,2	Viet Nam
71	1,0	Grèce, Guinée équatoriale
73	0,9	Burundi
75	0,8	Arménie
77	0,7	Croatie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie
87	0,2	France
88	0,0	Cap-Vert, Cambodge, Cameroun, Chypre, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Haïti, Liban, Monaco, Mozambique, Qatar, République de Corée, République démocratique du Congo, République dominicaine, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Tchad, Thaïlande

Source : UIP

De plus, plusieurs pays de la Francophonie, de régions diverses, figurent aux tous derniers rangs de ce classement avec moins de 1% de jeunes parlementaires âgés de moins de trente ans. Finalement, la chambre haute d'un seul pays membre, la Belgique, dénombre de jeunes parlementaires de moins de trente ans qui représentent 1,7 % des parlementaires y siégeant.

« Il est intéressant de noter qu'à l'échelle mondiale, les pays dont le mode de scrutin est proportionnel élisent environ deux fois plus de jeunes parlementaires que ceux dont le mode de scrutin est mixte, et 15 à 20 fois plus que ceux dont le mode de scrutin est majoritaire ». Par ailleurs, les parlements composés de plus de femmes sont souvent ceux qui ont une meilleure représentation des jeunes.⁶⁰

— Les jeunes francophones, la participation civique et le bénévolat

La participation civique des jeunes dans leur communauté, recueillie par Afrobaromètre et par l'Enquête sociale européenne, présente des différences. Dans Afrobaromètre, on demande aux répondants s'ils se considèrent comme « non membre », « membre inactif »,

59. Le questionnaire de l'UIP et les recherches effectuées en ligne ont permis de recueillir des données relatives au nombre de parlementaires par classe d'âge (18-20, 21-30, 31-40, 41-50, 51-60, 61-70, 71-80, 81-90 et 91+), ventilées en fonction du sexe. Les niveaux de représentation des jeunes ont été ensuite calculés pour chaque chambre parlementaire en fonction de trois limites d'âge (30, 40 et 45 ans). Le tableau 7 contient une liste de pays classés en fonction de la proportion de jeunes parlementaires (moins de 30 ans) siégeant à la chambre basse (classement sur 126 pays). (UIP, 2016)

60. UIP, 2016

« membre actif » ou « leader officiel » d'une association ou d'un groupe communautaire. Dans l'Enquête sociale européenne, on demande aux jeunes à quelle fréquence, dans les douze derniers mois, ils ont été impliqués dans du bénévolat ou dans une organisation caritative (« au moins une fois par semaine », « au moins une fois par mois », « au moins une fois par trois mois », « au moins une fois par six mois », « moins que cela ou jamais »). Les analyses et les résultats ont donc été présentés séparément pour tenir compte de ces différences dans la formulation des questions. Finalement, dans l'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation, on demande aux Canadiens s'ils ont fait ou non du bénévolat au moins une fois dans l'année.

Engagement citoyen des jeunes dans les pays africains de la Francophonie

Dans la plupart des pays africains membres de l'OIF pour lesquels les données sont disponibles pour 2014-2015, le tiers des jeunes n'est membre d'aucune association ou groupe communautaire, à l'exception notable de la Guinée et du Cameroun où cette proportion est de 51%. L'ampleur du phénomène varie cependant selon les régions d'Afrique. La non-implication des jeunes est plus généralisée dans les pays d'Afrique du Nord, où ce sont environ huit à neuf jeunes sur dix qui ne sont pas membres d'une association ou d'un groupe communautaire. On retrouve dans ce cas de figure des pays comme la Tunisie (91 %), l'Égypte (86 %) et le Maroc (76 %). Les jeunes des pays de l'Océan Indien se retrouvent dans une situation similaire : ce sont plus des quatre cinquièmes (81 %) des

jeunes de Madagascar et de Maurice qui n'adhèrent à aucune organisation associative ou communautaire.

La situation en Afrique subsaharienne se démarque de celle du reste du continent. Deux cas de figure s'y trouvent. D'une part, dans certains pays, c'est environ un jeune sur deux qui est membre (inactif, actif ou leader) d'une association ou d'une organisation communautaire. C'est notamment le cas en Guinée et au Cameroun, où 49 % des jeunes de 18 à 29 ans sont affiliés à une organisation communautaire ou associative, et au Mali (42 %) et au Sénégal (41 %), où environ deux jeunes sur cinq le sont également. D'autre part, d'autres pays, comme le Burundi, le Burkina Faso, le Ghana et le Cap-Vert, affichent plutôt un faible taux d'engagement citoyen chez les jeunes (un jeune sur quatre ou cinq).

Même si la proportion de jeunes de 18 à 29 ans qui n'adhèrent à aucune association ou organisation communautaire demeure élevée dans la plupart des pays, on remarque cependant une proportion importante de jeunes membres qui sont actifs ou qui sont leaders dans leur milieu communautaire (tableau 5). Malgré une baisse des taux de participation par rapport à 2010-2012, certains pays du Sahel tels que la Guinée, le Sénégal et le Cameroun se distinguent à cet égard : entre 20 et 30 % des jeunes affirment être membre actif ou leader officiel d'une association ou une d'organisation communautaire. On peut citer le cas du Sénégal, où 8 % de jeunes de 18 à 29 ans sont engagés comme leaders officiels dans des associations et (13 %) comme membre actif, et le cas du Cameroun, où près de 7 % sont engagés comme leaders officiels et près d'un sur cinq (19 %) comme membre actif.

Tableau 23. Bénévolat des jeunes (18 à 29 ans) impliqués comme membres actifs ou leaders dans une association ou un groupe communautaire (Afrique et Océan Indien)

Pays	Jeunes impliqués comme membres actifs (%)		Jeunes impliqués comme leaders (%)	
	2010-2012	2014-2015*	2010-2012	2014-2015*
Sénégal	18	13	11	8
Guinée	16	14	8	6
Cameroun	21	19	5	7
Bénin	12	12	4	5
Togo	14	11	3	7
Burkina Faso	9	6	3	2
Maurice	14	13	2	1
Burundi	5	6	2	2
Niger	7	6	0	1
Tunisie	1	6	2	1
Maroc	11	14	1	2
Madagascar	1	2	1	...

Source : Afrobaromètre, enquête 2010-2012 (round 5) et 2014-2015 (round 6) ; Légende : *18-29 ans

Les pays d'Afrique du Nord (Égypte, Tunisie et Maroc) et ceux de l'Océan Indien (Madagascar et Maurice) ont quant à eux de très faibles proportions de jeunes engagés, comme leaders. Dans ces pays, la proportion de jeunes se déclarant leaders d'associations est de moins de 2 %. Cette situation est similaire à celle qui prévaut au Niger, au Burkina Faso, au Ghana, au Gabon et au Cap-Vert et n'a pas vraiment évolué entre les deux derniers passages de l'Enquête Afrobaromètre.

Les jeunes et le bénévolat dans les pays européens de la Francophonie et en Amérique du Nord⁶²

À l'instar des jeunes du continent africain, les jeunes des pays européens membres ou observateurs de la Francophonie sont peu impliqués au sein d'organisations caritatives d'après les données de l'Enquête sociale européenne de 2012. À l'exception de la Suisse, où ce sont 47 % des jeunes qui n'ont jamais été impliqués (un peu comme en Guinée pour l'Afrique), partout ailleurs c'est plus de 55 %, voire plus de 75 % des jeunes qui n'adhèrent à aucune organisation caritative. La Belgique et la France ne font pas exception, avec respec-

tivement près de deux tiers (62 %) et trois quarts (74 %) des jeunes de 15 à 29 ans n'ayant jamais été impliqués dans du bénévolat ou des organisations caritatives. Les jeunes Suisses se distinguent par leur implication : 16 % d'entre eux font du bénévolat au moins une fois par semaine et 12 % en font au moins une fois par mois.

À partir des données de l'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation de 2013, nous observons que 53 % des jeunes Canadiens de 15 à 24 ans font du bénévolat au moins une fois dans l'année. Ce taux est un peu plus élevé chez les jeunes du Nouveau-Brunswick (56 %) et de l'Ontario (56 %) et plus faible au Québec (40 %). Que l'on estime l'intensité du bénévolat en termes de taux ou d'heures annuelles, on constate que celle-ci est généralement moins importante chez les jeunes de 25 à 34 ans que dans la population plus jeune ou pour plusieurs groupes d'âges entre 35 et 64 ans. En effet, 42 % des jeunes canadiens de cette tranche d'âges font du bénévolat au moins une fois dans l'année (34 % au Québec, 37 % au Nouveau-Brunswick et 41 % en Ontario), la moyenne canadienne étant de 44 %. De plus, entre 2010 et 2013, les taux de bénévolat ont baissé chez les jeunes de 15 à 34 ans, tant au niveau du pays qu'au niveau provincial.

Tableau 24. Bénévolat chez les jeunes aux Canada

Pays	15 à 24 ans				25 à 34 ans			
	Taux de bénévolat		Moyenne des heures annuelles (heures)*		Taux de bénévolat		Moyenne des heures annuelles (heures)*	
	2010	2013	2010	2013	2010	2013	2010	2013
Canada	58	53.2	130	126	46.6	42.2	109	126.0
Nouveau-Brunswick	61.9	55.6	114	107	49	36.7	102	104.0
Québec	54.4	40.1	83	98	38.7	34.4	113	76.0
Ontario	...	55.9	...	142	...	41.4	...	161.0

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale sur le don, le bénévolat et la participation, 2010 et 2013

62. Enquête Sociale Européenne, Round 6 : <http://www.europeansocialsurvey.org/data/download.html?r=6> et Statistique Canada, Enquête Sociale Générale sur les dons, le bénévolat et la participation, 2013 : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=4510001201>

CONCLUSION

Ce rapport sur la situation des jeunes dans l'espace francophone montre d'abord l'importance du poids démographique des moins de 35 ans pour les différents États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF. Si on observe des différences assez marquées, liées principalement aux tendances démographiques spécifiques de différentes régions du monde, il demeure néanmoins que, partout dans cet espace francophone, le poids démographique des jeunes est important.

Cet espace francophone se caractérise ainsi par une structure démographique contrastée avec, d'une part, les pays membres et observateurs d'Afrique, de l'Océan Indien, d'Asie et des Caraïbes, où les jeunes de moins de 35 ans représentent entre la moitié et les deux tiers de la population, et, d'autre part, ceux d'Europe et d'Amérique du Nord, engagés dans le processus de vieillissement démographique et où les jeunes représentent tout au plus le quart de la population. Ces contrastes s'amenuisent cependant sitôt qu'on s'intéresse à la tranche des 15 à 34 ans, qui représentent dans tous les pays membres entre le tiers et le quart de la population (environ le tiers dans les pays membres et observateurs du Sud et environ le quart dans les pays membres et observateurs du Nord). C'est dire donc qu'aussi bien dans les pays dits jeunes que ceux considérés comme vieillissants, les 15 à 34 ans représentent une part importante de la population. Cette jeunesse est un pilier important de l'espace francophone. Le poids démographique des

jeunes dans l'ensemble de la population francophone des pays membres et observateurs de l'OIF est considérable, et ce, tout particulièrement dans le contexte africain. Ce faisant, les jeunes francophones représentent une part importante de l'ensemble des jeunes de 15 à 34 ans dans la plupart de ces pays. Cette situation prévaut aussi bien dans les pays membres ayant le français comme langue officielle que dans les pays membres et observateurs où le français ne l'est pas.

L'analyse des données sur l'éducation a révélé des différences significatives entre, d'une part, l'Europe et l'Amérique du Nord, où l'éducation est généralisée, et d'autre part l'Afrique subsaharienne. Dans la plupart des pays de cette dernière région, les systèmes éducatifs accusent des retards en ce qui a trait aux taux brut de scolarisation et à l'indice de parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire et supérieur. Soulignons toutefois que certains pays comme les Comores, le Rwanda et Sao Tomé-et-Principe semblent rattraper les retards dans les inégalités d'accès à l'éducation. Dans l'ensemble, malgré quelques signes encourageant sur le continent africain, les défis demeurent encore énormes.

Concernant le marché du travail, les analyses ont montré que dans les pays membres du Nord comme du Sud, les jeunes sont frappés de plein fouet par le chômage. Les ratios du taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans par rapport à celui des adultes montrent que partout, les jeunes sont deux à huit fois

plus exposés au chômage et qu'ils représentent 20 % à 60 % de la population des chômeurs. Les analyses des facteurs déterminant ce chômage ainsi que sa nature demeurent toutefois limitées dans la plupart des pays membres, en raison de la nature des données disponibles. Ces données devraient mieux tenir compte de la complexité du chômage des jeunes, qui se décline en plusieurs dimensions, notamment par l'accès à un emploi qualifié et par l'accès à un emploi correspondant à la formation obtenue.

La fracture numérique Nord-Sud, question qu'on croit souvent résolue avec l'essor des technologies d'information et de communication, apparaît clairement à partir des données présentées dans ce rapport. Si les pays d'Afrique du Nord et certains de l'Océan Indien semblent réussir à réduire les écarts, le très faible pourcentage de foyers francophones disposant d'ordinateurs au foyer ou d'un accès à Internet, en Afrique plus particulièrement, montre l'urgence d'agir pour que les jeunes de ces pays ne soient pas tenus en marge des nouvelles technologies numériques. Pour 12 des 19 pays d'Afrique pour lesquels des données sont disponibles⁶³, c'est au moins la moitié des jeunes qui affirment ne jamais avoir accès à Internet. Quant à l'utilisation du téléphone portable, elle semble se généraliser sur le continent africain même si près de 20% des jeunes n'auraient pas encore accès à ce type d'appareil en Afrique subsaharienne. Au-delà de la communication et de ses dimensions plus ludiques, la maîtrise de ces nouvelles technologies est désormais nécessaire en éducation et sur le marché du travail et est incontournable pour l'accès à l'information. Ainsi, au moment où des activités aussi essentielles que la communication, l'éducation et la formation, ou encore l'emploi et l'entrepreneuriat, sont en train de se transporter dans la sphère numérique, il demeure difficile de penser que la jeunesse francophone pourra s'épanouir si elle est maintenue, à uniquement des usages ludiques de ces nouvelles technologies.

Le chapitre sur les aspirations familiales révèle que la situation des jeunes de l'espace francophone est également variée. Être épouse ou mère à 20 ou 24 ans concerne la vaste majorité des jeunes femmes à ces âges dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, contrairement aux jeunes hommes dans ces mêmes pays et aussi contrairement aux jeunes femmes de ce même groupe d'âge en Europe, en Amérique du Nord et dans certains pays membres du Moyen-Orient comme le Liban. Questionnées sur la taille idéale de la famille, les jeunes femmes de la Francophonie se projettent fort différemment dans l'avenir : les jeunes femmes du Canada, du Québec, de la France et de pays de l'Europe aspirent avoir en moyenne 2,2 enfants, alors que ce nombre atteint plus de 5 enfants en moyenne pour leurs consœurs du Congo, du Mali et du Sénégal, voire plus de 7 enfants pour les jeunes femmes du Tchad de 20 à 24 ans.

Le dernier chapitre a permis de constater que la confiance à l'égard des institutions politiques apparaît plus grande chez les jeunes de l'Europe de l'Ouest que chez ceux de l'Europe centrale et orientale. On observe également une grande diversité de situations dans les pays d'Afrique, mais dans l'ensemble, les jeunes des pays francophones d'Afrique semblent avoir une confiance limitée envers leurs institutions parlementaires. Il ressort surtout qu'en Afrique du Nord, les événements des dernières années semblent avoir rendus les jeunes particulièrement méfiants envers ces institutions politiques.

Enfin, l'engagement citoyen des jeunes semble également très variable d'un pays à l'autre. On a toutefois relevé un réel engagement citoyen à travers la participation aux différents mouvements associatifs dans plusieurs pays, notamment en Afrique (Cameroun, Sénégal et Guinée), alors qu'en Europe, seuls les jeunes de la Suisse se distinguent par une forte implication dans le bénévolat ou auprès d'organisations caritatives. Dans les États et gouvernements membres d'Amérique du Nord, où le bénévolat est une dimension importante dans le développement de l'employabilité et le réseautage chez les jeunes, les tendances montrent aussi qu'une importante proportion d'entre eux s'implique auprès des organisations sans but lucratif.

Ce portrait statistique révèle donc une grande variété de situation de la jeunesse dans l'espace francophone. Que ce soit en matière d'éducation, d'accès à l'information et au numérique, d'aspirations familiales ou d'engagement citoyen, les jeunes de l'espace francophone se retrouvent dans des contextes extrêmement différents et vivent des expériences variées, qu'ils auraient tout intérêt à partager leurs bonnes pratiques. Un des rares indicateurs examinés qui converge concerne le marché de l'emploi : les jeunes semblent connaître à peu près partout dans l'espace francophone, des difficultés d'insertion sur le marché du travail, qui se traduisent par une forte surreprésentation de ceux-ci parmi les chômeurs.

Par ailleurs, nous avons pu constater dans ce rapport une forte implication des jeunes dans les réseaux associatifs et en termes d'engagement citoyen dans certains pays (par exemple au Cameroun, au Sénégal et en Suisse). Il serait donc extrêmement intéressant d'offrir des espaces d'échange d'expériences, de connaissances et du savoir-faire en matière d'emploi entre les intervenants de la Francophonie, notamment ceux des milieux associatifs.

63. Afrobaromètre, enquête 2014-2015 (round 6)

Ce rapport a permis également de documenter l'importance de la fracture numérique, particulièrement pour les jeunes. C'est en Afrique subsaharienne que les efforts devraient se concentrer. Par rapport aux jeunes du Nord, de nombreux jeunes francophones d'Afrique se retrouvent très tôt dans leur vie complètement écartés de ces développements technologiques. Ceci a des répercussions négatives sur tous les autres domaines examinés ici : éducation, insertion en emploi, accès à l'information, participation associative, engagement citoyen, etc. Pour les jeunes filles et les jeunes femmes de ces pays membres du Sud, les conséquences de cette fracture numérique s'ajoutent à des handicaps en matière d'accès à l'éducation, à l'emploi et aux moyens d'information traditionnels comme la radio, la télévision et les journaux.

Pour finir, il nous paraît important de rappeler que l'exercice que nous avons tenté dans le cadre de ce rapport a permis de constater qu'il existe beaucoup de données statistiques de qualité sur les jeunes dans certains domaines, tels que l'éducation et le travail et la démographie, alors que pour de nombreux autres domaines, on constate une absence de données, soit pour certains pays ou pour certains groupes d'âge. Ainsi, le domaine de la santé est malheureusement absent du présent rapport. Plusieurs institutions internationales proposent des informations accessibles en ligne, mais très rarement pour le groupe des jeunes de 15 à 34 ans, ou même pour toute autre tranche d'âge.

ANNEXE

Tableaux détaillés des informations statistiques obtenues pour chacun des États et gouvernements membres et observateurs de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)

TABLEAU A I-1.	Population et effectifs des jeunes dans les États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF	50
TABLEAU A I-2.	Population et effectifs des jeunes francophones	51
TABLEAU A II-1.	Scolarisation, diplomation et parité en éducation	56
TABLEAU A II-2.	Répartition des diplômés du supérieur	62
TABLEAU A III.	Chômage chez les jeunes (15 à 24 ans)	68
TABLEAU A IV.	Accès aux moyens d'information et de communication.....	74
TABLEAU A V.	Aspirations familiales : mariage, fécondité et désir d'enfants.....	80
TABLEAU A VI-1A	Confiance des jeunes (15 à 29 ans) envers les institutions politiques – Afrique et Océan Indien.....	86
TABLEAU A VI-1B	Confiance des jeunes (15 à 29 ans) envers les institutions politiques – Europe.....	86
TABLEAU A VI-2A	Bénévolat des jeunes (15 à 29 ans) – Afrique et Océan Indien.....	87
TABLEAU A VI-2C	Bénévolat des jeunes (15 ans et plus) – Amérique du Nord (Canada)	87

NOTE : Ces données et d'autres tableaux sont disponibles sur le site Web de l'ODSEF.

TABLEAU A I-1. Population et effectifs des jeunes dans les États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF

Statut OIF		Pop. 2017 (n '000)	0-34 ans (n '000) (%)		15-34 ans (n '000) (%)	
Colonne : Référence :		C1	C2	C3 C2/C1	25 à 29 ans	
Afrique du Nord et Moyen-Orient						
Afrique du Nord						
Maroc	Membre	35 740	21596	60,4	11806	33,0
Mauritanie	Membre	4 420	3278	74,2	1514	34,2
Tunisie	Membre	11 532	6425	55,7	3656	31,7
Moyen-Orient						
Égypte	Membre	97 553	65148	66,8	32496	33,3
Émirats arabes unis	Observateur	9 400	5085	54,1	3779	40,2
Liban	Membre	6 082	3624	59,6	2220	36,5
Qatar	Associé	2 639	1612	61,1	1246	47,2
Afrique subsaharienne et océan Indien						
Afrique subsaharienne						
Bénin	Membre, FLO	11 176	8554	76,5	3786	33,9
Burkina Faso	Membre, FLO	19 193	15175	79,1	6503	33,9
Burundi	Membre, FLO	10 864	8601	79,2	3713	34,2
Cameroun	Membre, FLO	24 054	18643	77,5	8366	34,8
Cap-Vert	Membre	546	378	69,2	213	39,0
Centrafrique	Membre, FLO	4 659	3606	77,4	1593	34,2
Congo	Membre, FLO	5 261	3906	74,2	1682	32,0
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	81 340	63694	78,3	26049	32,0
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	24 295	18626	76,7	8317	34,2
Djibouti	Membre, FLO	957	661	69,1	363	37,9
Gabon	Membre, FLO	2 025	1429	70,6	702	34,7
Ghana	Associé	28 834	21142	73,3	10035	34,8
Guinée	Membre, FLO	12 717	9705	76,3	4331	34,1
Guinée-Bissau	Membre	1 861	1425	76,6	653	35,1
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	1 268	959	75,6	488	38,5
Mali	Membre, FLO	18 542	14818	79,9	5972	32,2
Mozambique	Observateur	29 669	23217	78,3	9928	33,5
Niger	Membre, FLO	21 477	17183	80,0	6402	29,8
Rwanda	Membre, FLO	12 208	9258	75,8	4357	35,7
Sao Tomé-et-Principe	Membre	204	157	77,0	69	33,8
Sénégal	Membre, FLO	15 851	12233	77,2	5436	34,3
Tchad	Membre, FLO	14 900	12057	80,9	5033	33,8
Togo	Membre, FLO	7 798	5898	75,6	2656	34,1
Océan Indien						
Comores	Membre, FLO	814	610	75,0	287	35,2
Madagascar	Membre, FLO	25 571	19391	75,8	8915	34,9
Maurice ⁵	Membre	1 265	608	48,1	375	29,7
Seychelles	Membre, FLO	95	47	49,5	26	27,3

TABLEAU A I-2. Population et effectifs des jeunes francophones

	0-34 ans (n '000) (%)		Francophones, tous âges (n '000) (%)		Francophones, jeunes 15-34 ans (n '000) Ef. fr.tot.(%) 15-34(%)		
	C6	C7 C6/C1	C8	C9 C8/C1	C10	C11 C10/C8	C12 C10/C4
Afrique du Nord							
Maroc	9790	27,4	11217,2	31,39			
Mauritanie	1765	39,9	573,6	12,98	310	54,1	20,6
Tunisie	2769	24,0	6250,3	54,20	3109	49,7	81,1
Moyen-Orient							
Égypte	32652	33,5	3224,7	3,31			
Émirats arabes unis	1306	13,9	98,2	1,04			
Liban	1404	23,1	2311,2	38,00			
Qatar	366	13,9	112,3	4,25			
Afrique subsaharienne							
Bénin	4768	42,7	3952,4	35,37	2208	55,9	57,7
Burkina Faso	8672	45,2	4247,4	22,13	2514	59,2	38,7
Burundi	4888	45,0	901,7	8,30	652	72,3	17,4
Cameroun	10277	42,7	9597,5	39,90	5222	54,4	61,4
Cap-Vert	165	30,2	59,1	10,82			
Centrafrique	2013	43,2	1367,5	29,35	903	66,0	53,3
Congo	2224	42,3	3060,4	58,17	1556	50,8	90,4
Congo (Rép. démocratique du)	37646	46,3	37928,4	46,63	20725	54,6	77,9
Côte d'Ivoire	10309	42,4	8234,4	33,89	4320	52,5	52,2
Djibouti	297	31,0	478,5	50,00			
Gabon	727	35,9	1237,0	61,09	643	52,0	90,3
Ghana	11107	38,5	234,2	0,81			
Guinée	5374	42,3	3062,6	24,08	2308	75,4	53,5
Guinée-Bissau	772	41,5	286,4	15,39			
Guinée-Équatoriale	472	37,2	365,9	28,86			
Mali	8846	47,7	3129,4	16,88	1690	54,0	28,2
Mozambique	13289	44,8	89,0	0,30			
Niger	10781	50,2	2727,6	12,70	1365	50,1	21,9
Rwanda	4900	40,1	687,3	5,63	496	72,1	11,1
Sao Tomé-et-Principe	88	43,1	40,8	20,00			
Sénégal	6797	42,9	4529,9	28,58	2628	58,0	48,5
Tchad	7024	47,1	1877,4	12,60	1206	64,2	24,3
Togo	3242	41,6	3031,1	38,87	1665	54,9	61,7
Océan Indien							
Comores	324	39,8	207,3	25,46	123	59,5	42,8
Madagascar	10476	41,0	5114,2	20,00			
Maurice ⁵	233	18,4	919,7	72,70			
Seychelles	21	22,2	50,2	52,80			

Statut OIF		Pop. 2017 (n '000)	0-34 ans (n '000) (%)		15-34 ans (n '000) (%)	
Colonne : Référence :		C1	C2	C3 C2/C1	25 à 29 ans	
Amérique et Caraïbes						
Amérique du Nord						
Canada (total)	Membre, FLO	36 708	15538	42,3	9661	26,3
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO	760	283	37,2	172	22,6
Ontario	Observateur	14 193	6060	42,7	3831	27,0
Québec	Membre, FLO	8 394	3355	40,0	2045	24,4
Mexique	Observateur	129 163	78489	60,8	44045	34,1
Caraïbes						
Dominique	Membre	74				
Haïti	Membre, FLO	10 981	7680	69,9	4059	37,0
Rép. dominicaine	Observateur	10 767	6774	62,9	3619	33,6
Sainte-Lucie	Membre	179	94	52,5	60	33,5
Amérique centrale						
Costa Rica	Observateur	4 906	2674	54,5	1613	32,9
Amérique du Sud						
Argentine	Observateur	44 271	24559	55,5	13542	30,6
Uruguay	Observateur	3 457	1721	49,8	993	28,7
Asie et Océanie						
Asie centrale						
Arménie	Membre	2 930	1489	50,8	903	30,8
Géorgie ⁶	Observateur	3 912	1782	45,6	1032	26,4
Extrême-Orient						
Cambodge	Membre	16 005	11091	69,3	6085	38,0
Corée du Sud	Observateur	50 982	20230	39,7	13361	26,2
Laos	Membre	6 858	4840	70,6	2584	37,7
Thaïlande	Observateur	69 038	30671	44,4	18714	27,1
Vietnam	Membre	95 541	53885	56,4	31852	33,3
Océanie						
Nouvelle-Calédonie	Membre associé	276	146	52,8	84	30,3
Vanuatu	Membre, FLO	276	194	70,3	95	34,4
Europe						
Europe centrale et orientale						
Albanie	Membre	2 930	1390	47,4	880	30,0
Bosnie-Herzégovine	Observateur	3 507	1431	40,8	936	26,7
Bulgarie	Membre	7 085	2595	36,6	1586	22,4
Croatie	Observateur	4 189	1620	38,7	1005	24,0
Estonie	Observateur	1 310	527	40,2	313	23,9
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	2 083	943	45,3	596	28,6
Hongrie	Observateur	9 722	3714	38,2	2322	23,9
Lettonie	Observateur	1 950	763	39,1	463	23,7
Lituanie	Observateur	2 890	1156	40,0	727	25,2
Moldavie ³	Membre	4 051	1939	47,9	1302	32,1
Monténégro	Observateur	629	285	45,3	171	27,2
Pologne	Observateur	38 171	15644	41,0	9988	26,2
Rép. tchèque	Observateur	10 618	4034	38,0	2401	22,6

	0-34 ans (n '000) (%)		Francophones, tous âges (n '000) (%)		Francophones, jeunes 15-34 ans (n '000) Ef. fr.tot.(%) 15-34(%)		
	C6	C7 C6/C1	C8	C9 C8/C1	C10	C11 C10/C8	C12 C10/C4
Amérique du Nord							
Canada (total)	5877	16,0	10939,0	29,80	3187	29,1	31,7
Nouveau-Brunswick	111	14,6	323,0	42,50	90	27,7	47,7
Ontario	2229	15,7	1632,2	11,50			
Québec	1310	15,6	7932,3	94,50	2035	25,7	95,9
Mexique	34445	26,7					
Caraïbes							
Dominique			7,2	9,70			
Haïti	3621	33,0	4612,0	42,00			
Rép. dominicaine	3155	29,3	154,7	1,44			
Sainte-Lucie	34	19,0	3,0	1,70			
Amérique centrale							
Costa Rica	1062,0	21,6					
Amérique du Sud							
Argentine	11017	24,9					
Uruguay	728	21,1	4,7	0,14			
Asie centrale							
Arménie	586	20,0	189,6	6,47			
Géorgie ⁶	750	19,2	15,9	0,41			
Extrême-Orient							
Cambodge	5006	31,3	432,1	2,70			
Corée du Sud	6869	13,5					
Laos	2255	32,9	185,2	2,70			
Thaïlande	11957	17,3	569,4	0,82			
Vietnam	22032	23,1	668,8	0,70			
Océanie							
Nouvelle-Calédonie	22,5						17,4
Vanuatu	35,9	87,0	31,52	40	46,4	42,3	38,7
Europe centrale et orientale							
Albanie	510	17,4	293,0	10,00			
Bosnie-Herzégovine	496	14,1					
Bulgarie	1009	14,2	183,9	2,60	48	26,1	2,9
Croatie	615	14,7	114,3	2,73	33	28,5	3,2
Estonie	214	16,3	19,0	1,45	4	22,2	1,3
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	348	16,7	234,5	11,26			
Hongrie	1392	14,3	114,6	1,18	53	46,2	2,2
Lettonie	300	15,4	25,1	1,29	6	24,9	1,3
Lituanie	428	14,8	72,5	2,51	21	29,1	2,9
Moldavie ³	638	15,7	99,0	2,44			
Monténégro	114	18,1	12,9	2,05			
Pologne	5656	14,8	1032,4	2,70	349	33,8	3,3
Rép. tchèque	1632	15,4	186,7	1,76	48	25,6	1,9

Statut OIF		Pop. 2017 (n '000)	0-34 ans (n '000) (%)		15-34 ans (n '000) (%)	
Colonne : Référence :		C1	C2	C3 C2/C1	25 à 29 ans	
Roumanie	Membre	19 679	7793	39,6	4789	24,3
Serbie ¹	Observateur	8 791	3728	42,4	2282	26,0
Slovaquie	Observateur	5 448	2268	41,6	1431	26,3
Slovénie	Observateur	2 080	772	37,1	461	22,2
Ukraine ²	Observateur	44 223	18183	41,1	11332	25,6
Europe de l'Ouest						
Andorre	Membre	77				
Autriche	Observateur	8 735	3373,0	38,6	2142	24,5
Belgique	Membre, FLO	11 322	4685,0	41,4	2765	24,4
Féd. Wallonie -Bruxelles	Membre, FLO	4 806	2100	43,7	1239	25,8
Chypre ⁴	Associé	1 180	574	48,6	375	31,8
France	Membre, FLO	65 018	27037,0	41,6	15355	23,6
France, Outre-mer	Membre, FLO	2 169	1089	50,2	544	25,1
Grèce	Membre	11 160	4013,0	36,0	2427	21,7
Luxembourg	Membre, FLO	583	253,0	43,4	157	26,9
Monaco	Membre, FLO	39				
Suisse	Membre, FLO	8 476	3361,0	39,7	2101	24,8
GRAND TOTAL		1 321 273				
Total^a		1 321 083	778747,3	58,9	407405,2	
Total^a, FLO seulement		448 429	303802,9	67,7	139169,3	

Source :

Estimations obtenues à partir des données des Nations unies (Révision 2017), de Statistique Canada, de l'INSEE et du Bureau fédéral du Plan; SPF Economie - Statbel.

Les proportions de francophones de tous âges correspondent à ceux publiés dans la LFDM 2014.

Effectifs et proportions de jeunes francophones établis en utilisant la démarche proposée par Harton et coll. (2014).

Abréviations : FLO, français langue officielle; LFDM, La langue française dans le monde (Éditions Nathan, 2014).

a : Ajustement du calcul des effectifs et de certains pourcentages en fonction de la disponibilité des données, entre autres, selon la ventilation par groupes d'âge

1 : Serbie inclut Kosovo

2. Ukraine inclut la Crimée

3. Moldavie inclut Transnistrie

4. Chypre en entier 5. Maurice inclut Agalega, Rodrigues and Saint Brandon

6. Géorgie inclut Abkhazia and South Ossetia.

	0-34 ans (n '000) (%)		Francophones, tous âges (n '000) (%)		Francophones, jeunes 15-34 ans (n '000) Ef. fr.tot.(%) 15-34(%)		
	C6	C7 C6/C1	C8	C9 C8/C1	C10	C11 C10/C8	C12 C10/C4
Roumanie	3004	15,3	1729,9	8,79	519	30,0	11,3
Serbie ¹	1446	16,5	297,2	3,38			
Slovaquie	837	15,4	108,9	2,00	35	31,7	2,3
Slovénie	311	15,0	78,8	3,79	20	25,9	4,2
Ukraine ²	6851	15,5	53,1	0,12			
Europe de l'Ouest							
Andorre			54,0	70,12			
Autriche	1231	14,1	987,0	11,30	279	28,3	12,8
Belgique	1920	17,0	8188,6	72,33	2137	26,1	77,3
Féd. Wallonie- Bruxelles	862	17,9	4709,9	98,00			
Chypre ⁴	199	16,9	78,9	6,68	29	37,3	7,8
France	11682	18,0	63311,6	97,38	15121	23,9	97,6
France, Outre-mer	544	25,1	1808,8	83,39			
Grèce	1586	14,2	783,9	7,02	211	26,9	8,3
Luxembourg	96	16,5	558,7	95,82	152	27,3	95,8
Monaco			30,5	78,12			
Suisse	1261	14,9	5557,3	65,57	1469	26,4	68,7
GRAND TOTAL				---	---	---	---
Total ^a			273869,3	20,73	110465	40,3	47,2
Total ^a , FLO seulement			190057,6	42,38	76569	40,3	57,2

ANNEXE : TABLEAUX DÉTAILLÉS DES INFORMATIONS STATISTIQUES OBTENUES
POUR CHACUN DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES ET OBSERVATEURS
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF)

TABLEAU A II-1. Scolarisation, diplomation et parité en éducation

Statut OIF		Taux brut de scolarisation au secondaire (%) (2014-2017)	Taux brut de diplômés au 1er cycle du secondaire (%) (2015-2017)	Taux brut de scolarisation du supérieur (%) (2014-2017)
Afrique du Nord et Moyen-Orient				
Afrique du Nord				
Maroc (g)	Membre	...	52,39745	31,95984
Mauritanie	Membre	31,56972	15,36076	5,19566
Tunisie	Membre	92,86992	...	32,58014
Moyen-Orient				
Égypte	Membre	85,94095	86,02434	34,43619
Émirats arabes unis (b)	Observateur	95,80507	87,36831	36,84708
Liban	Membre	60,00225	50,01963	38,19691
Qatar	Associé	92,53316	77,54739	15,42144
Afrique subsaharienne et océan Indien				
Afrique subsaharienne				
Bénin	Membre, FLO	58,84737	23,63084	13,20178
Burkina Faso (h)	Membre, FLO	35,78715	45,56063	5,56196
Burundi	Membre, FLO	48,35785	28,05527	5,30227
Cameroun	Membre, FLO	61,76465	32,2623	17,40631
Cap-Vert	Membre	84,55758	55,35714	21,95703
Centrafrique (h)	Membre, FLO	15,35682	...	...
Congo	Membre, FLO	...	...	...
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	46,19419	...	...
Côte d'Ivoire (b)	Membre, FLO	46,09676	26,45287	9,02083
Djibouti	Membre, FLO	44,13042	41,51621	...
Gabon (c)	Membre, FLO	...	...	...
Ghana	Associé	60,4146	75,14919	16,06758
Guinée (d)	Membre, FLO	40,30219	...	11,25905
Guinée-Bissau	Membre	...	...	...
Guinée-Équatoriale (e) (i)	Membre, FLO	...	62,46872	...
Mali (h)	Membre, FLO	42,92922	16,69524	5,4899
Mozambique	Observateur	32,88228	15,49699	7,0439
Niger	Membre, FLO	23,59738	7,33601	...
Rwanda (h)	Membre, FLO	36,64989	30,87906	7,99986
Sao Tomé-et-Principe	Membre	89,7067	95,1049	13,05538
Sénégal	Membre, FLO	48,11492	39,72198	10,58478
Tchad	Membre, FLO	22,68313	...	3,44048
Togo (g)	Membre, FLO	...	31,17454	12,26898
Océan Indien				
Comores	Membre, FLO	61,09057	...	8,99478
Madagascar	Membre, FLO	38,31159	19,87228	4,80619
Maurice	Membre	93,36929	71,34509	38,84378
Seychelles	Membre, FLO	93,02005	125,44326	20,6852

Taux brut de diplômés au 1er cycle du supérieure (CITE 6 et 7) (%) (2013-2016)	Pourcentage de redoublants à la 3e année d'études du secondaire général (%) (2015-2017)	Taux d'abandon à la dernière année d'études du premier cycle de l'enseignement secondaire général (%) (2014-2015)	Indice de parité entre les sexes	
			Taux brut de scolarisation au 2° cycle du secondaire	Taux brut de scolarisation au supérieur
14,37454	30,04353	16,07476	...	0,92632
3,33483	9,9483	28,87885	0,90533	0,50695
24,7302	12,68943	21,98058	1,2684	1,70892
17,88507	7,32133	...	0,95662	1,0236
16,70666	...	...	0,88794	1,99302
...	7,33137	12,1463	1,0385	1,15719
4,7987	4,10285	1,98384	1,29343	7,3749
...	26,04329	24,39738	0,50047	0,4262
...	20,96763	28,05004	0,6724	0,51226
4,4583	10,64877	28,07761	0,77397	...
...	10,21383	10,56571	0,81894	0,80711
11,30999	20,72247	19,71338	1,2445	1,4519
...	28,34956	...	0,65332	...
...
...	...	...	0,61946	...
...	5,41457	15,2282	0,67717	0,66174
...	5,38347	16,70018	0,77817	...
...
9,0946	0,28885	10,38444	0,92268	0,717
8,85679	...	...	0,63222	0,44726
...
...	8,54238	...	...	...
...	46,03188	33,81983	0,69962	0,418
...	20,29724	25,36916	0,91677	0,78669
...	17,59161	42,71813	0,68732	...
3,00365	1,84135	21,63767	1,03486	0,76358
...	36,10675	10,69664	1,1779	1,0332
...	23,60845	31,87478	0,88806	0,60152
...	...	...	...	0,19741
...	23,56521	86,73284	...	0,43194
4,994	...	...	1,10249	0,81201
2,17803	10,1487	31,86851	0,91796	0,90415
...	8,4316	2,71973	1,12536	1,31248
11,59091	...	1,19935	1,18718	1,85406

Statut OIF		Taux brut de scolarisation au secondaire (%) (2014-2017)	Taux brut de diplômés au 1er cycle du secondaire (%) (2015-2017)	Taux brut de scolarisation du supérieur (%) (2014-2017)
Amérique et Caraïbes				
Amérique du Nord				
Canada (total)	Membre, FLO	113,04009	99,35765	...
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO			
Ontario	Observateur			
Québec	Membre, FLO			
Mexique	Observateur	97,27147	84,61655	36,85074
Caraïbes				
Dominique	Membre	100,48789	109,6836	...
Haïti	Membre, FLO	...	...	...
Rép. Dominicaine (f)	Observateur	77,16574	76,81335	52,99285
Sainte-Lucie (j)	Membre	87,84775	92,89744	19,19937
Amérique centrale				
Costa Rica	Observateur	126,05396	71,66306	53,99482
Amérique du Sud				
Argentine	Observateur	107,07503	89,25535	85,71003
Uruguay (i)	Observateur	111,64824	67,0318	55,56627
Asie et Océanie				
Asie centrale				
Arménie	Membre	86,03761	87,24223	51,08019
Géorgie	Observateur	104,28014	107,66618	51,88276
Extrême-Orient				
Cambodge	Membre	...	37,12996	13,13884
Corée	Observateur	100,1969	108,36884	93,26056
Laos	Membre	66,53232	60,37011	17,20603
Thaïlande (h)	Observateur	120,63155	77,58883	45,88634
Vietnam	Membre	...	82,79025	28,25987
Océanie				
Nouvelle-Calédonie	Associé	...	...	...
Vanuatu	Membre, FLO	54,81876	...	...
Europe				
Europe centrale et orientale				
Albanie	Membre	94,98138	97,91151	61,2138
Bosnie-Herzégovine	Observateur	...	91,73757	...
Bulgarie	Membre	99,90032	97,53234	71,2288
Croatie	Observateur	97,75757	96,38162	67,48346
Estonie	Observateur	110,85973	102,05357	72,04896
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	81,89123	86,6717	41,14387
Hongrie	Observateur	102,27028	93,48161	48,03065
Kosovo	Observateur	...	...	...
Lettonie	Observateur	112,23029	119,28335	68,18063
Lituanie	Observateur	103,23783	100,64103	65,98572
Moldavie	Membre	86,10812	...	41,21348
Monténégro	Observateur	90,53091	92,73932	56,87546

Taux brut de diplômés au 1er cycle du supérieur (CITE 6 et 7) (%) (2013-2016)	Pourcentage de redoublants à la 3e année d'études du secondaire général (%) (2015-2017)	Taux d'abandon à la dernière année d'études du premier cycle de l'enseignement secondaire général (%) (2014-2015)	Indice de parité entre les sexes	
			Taux brut de scolarisation au 2° cycle du secondaire	Taux brut de scolarisation au supérieur
...	...	...	1,01116	...
...
...
...
21,60301	0,35739	10,36836	573,6	1,02186
...	7,11332	11,58035	1,10527	...
...
22,23939	8,26565	13,53869	1,20821	1,79337
...	0,7725	...	1,06042	1,95361
48,5273	8,52598	33,0014	1,20079	1,23534
12,75117	11,46005	14,93261	1,14733	1,63615
...
27,95903	0,41291	...	1,1142	1,26878
29,70469	1,32796	1,25539	1,03663	1,15476
...	6,82739	33,04229	...	0,82082
49,41574	0,00719	0,74087	0,9996	0,77025
13,18046	0,85005	23,44274	0,90713	0,99977
25,31816	5,46568	9,02503	0,9983	1,43552
20,30368	0,8198	9,23903	...	1,2375
...
...	...	...	1,0896	...
42,13491	1,46796	7,24528	0,90259	1,5782
...	0,38775	3,55149	...	...
47,41532	1,90533	3,55149	0,97703	1,24537
44,28914	0,70193	...	1,04778	1,37727
45,3698	3,26803	0,32452	1,02737	1,51665
27,19527	0,55944	...	0,98197	1,25077
32,04963	2,42952	3,75557	1,00988	1,24775
...
35,17334	3,13984	3,56729	0,9877	1,5445
53,69586	0,61481	2,69975	0,93678	1,40352
33,35861	...	6,60977	1,03388	1,3415
...	0,38004	5,08466	0,998	1,2468

	Statut OIF	Taux brut de scolarisation au secondaire (%) (2014-2017)	Taux brut de diplômés au 1er cycle du secondaire (%) (2015-2017)	Taux brut de scolarisation du supérieur (%) (2014-2017)
Pologne	Observateur	107,07582	94,89486	66,556
Rép. tchèque	Observateur	105,04746	102,39842	64,45735
Roumanie	Membre	88,94909	85,40936	48,02276
Serbie	Observateur	96,23473	96,59785	62,13697
Slovaquie	Observateur	90,96741	...	52,67636
Slovénie	Observateur	109,77034	98,06684	80,04787
Ukraine	Observateur	96,78603	...	83,42202
Europe de l'Ouest				
Andorre	Membre	...	...	...
Autriche	Observateur	100,96302	...	83,45528
Belgique	Membre, FLO	163,93053	86,94269	74,55778
Féd. Wallonie-Bruxelles	Membre, FLO			
Chypre	Associé	99,77831	...	60,10123
France	Membre, FLO	111,06704	91,58054	65,26391
Grèce	Membre	99,33422	91,12399	117,42593
Luxembourg	Membre, FLO	101,96661	106,36032	19,70736
Monaco	Membre, FLO	...	...	...
Suisse	Membre, FLO	102,28993	...	57,86611

Source: Institut de la statistique de l'UNESCO (données extraites en 2018).

Abréviations : CITE, Classification internationale de type d'éducation; IPS, indice de parité entre les sexes.

a : correspond au niveau 5A de la CITE.

Taux brut de diplômés au 1er cycle du supérieur (CITE 6 et 7) (%) (2013-2016)	Pourcentage de redoublants à la 3e année d'études du secondaire général (%) (2015-2017)	Taux d'abandon à la dernière année d'études du premier cycle de l'enseignement secondaire général (%) (2014-2015)	Indice de parité entre les sexes	
			Taux brut de scolarisation au 2° cycle du secondaire	Taux brut de scolarisation au supérieur
47,35914	1,27838	2,05525	0,97086	1,5149
38,66967	1,15112	8,30922	1,02071	1,40679
37,25773	3,9092	7,32299	1,00875	1,23843
...	0,97683	4,17978	1,0318	1,31432
39,89125	2,16276	11,93865	1,03961	1,54569
58,84698	0,10001	1,43916	1,00701	1,46502
...	0,02017	4,50928	0,9193	1,15244
...	5,34759	6,57991	...	...
35,79803	2,00511	0,29721	0,93524	1,18811
44,26201	...	3,72618	1,18181	1,30721
...
27,49962	0,97287	0,38765	0,99275	1,35772
46,16276	2,14369	0,51529	1,02549	1,2527
...	1,54948	0,83061	0,91586	0,99053
8,70231	17,56085	1,33012	1,05793	1,10979
...	0,22222	2,77338	...	...
51,23182	1,47457	1,23256	0,94016	1,02001

ANNEXE : TABLEAUX DÉTAILLÉS DES INFORMATIONS STATISTIQUES OBTENUES POUR CHACUN DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES ET OBSERVATEURS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF)

TABLEAU A II-2. Répartition des diplômés du supérieur

	Statut OIF	Année	Arts et Lettre	Agriculture	Sciences sociales, journalisme et information/ Commerce, administration et droit
Afrique du Nord et Moyen-Orient					
Afrique du Nord					
Maroc	Membre	2016	14,4	0,5	28,97
Mauritanie	Membre	2016	20,5	0,6	49,36
Tunisie	Membre	2016	15,2	1,5	25,75
Moyen-Orient					
Égypte	Membre	2016	15,8	2,7	31,10
Émirats arabes unis	Observateur	2016	6,5	0,2	55,99
Liban	Membre				
Qatar	Associé	2016	13,8	..	40,99
Afrique subsaharienne et océan Indien					
Afrique subsaharienne					
Bénin	Membre, FLO	2015	10,3	2,9	53,57
Burkina Faso	Membre, FLO				
Burundi	Membre, FLO				
Cameroun	Membre, FLO				
Cap-Vert	Membre	2016	4,6	1,1	50,33
Centrafrique	Membre, FLO				
Congo	Membre, FLO				
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO				
Côte d'Ivoire	Membre, FLO				
Djibouti	Membre, FLO				
Gabon	Membre, FLO				
Ghana	Associé	2016	11,7	3,0	36,70
Guinée	Membre, FLO				
Guinée-Bissau	Membre				
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO				
Mali	Membre, FLO				
Mozambique	Observateur	2016	1,6	2,1	44,39
Niger	Membre, FLO				
Rwanda	Membre, FLO				
Sao Tomé-et-Principe	Membre				
Sénégal	Membre, FLO				
Tchad	Membre, FLO				
Togo	Membre, FLO				
Océan Indien					
Comores	Membre, FLO				
Madagascar	Membre, FLO	2015	13,0	1,7	49,44
Maurice ⁵	Membre				
Seychelles	Membre, FLO	2016	5,2	0,7	59,74

Ingénierie, industries de transformation et construction	Santé et protection sociale	Sciences naturelles, mathématiques et statistiques	Services	Éducation	Domaines non-spécifiés
4,7	1,3	8,7	0,3	3,9	32,2
7,1	0,5	8,6	0,4	8,5	...
17,9	9,4	10,5	3,4	0,4	...
6,2	11,1	3,6	1,8	26,3	...
14,4	7,3	0,9	1,0	6,9	0,1
18,9	10,1	5,0	1,4	4,0	...
6,2	8,4	9,2	2,0	...	1,8
4,8	12,5	6,1	...	19,3	0,8
6,7	9,0	5,2	0,9	26,5	3,5
7,9	5,7	2,0	3,4	30,8	...
7,4	6,9	10,3	2,1	1,3	...
1,9	5,5	3,6	6,8	6,5	...

ANNEXE : TABLEAUX DÉTAILLÉS DES INFORMATIONS STATISTIQUES OBTENUES POUR CHACUN DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES ET OBSERVATEURS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF)

	Statut OIF	Année	Arts et Lettre	Agriculture	Sciences sociales, journalisme et information/ Commerce, administration et droit
Amérique et Caraïbes					
Amérique du Nord					
Canada (total)	Membre, FLO	2016	10,3	1,9	40,7
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO				
Ontario	Observateur				
Québec	Membre, FLO				
Mexique	Observateur	2015	4,2	2,0	43,24
Caraïbes					
Dominique	Membre				
Haiti	Membre, FLO				
Rép. dominicaine	Observateur	2016	10,6	0,7	35,54
Sainte-Lucie	Membre				
Amérique centrale					
Costa Rica	Observateur	2016	2,8	0,7	42,87
Amérique du Sud					
Argentine	Observateur				
Uruguay	Observateur	2015	2,4	3,3	40,29
Asie et Océanie					
Asie centrale					
Arménie	Membre	2016	29,7	5,2	21,84
Géorgie ⁶	Observateur	2016	12,8	0,5	45,56
Extrême-Orient					
Cambodge	Membre	2015	1,1	3,7	56,28
Corée du Sud	Observateur	2016	16,9	0,9	21,26
Laos	Membre	2016	6,8	5,3	53,87
Thaïlande	Observateur	2016	4,0	4,5	33,07
Vietnam	Membre	2016	4,0	4,5	33,07
Océanie					
Nouvelle-Calédonie	Membre associé				
Vanuatu	Membre, FLO				
Europe					
Europe					
Albanie	Membre	2016	11,7	4,2	38,67
Bosnie-Herzégovine	Observateur	2016	8,0	4,3	37,07
Bulgarie	Membre	2016	7,1	1,7	49,00
Croatie	Observateur	2016	8,9	4,0	38,77
Estonie	Observateur	2015	12,3	1,9	33,20
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	2015	14,1	2,0	43,77
Hongrie	Observateur	2016	9,7	3,2	33,21
Lettonie	Observateur	2016	7,8	1,9	40,30
Lituanie	Observateur	2016	8,6	2,2	42,15
Moldavie ³	Membre	2015	5,7	1,9	44,31
Monténégro	Observateur				
Pologne	Observateur	2016	7,2	1,5	34,79
Rép. tchèque	Observateur	2015	7,7	3,0	31,11

	Statut OIF	Année	Arts et Lettre	Agriculture	Sciences sociales, journalisme et information/ Commerce, administration et droit
Roumanie	Membre	2016	9,8	4,0	37,49
Serbie ¹	Observateur	2016	10,1	2,4	35,67
Slovaquie	Observateur	2015	7,4	2,0	32,86
Slovénie	Observateur	2015	9,5	2,9	34,33
Ukraine ²	Observateur	2016	8,3	3,3	35,16
Europe de l'Ouest					
Andorre	Membre	2016	3,8	...	43,75
Autriche	Observateur	2016	7,5	1,6	33,07
Belgique	Membre, FLO	2015	11,0	1,9	32,20
Féd. Wallonie- Bruxelles	Membre, FLO				
Chypre ⁴	Associé	2016	8,6	0,5	43,62
France	Membre, FLO	2015	9,2	1,6	41,40
Grèce	Membre	2014	11,4	4,0	32,44
Luxembourg	Membre, FLO	2015	8,7	0,2	45,76
Monaco	Membre, FLO	2016	4,5	...	81,51
Suisse	Membre, FLO	2015	8,2	1,4	35,37

Source: Tableau créé à partir de données de l'Institut de la Statistique de l'UNESCO extraites en juillet 2018

Ingénierie, industries de transformation et construction	Santé et protection sociale	Sciences naturelles, mathématiques et statistiques	Services	Éducation	Domaines non-spécifiés
18,1	10,3	5,7	5,5	4,2	...
16,3	9,7	4,5	7,7	8,6	...
12,7	17,5	5,6	6,1	13,1	...
16,2	10,1	6,0	7,5	10,1	...
21,2	8,4	2,5	9,2	7,1	1,8
...	28,8	...	2,1	18,8	...
20,5	7,3	5,8	7,8	12,2	0,1
11,8	26,6	4,5	1,4	...	0,3
10,0	7,6	3,6	6,8	17,0	...
14,8	15,8	7,4	3,3	3,4	0,0
18,1	10,9	7,4	1,5	9,9	0,1
5,5	15,4	3,7	..	16,1	0,1
...	7,6	...	6,4	...	...
15,4	14,4	6,6	5,8	9,8	0,6

ANNEXE : TABLEAUX DÉTAILLÉS DES INFORMATIONS STATISTIQUES OBTENUES POUR CHACUN DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES ET OBSERVATEURS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF)

TABLEAU A III. Chômage chez les jeunes (15 à 24 ans)

Statut OIF		Taux de chômage Estimations modélisées de l'OIT (%) 15-24 ans		
		Total	F	M
Afrique du Nord et Moyen-Orient				
Afrique du Nord				
Maroc (g)	Membre	18	18,4	16,7
Mauritanie	Membre	17,9	15,6	22,6
Tunisie	Membre	36,3	34,7	40
Moyen-Orient				
Égypte	Membre	34,4	29,7	45
Émirats arabes unis (b)	Observateur	4,9	3,9	9,3
Liban	Membre	17,6	15,6	22
Qatar	Associé	0,4	0,2	1,8
Afrique subsaharienne et océan Indien				
Afrique subsaharienne				
Bénin	Membre, FLO	5,2	4,7	5,6
Burkina Faso	Membre, FLO	8,6	5,5	12,8
Burundi	Membre, FLO	2,9	4,2	1,9
Cameroun	Membre, FLO	8,9	7,5	10,6
Cap-Vert	Membre	17,8	16,1	20,5
Centrafrique	Membre, FLO	10,6	10	11,3
Congo	Membre, FLO	22,5	23	22
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	7,3	6,6	7,9
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	3,7	2,8	4,9
Djibouti	Membre, FLO	11,7	11	12,4
Gabon	Membre, FLO	35,9	30,8	42,9
Ghana	Associé	4,9	4,5	5,3
Guinée	Membre, FLO	5,5	6,7	4,6
Guinée-Bissau	Membre	11,6	10,9	12,3
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	14,2	14	14,4
Mali	Membre, FLO	18	16,8	19,4
Mozambique	Observateur	42,7	43,6	41,9
Niger	Membre, FLO	0,5	0,8	0,2
Rwanda	Membre, FLO	2,1	1,5	2,6
Sao Tomé-et-Principe	Membre	20,6	15,5	32,7
Sénégal	Membre, FLO	5,5	5,2	5,9
Tchad	Membre, FLO	10,1	9,2	11,1
Togo	Membre, FLO	2,8	3,4	2,2
Océan Indien				
Comores	Membre, FLO	10	11,3	8,7
Madagascar	Membre, FLO	3	3	3,1
Maurice	Membre	24,5	19	31,5
Seychelles	Membre, FLO			

Statut OIF		Taux de chômage Estimations modélisées de l'OIT (%) 15-24 ans		
		Total	F	M
Amérique et Caraïbes				
Amérique du Nord				
Canada (total)	Membre, FLO	11,6	13,3	9,9
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO			
Québec	Membre, FLO			
Ontario	Observateur			
Mexique*	Observateur	6,8	6,3	7,9
Caraïbes				
Dominique	Membre			
Haïti	Membre, FLO	36	30,6	42,6
Rép. dominicaine	Observateur	12,4	8,3	18,5
Sainte-Lucie	Membre	45	41,7	50
Amérique centrale				
Costa Rica*	Observateur	21	18	25,9
Amérique du Sud				
Argentine	Observateur	23,5	22	25,9
Uruguay	Observateur	24,8	20,9	30,1
Asie et Océanie				
Asie centrale				
Arménie	Membre	38,6	35,7	42,4
Géorgie	Observateur	28,8	29,1	28,1
Extrême-Orient				
Cambodge	Membre	0,4	0,5	0,4
Corée du Sud	Observateur	10,2	10,9	9,6
Laos	Membre	1,7	1,8	1,6
Thaïlande	Observateur	5,9	4,5	8,1
Vietnam	Membre	7	6,9	7
Océanie				
Nouvelle-Calédonie	Membre associé			
Vanuatu	Membre, FLO	10,6	10,1	11,2
Europe				
Europe centrale et orientale				
Albanie	Membre	30	31,1	27,9
Bosnie-Herzégovine	Observateur	54,9	52,9	58,4
Bulgarie	Membre	13	13,2	12,6
Croatie	Observateur	27,4	27,3	27,5
Estonie	Observateur	12,2	13,9	10,2
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	47	46	48,7
Hongrie	Observateur	10,7	9,7	12
Kosovo	Observateur			
Lettonie	Observateur	17	18,6	14,9
Lituanie	Observateur	13,2	14,5	11,6
Moldavie	Membre	12,8	13,2	12,4
Monténégro	Observateur	31,8	30,6	33,7
Pologne	Observateur	14,8	14,5	15,2

	Statut OIF	Taux de chômage Estimations modélisées de l'OIT (%) 15-24 ans		
		Total	F	M
Rép. tchèque	Observateur	8	7,4	8,8
Roumanie	Membre	18,5	18,1	19,1
Serbie	Observateur	32,8	30,1	37,5
Slovaquie	Observateur	19	18,2	20,4
Slovénie	Observateur	11,3	10	13
Ukraine	Observateur	23,3	24,8	21,2
Europe de l'Ouest				
Andorre	Membre			
Autriche	Observateur	9,8	10,7	8,7
Belgique	Membre, FLO	19,2	20,2	18
Féd. Wallonie- Bruxelles	Membre, FLO			
Chypre	Associé	23,8	25,3	22,3
France	Membre, FLO	22,1	23	21,1
Grèce	Membre	43,6	39,4	48,5
Luxembourg	Membre, FLO	15,2	17,4	12,9
Monaco	Membre, FLO			
Suisse	Membre, FLO	8,1	8,2	8

Sources : OIT, 2017 et Statistique Canada juin 2018 et Organisation internationale du travail, données extraites en juillet 2018.

Le taux de chômage correspond au nombre de personnes qui sont au chômage exprimé en pourcentage du nombre total de personnes en emploi ou au chômage (c'est-à-dire, la main-d'oeuvre). Cet indicateur fait partie de la série Estimations et projections du BIT, analysée en détail dans le rapport Emploi et questions sociales dans le monde. Pour plus d'informations, veuillez consulter la description de l'indicateur et le document méthodologique sur les estimations et projections du BIT (en anglais).

*Calculé à partir des estimations modélisées de l'OIT (%) du taux de chômage chez les 15-24 ans et les 25 ans et plus

** Calculé à partir des estimations modélisées de l'OIT (chômage en milliers) chez les 15-24 ans et les 15 ans et plus

Ratio du taux de chômage des jeunes sur celui des adultes (25 ans et plus)*			Poids des jeunes dans la pop. totale au chômage (%)**
Total	F	M	
3,1	3,7	2,7	16,0
4,6	3,9	6,2	25,3
2,6	2,6	2,8	18,6
2,6	2,6	2,6	16,5
1,8	1,8	1,8	10,8
2,8	2,6	3,0	46,4
2,0	2,1	1,9	21,7
3,1	3,3	2,9	20,2
2,5	2,8	2,3	23,5
2,8	2,9	2,6	23,3
2,2	2,4	2,0	11,1
3,2	3,8	2,7	18,8
1,9	2,0	1,7	21,5

ANNEXE : TABLEAUX DÉTAILLÉS DES INFORMATIONS STATISTIQUES OBTENUES
POUR CHACUN DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES ET OBSERVATEURS
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF)

TABLEAU A IV. Accès aux moyens d'information et de communication

	Statut OIF	Proportion de foyers avec (2012-2016)			
		Ordinateur	Année	Internet	Année
Afrique du Nord et Moyen-Orient					
Afrique du Nord					
Maroc	Membre	54,9	2016	68,5	2016
Mauritanie	Membre	...		...
Tunisie	Membre	39,3	2016	30,7	2015
Moyen-Orient					
Égypte	Membre	55,8	2016	46,1	2016
Émirats arabes unis	Observateur	91,0	2016	94,3	2016
Liban	Membre	...		...
Qatar	Associé	88,3	2015	95,8	2015
Afrique subsaharienne et océan Indien					
Afrique subsaharienne					
Bénin	Membre, FLO	...		...
Burkina Faso	Membre, FLO	...		...
Burundi	Membre, FLO	1,0	2015	0,3	2014
Cameroun	Membre, FLO	11,8	2015	6,7	2014
Cap-Vert	Membre	36,0	2016	48,8	2016
Centrafrique	Membre, FLO	...		...
Congo	Membre, FLO	...		...
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	2,6	2014	...	
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	3,7	2012	...	
Djibouti	Membre, FLO	...		...
Gabon	Membre, FLO	15,0	2012	...	
Ghana	Associé	14,0	2014	...	
Guinée	Membre, FLO	...		...
Guinée-Bissau	Membre	...		...
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	...		...
Mali	Membre, FLO	3,2	2016	8,9	2016
Mozambique	Observateur	5,6	2014	...	
Niger	Membre, FLO	1,4	2014	0,6	2016
Rwanda	Membre, FLO	...		9,3	2016
Sao Tomé-et-Principe	Membre	...		...
Sénégal	Membre, FLO	...		...
Tchad	Membre, FLO	...		...
Togo	Membre, FLO	5,2	2014	2,6	2014
Océan Indien					
Comores	Membre, FLO	...		...
Madagascar	Membre, FLO	...		...
Maurice	Membre	54,7	2016	63,3	2016
Seychelles	Membre, FLO	...		...

Fréquence d'utilisation d'Internet^b (jeunes) (%)
(2014-2015)

Ja	Mo	QM	QS	J	NSP	Total (N)
14,4	2,5	6,3	19,5	56,5	0,7	317 (100%)
21,6	3,3	1,4	10	63,7	...	144 (100%)
24,5	1,2	4	25,3	42	3	345 (100%)
75,3	3,6	6,8	6	6,3	2,1	355 (100%)
83,7	2	1,3	7,1	4,3	1,5	234 (100%)
90,3	2	1,4	2,8	2,2	1,4	253 (100%)
34,1	13,3	15,6	21	15,5	0,5	380 (100%)
17,6	2,5	7,3	32,9	39,5	0,2	380 (100%)
48,7	6,7	10,8	21,3	12,3	0,2	293 (100%)
27,5	4	10,2	21,5	36,4	0,5	403 (100%)
55,3	3,8	4,4	12,5	22,5	1,5	519 (100%)
67	1,3	5,5	17,2	8,5	0,5	215 (100%)
73,9	3,9	2,4	8,9	10,3	0,5	223 (100%)
54,9	2,7	4,9	13,4	22,5	1,6	631 (100%)
91,5	0,9	1,8	3,3	2,5	...	232 (100%)
37,9	1,3	7	27,4	26,1	0,2	359 (100%)
58,9	1,9	4,2	21,9	12,7	0,3	268 (100%)
67	1,8	8,3	16,9	5,1	1,0	357 (100%)
86,2	1,5	3,4	3,4	3,2	2,4	200 (100%)
11,2	3,1	5	15,1	65,6	...	187 (100%)

	Statut OIF	Proportion de foyers avec (2012-2016)			
		Ordinateur	Année	Internet	Année
Amérique et Caraïbes					
Amérique du Nord					
Canada (total)	Membre, FLO	84,5	2015	84,9	2014
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO	...	...	...	...
Québec	Membre, FLO	...	...	88,2	2016
Mexique	Observateur	45,6	2016	47,0	2016
Caraïbes					
Dominique	Membre	...	...	...	...
Haïti	Membre, FLO	4,4	2012	2,5	2012
Rép. dominicaine	Observateur	30,1	2015	23,6	2015
Sainte-Lucie	Membre	38,4	2014	36,6	2014
Amérique centrale					
Costa Rica	Observateur	51,7	2016	64,8	2016
Amérique du Sud					
Uruguay	Observateur	68,0	2015	59,7	2015
Asie et Océanie					
Asie centrale					
Arménie	Membre	73,7	2016	74,7	2016
Géorgie	Observateur	64,7	2016	70,7	2016
Extrême-Orient					
Cambodge	Membre	12,0	2016	20,0	2016
Laos	Membre	...	...	...	...
Thaïlande	Observateur	28,4	2016	59,8	2016
Vietnam	Membre	...	...	...	...
Océanie					
Vanuatu	Membre, FLO	...	...	...	...
Europe					
Europe centrale et orientale					
Albanie	Membre	20,2	2015	25,0	2015
Bosnie...Herzégovine	Observateur	77,5	2016	61,5	2016
Bulgarie	Membre	59,0	2015	63,5	2016
Croatie	Observateur	75,9	2016	77,3	2016
Estonie	Observateur	87,9	2015	86,2	2016
Ex.Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	68,4	2015	69,4	2015
Hongrie	Observateur	75,0	2015	75,6	2015
Kosovo	Observateur	...	...	...	...
Lettonie	Observateur	76,1	2015	77,3	2016
Lituanie	Observateur	70,5	2016	71,7	2016
Moldavie	Membre	71,0	2016	76,0	2016
Monténégro	Observateur	56,0	2015	69,8	2016
Pologne	Observateur	80,1	2016	80,4	2016
Rép. tchèque	Observateur	75,6	2016	76,1	2016
Roumanie	Membre	68,7	2015	72,4	2016
Serbie	Observateur	65,8	2016	64,7	2016
Slovaquie	Observateur	80,5	2015	80,5	2016

	Statut OIF	Proportion de foyers avec (2012-2016)			
		Ordinateur	Année	Internet	Année
Slovénie	Observateur	77,8	2015	78,4	2016
Ukraine	Observateur	56,1	2014	50,2	2015
Europe de l'Ouest					
Andorre	Membre	85,1	2016	83,3	2016
Autriche	Observateur	82,1	2015	85,1	2016
Belgique	Membre, FLO	83,1	2015	84,8	2016
Féd. Wallonie -Bruxelles	Membre, FLO	...	...	...	...
Chypre	Associé	71,8	2016	74,4	2016
France	Membre, FLO	81,5	2015	82,6	2015
Grèce	Membre	68,6	2015	69,1	2016
Luxembourg	Membre, FLO	95,3	2015	97,0	2016
Monaco	Membre, FLO	...	...	...	...
Suisse	Membre, FLO	...	...	82,6	2014

Sources : Afrobaromètre, Enquête démographique et de santé (EDS), Union internationale des télécommunications (UIT) et ISQ

a : Union internationale des télécommunications, données extraites en juillet 2018.

b : Fréquence de l'utilisation d'Internet par les jeunes de 18 à 29 ans, répartition des réponses à la question : « À quelle fréquence utilisez-vous Internet? », Afrobaromètre, enquête 2014...2015 (round 6), données extraites en juillet 2018. Réponses : Ja, jamais; Mo, moins d'une fois par mois; QM, quelques fois par mois; QS, quelques fois par semaine; J, chaque jour; NSP; ne sait pas

TABLEAU A V. Aspirations familiales : mariage, fécondité et désir d'enfants

Statut OIF		Jeunes mariés selon le sexe 15 à 19 ans				Année	
		H	F	Source			
Afrique du Nord et Moyen-Orient							
Afrique du Nord							
Maroc	Membre	...	9,0	HCP	2010		
Mauritanie	Membre	0,5	27,7	EDS	2000		
Tunisie	Membre	0,0	2,1	S.n.	2004		
Moyen-Orient							
Égypte	Membre	...	14,4	EDS	2014	**	
Émirats arabes unis	Observateur	2,4	6,8	UNSD	2005		
Liban	Membre	0,3	3,4	UNSD	2007		
Qatar	Associé	9,8	17,9	UNSD	2010		
Afrique subsaharienne et océan Indien							
Afrique subsaharienne							
Bénin	Membre, FLO	1,3	10,6	EDS	2011-2012	**	
Burkina Faso	Membre, FLO	1,7	32,4	EDS	2010		
Burundi	Membre, FLO	0,1	2,5	EDS	2017	**	
Cameroun	Membre, FLO	0,3	14,9	EDS	2011	**	
Cap-Vert	Membre	2,7	10,6	S. n.	2005		
Centrafrique	Membre, FLO	...	...	...
Congo	Membre, FLO	2,8	19,9	EDS	2005		
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	0,6	13,1	EDS	2014	**	
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	0	10,4	EDS	2012	**	
Djibouti	Membre, FLO	0,0	5,3	PAF	2002		
Gabon	Membre, FLO	0	2,1	EDS	2012	**	
Ghana	Associé	0,1	2,3	EDS	2014	**	
Guinée	Membre, FLO	1,1	31,6	EDS	2012	**	
Guinée-Bissau	Membre	...	...	...
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	...	...	...
Mali	Membre, FLO	0,3	39,7	EDS	2012-2013	**	
Mozambique	Observateur	2,6	24,4	AIS	2015	**	
Niger	Membre, FLO	2,6	60,9	EDS	2012	**	
Rwanda	Membre, FLO	0	0,1	EDS	2014-2015	**	
Sao Tomé-et-Principe	Membre	0,7	19,8	EDS	2008		
Sénégal	Membre, FLO	0,6	24	EDS	2016	**	
Tchad	Membre, FLO	2,3	33,5	EDS	2014-2015	**	
Togo	Membre, FLO	0,2	8,1	EDS	2013-2014	**	
Océan Indien							
Comores	Membre, FLO	0,4	11,4	EDS	2012	**	
Madagascar	Membre, FLO	14	39,9	EDS	2008-2009	**	
Maurice	Membre	0,7	9,8	UNSD	2000		
Seychelles	Membre, FLO	1,8	6,6	UNSD	2002		

Taux de fécondité ^a (‰) (Estimations 2015-2020) 15 à 19 ans	Nombre d'enfants désirés ^b 15 à 24 ans			
	F	F	Source	Année
31,1				
79,2				
7,7				
50	2,8	EDS	2014	
28,4				
11,8				
9,9				
86,1	4,1	EDS	2011-2012	
104,3	4,8	EDS	2010	
26,8	3,7	EDS	2016-2017	
105,8	4,9	EDS	2011	
73,8				
103,8				
111,8	4,3	EDS	2011-2012	
124,2	5,5	EDS	2013-2014	
132,7	4,7	EDS	2011-2012	
18,8				
95,3	4	EDS	2012	
66,6	3,9	EDS	2014	
135,3	5,2	EDS	2012	
84,5				
155,6				
169,1	5,4	EDS	2012-2013	
	3,9	EDS	2011	
192	8,3	EDS	2012	
25,7	2,9	EDS	2014-2015	
94,8				
72,7	5	EDS	2016	
161,1	7,4	EDS	2014-2015	
89,1	3,7	EDS	2013-2014	
65,4	4,8	EDS	2012	
109,6				
26,6				
56,9				

ANNEXE : TABLEAUX DÉTAILLÉS DES INFORMATIONS STATISTIQUES OBTENUES
POUR CHACUN DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES ET OBSERVATEURS
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF)

RAPPORT SUR LA SITUATION DES JEUNES DE L'ESPACE FRANCOPHONE - 2018

Statut OIF		Jeunes mariés selon le sexe 15 à 19 ans				
		H	F	Source	Année	
Amérique et Caraïbes						
Amérique du Nord						
Canada (total)	Membre, FLO	0,7	2,4	StatCan	2017	
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO	0,6	2,0	StatCan	2017	
Québec	Membre, FLO	0,9	2,6	StatCan	2017	
Ontario	Observateur	0,5	1,9	StatCan	2017	
Mexique	Observateur	6,4	17,0	UNSD	2010	
Caraïbes						
Dominique	Membre	0,2	0,2	UNSD	2001	
Haïti	Membre, FLO	0,9	6,4	EDS	2012	**
Rép. dominicaine	Observateur	2,8	18,9	EDS	2007	
Sainte-Lucie	Membre	1,3	6,8	UNSD	2001	
Caraïbes						
Costa Rica	Observateur	3,7	13,0	UNSD	2011	
Amérique du Sud						
Argentine	Observateur	6,0	12,9	S. n.	2010	
Uruguay	Observateur	3,3	11,3	S. n.	2011	
Asie et Océanie						
Asie centrale						
Arménie	Membre	0,0	4,6	EDS	2015-2016	**
Géorgie	Observateur	NA	13,7	RHS	2005	
Extrême-Orient						
Cambodge	Membre	2,9	15,4	EDS	2014	**
Corée (Rép)	Observateur	0,2	0,4	UNSD	2005	
Laos	Membre	6,0	19,7	UNSD	2005	
Thaïlande	Observateur	3,4	11,2	UNSD	2000	
Vietnam	Membre	2,6	9,9	UNSD	2009	
Océanie						
Nouvelle-Calédonie	Membre associé	0,2	0,5	UNSD	2004	
Vanuatu	Membre, FLO	...	...	...
Europe						
Europe						
Albanie	Membre	0,0	5,3	EDS	2008-2009	**
Bosnie-Herzégovine	Observateur	5,4	17,1	S. n.	2004	
Bulgarie	Membre	2,0	8,5	UNSD	2011	
Croatie	Observateur	0,3	2,4	UNSD	2001	
Estonie	Observateur	1,1	4,9	UNSD	2000	
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	...	...	...
Hongrie	Observateur	0,1	0,7	UNSD	2010	
Kosovo	Observateur	...	...	...
Lettonie	Observateur	0,1	0,7	UNSD	2011	
Lituanie	Observateur	0,0	0,2	UNSD	2011	
Moldavie	Membre	1,6	10,6	EDS	2005	
Monténégro	Observateur	0,7	4,7	UNSD	2003	
Pologne	Observateur	0,2	1,6	UNSD	2002	

Taux de fécondité ^a (‰) (Estimations 2015-2020) 15 à 19 ans	Nombre d'enfants désirés ^b 15 à 24 ans			
	F	F	Source	Année
9,4				
60,3				
37,4	2,5	EDS	2012	
95	2,4	EDS	2013	
40,5				
53,5				
62,8				
54,7				
23,2	2,4	EDS	2015-2016	
45,9				
50,2	2,6	EDS	2014	
1,6				
62,6				
51,9				
27,3				
19,7				
41,9				
20,7				
10				
39,5	1,97	EB	2011	
8,9				
12,6	2,32	EB	2011	
16,2				
19,7	2,19	EB	2011	
13,5	2,36	EB	2011	
10,7	2,21	EB	2011	
22				
11,8				
12,7	2,22	EB	2011	

Statut OIF		Jeunes mariés selon le sexe 15 à 19 ans			
		H	F	Source	Année
Rép. tchèque	Observateur	0,0	0,2	UNSD	2011
Roumanie	Membre	0,1	2,6	UNSD	2011
Serbie*	Observateur	1,0	5,2	UNSD	2002
Slovaquie	Observateur	0,2	1,0	UNSD	2010
Slovénie	Observateur	0,1	0,5	UNSD	2011
Ukraine	Observateur	3,0	6,6	EDS	2007
Europe de l'Ouest					
Andorre	Membre				
Autriche	Observateur	0,0	0,0	S.n.	2011
Belgique	Membre, FLO	0,1	0,6	UNSD	2009
Féd. Wallonie -Bruxelles	Membre, FLO				
Chypre	Associé	0,7	1,7	S.n.	2011
France	Membre, FLO	0,0	0,3	INSEE	2015
Grèce	Membre	0,8	3,6	UNSD	2001
Luxembourg	Membre, FLO	0,3	1,4	UNSD	2001
Monaco	Membre, FLO				
Suisse	Membre, FLO	0,1	0,7	UNSD	2009

Sources : Nations unies (UNSD), Division de la statistique des Nations unies; le Programme EDS; Statistique Canada, l'INSEE et le Haut Commissariat au Plan (Maroc)

a: Nations unies (UNSD), Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2017). Perspective de la population mondiale: la révision de 2017, Estimations 2015-2020.

b : EDS, données téléchargées en juillet 2018 <http://www.statcompiler.com>. July 23 2018 et Eurobaromètre (2011).

Abréviations : EDS, Enquête démographique et de santé; F, femmes; H, hommes; HCP, Haut Commissariat au Plan; PAF, Projet pan Arabe pour la santé de la famille; RHS, Enquête sur la santé reproductive; S. n., Statistiques nationales.

* Les données pour la Serbie excluent le Kosovo et le Metohia.

<http://data.un.org/DocumentData.aspx?id=337>, dernière mise à jour juillet 2013

**The DHS Program STATcompiler. <http://www.statcompiler.com>. Juillet 2018

Taux de fécondité ^a (‰) (Estimations 2015-2020)	Nombre d'enfants désirés ^b		
	15 à 19 ans	15 à 24 ans	
F	F	Source	Année
10	2,02	EB	2011
33,1	2,00	EB	2011
18,9			
22	2,15	EB	2011
4,2	2,38	EB	2011
23,8			
	2,07	EB	2011
6,9	2,31	EB	2011
4,9			
	2,29	EB	2011
4,6	2,34	EB	2011
8,6	2,23	EB	2011
7,2	2,51	EB	2011
5,2			
3	EB	EB	2011

ANNEXE : TABLEAUX DÉTAILLÉS DES INFORMATIONS STATISTIQUES OBTENUES
POUR CHACUN DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES ET OBSERVATEURS
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF)

**TABLEAU A VI-1A. Confiance des jeunes (18 à 29 ans) envers les institutions politiques
– Afrique et Océan Indien**

Pays	Pas du tout confiance	Juste un peu confiance	Partiellement confiance	Très confiance	Ne sais pas
Bénin	17	29,3	30,6	22,1	1
Burkina Faso	15,9	20,7	21,5	38,6	3,3
Burundi	15,2	17,9	22,1	43,4	1,4
Cameroun	22,9	29,5	27,3	16,8	3,5
Cape Verde	24,1	28,2	31,8	9,8	6,1
Côte d'Ivoire	23,9	31,8	15,3	27,1	1,9
Gabon	32,1	37,2	21,6	8,7	0,4
Ghana	34,5	28,3	21,4	13,4	2,4
Guinée	23,1	26,7	15,8	30,6	3,9
Madagascar	18,8	40,2	24,2	16,1	0,7
Mali	12,6	26	35,7	25,8	-
Maroc	40,9	31,9	19,7	5	2,5
Maurice	7,4	34,6	45,6	9,5	2,9
Mozambique	16,2	22	24,6	25,2	12,1
Niger	14,5	9,1	31,4	39,5	5,4
Sao Tome et Principe	24,4	41,8	15,6	10,4	7,8
Sénégal	26,9	26,1	23,7	21,9	1,5
Togo	26,3	28,9	21	22,3	1,5
Tunisie	30,7	32	22,9	13,1	1,3

Source: Afrobarometre, round 6

**TABLEAU A VI-1B. Confiance des jeunes (15 à 29 ans) envers les institutions politiques
– Europe**

Pays	Confiance (en %)			Total
	Aucune confiance (score = 0)	Plus ou moins (score = 1 à 5)	Font confiance (score = 6 à 10)	
Autriche	2,4%	41,9%	55,7%	100,0%
Belgique	2,8%	44,8%	52,4%	100,0%
Suisse	1,0%	26,1%	72,9%	100,0%
Rép.Tchèque	7,0%	63,2%	29,8%	100,0%
Estonie	4,5%	54,5%	41,0%	100,0%
France	10,0%	63,5%	26,5%	100,0%
Hongrie	9,6%	58,1%	32,3%	100,0%
Lithuanie	13,0%	59,7%	27,4%	100,0%
Pologne	12,1%	74,9%	13,0%	100,0%
Slovénie	8,5%	66,8%	24,7%	100,0%

Répartition des réponses chez les jeunes (15 à 29 ans) à la question : « à quel point faites-vous confiance au parlement national? » (Europe)

Source: Enquête Sociale Européenne, Round 8 : <http://www.europeansocialsurvey.org/data/download.html?r=8>

TABLEAU A VI-2A. Engagement citoyen chez jeunes (18 à 29 ans) – Afrique et Océan Indien

Pays	Non adhérent	Simple adhérent	Membre actif	Dirigeant	Ne sais pas
Bénin	66,40%	16,40%	11,80%	5,10%	0,30%
Burkina Faso	77,00%	15,50%	5,80%	1,60%	0,10%
Burundi	72,70%	18,70%	6,40%	2,10%	-
Cameroun	51,20%	22,80%	19,10%	6,70%	0,20%
Cape Verde	81,30%	4,10%	13,30%	1,30%	-
Côte d'Ivoire	66,00%	20,80%	9,70%	3,60%	-
Égypte	86,40%	5,60%	5,90%	-	2,10%
Gabon	82,50%	10,50%	5,60%	1,40%	-
Ghana	73,30%	9,50%	15,50%	1,40%	0,30%
Guinée	51,00%	28,70%	14,20%	6,10%	-
Madagascar	81,40%	16,20%	2,40%	-	-
Mali	58,20%	31,60%	8,10%	2,10%	-
Maroc	76,10%	7,10%	13,70%	2,10%	0,90%
Maurice	80,50%	6,00%	12,80%	0,60%	-
Mozambique	63,40%	17,50%	12,30%	3,70%	3,10%
Niger	73,80%	19,80%	5,70%	0,70%	-
Sao Tome et Principe	71,90%	6,10%	19,40%	2,40%	0,30%
Sénégal	58,90%	20,40%	13,10%	7,60%	-
Togo	63,10%	18,70%	11,10%	7,20%	-
Tunisie	90,80%	2,50%	5,90%	0,70%	-

Réponses à la question êtes-vous Dirigeant, Membre actif, Simple adhérent ou Non adhérent d'une association ou groupe communautaire
Source: Afrobarometre, round 6

TABLEAU A VI-2C. Bénévolat des jeunes (15 ans et plus) – Amérique du Nord (Canada)

Pays	Tous les âges		15 à 24 ans		25 à 34 ans		15 à 34 ans	
	Taux de bénévolat	Répartition de la population	Taux de bénévolat	Répartition de la population	Taux de bénévolat	Répartition de la population	Taux de bénévolat	Répartition de la population
Canada	43,6	100,0	53,2	15,6	42,2	16,8	47	32
Nouveau-Brunswick	40,6	100,0	55,6	14,3	36,7	14,3	46	29
Québec	32,1	100,0	40,1	14,6	34,4	16,1	37	31
Ontario	44,3	100,0	55,9	15,9	41,4	16,7	48	33

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale sur le don, le bénévolat et la participation, 2013

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble à ce jour 84 États et gouvernements dont 58 membres et 26 observateurs. Le Rapport sur la langue française dans le monde 2014 établit à 274 millions le nombre de locuteurs de français.

Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

La Secrétaire générale conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. Madame Michaëlle Jean est la Secrétaire générale de la Francophonie depuis janvier 2015.

58 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES ET ASSOCIÉS

Albanie • Principauté d'Andorre • Arménie • Royaume de Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • République centrafricaine • Chypre • Comores • Congo • République démocratique du Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • Ex-République yougoslave de Macédoine • France • France–Nouvelle-Calédonie • Gabon • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Principauté de Monaco • Niger • Qatar • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Fédération Wallonie-Bruxelles

26 OBSERVATEURS

Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada-Ontario • Costa Rica • République de Corée • Croatie • République dominicaine • Émirats arabes unis • Estonie • Géorgie • Hongrie • Kosovo • Lettonie • Lituanie • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Serbie • Slovaquie • Slovénie • République tchèque • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris France

Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

www.francophonie.org

**ORGANISATION INTERNATIONALE
DE LA FRANCOPHONIE**
19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris - France
Tél : +33 (0)1 44 37 33 00
francophonie.org
   OIFrancophonie

